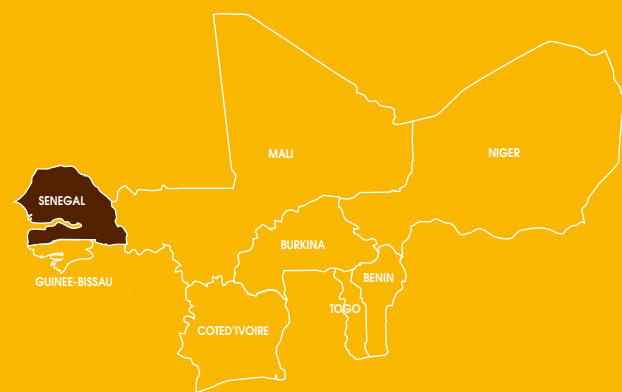




BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DU SENEGAL
MINISTERE DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES ET DU PLAN
Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

SENEGAL 2014



REPUBLIQUE DU SENEGAL

Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan

Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

SENEGAL 2014

AVANT-PROPOS

Le présent document retrace les statistiques de balance des paiements et de la position extérieure globale du Sénégal pour l'année 2014. La balance des paiements est un état statistique où sont résumées, sous une forme comptable et pour une période donnée, toutes les opérations d'une économie avec le reste du monde et plus précisément, toutes les transactions entre les résidents et les non-résidents d'une économie.

Les résidents d'un pays se définissent comme des entités institutionnelles ayant leur centre d'intérêt prédominant sur le territoire économique de ce pays, c'est-à-dire y possédant soit un domicile, soit un lieu de production ou des locaux à autre usage, où ils exercent leurs activités économiques. Ils se distinguent en administrations publiques centrales et locales, particuliers vivant dans le pays ou y séjournant depuis plus d'un an, entreprises installées dans le pays y compris les filiales et succursales d'entreprises étrangères. Les non-résidents ont en revanche leur pôle d'intérêt économique à l'étranger. Par convention, les représentations et personnels diplomatiques, les étudiants hors de leur pays, ainsi que les bases et troupes militaires en stationnement à l'étranger sont réputés résidents de leur pays d'origine et non de leur pays d'accueil.

La référence à une période donnée indique que la balance des paiements enregistre des flux et non des stocks. Les données sur les stocks sont recensées dans la position extérieure globale (PEG). Les flux ou transactions sont des échanges qui portent sur des biens, des services et des revenus (ressources réelles). Ils peuvent faire naître des créances ou des engagements financiers par rapport au reste du monde (opérations financières) ou être sans contrepartie (transferts courants et en capital).

Dans le présent document, la monnaie de référence est le franc CFA, sauf indication contraire.

SOMMAIRE	Page
Liste des Sigles et Acronymes.....	ii
Liste des tableaux.....	iii
Liste des encadrés.....	iv
Liste des graphiques	v
Tableau d'évolution récente de la Balance des Paiements (2009-2014).....	vi
Tableau de la Balance des Paiements (Optique BCEAO).....	vii
Tableau de la Balance des Paiements (Présentation résumée).....	viii
Tableau de la Position Extérieure Globale Nette 2014.....	ix
RESUME.....	x
INTRODUCTION	1
I - COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	5
I.1 – Balance commerciale.....	6
1-1-1 – Exportation de biens.....	6
1-1-2 – Importations de biens	13
I.2 - Balance des services.....	20
1-2-1 – Les Transports.....	20
1-2-2 – Les Voyages.....	20
1-2-3 – Les Autres services.....	21
I.3 - Compte de revenu primaire.....	21
I.4 - Compte de revenu secondaire.....	22
II - COMPTE DE CAPITAL	23
III - COMPTE FINANCIER	23
IV - CAPITAUX MONETAIRES	24
IV.1 - Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts.....	24
IV.2 - Avoirs et engagements de la Banque Centrale.....	25
IV.3 - Avoirs et engagements du système monétaire.....	25
V - POSITION EXTERIEURE GLOBALE	26
CONCLUSION	27
ANNEXES	28

LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES

ACDI : Agence Canadienne pour le Développement International

AEN : Avoirs Extérieurs Nets

ANSD : Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie

BCEAO : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest

BID : Banque Islamique de Développement

BTP : Bâtiments et Travaux Publics

CAF : Coût, assurance et fret

CEDEAO : Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest

DDP : Direction de la Dette Publique

DGPPE : Direction Générale de la Planification et des Politiques Economiques

DI : Direction de l'Investissement

DPEE : Direction de la Prévision et des Etudes Economiques

DPM : Direction des Pêches Maritimes

DTS : Droits de Tirages Spéciaux

FCFA : Franc de la Communauté Financière Africaine

FED : Fonds Européen de Développement

FMI : Fonds Monétaire International

FOB : Free on bord (valeur d'une marchandise, non compris les frais de transport et d'assurance)

GIZ : Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (Coopération Allemande au Développement)

IDA : Association Internationale de Développement

MCA : Millenium Challenge Account

MEFP : Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan

PEG : Position Extérieure Globale

PIB : Produit Intérieur Brut

UEMOA : Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

USAID : Agence des Etats-Unis pour le Développement International

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1.	Evolution du compte des transactions courantes.....	5
Tableau 2.	Compte de biens.....	6
Tableau 3.	Orientation géographique des exportations de marchandises.....	7
Tableau 4.	Exportations de marchandises générales par principaux produits.....	8
Tableau 5.	Exportations de marchandises générales ajustées.....	10
Tableau 6.	Importations de biens par rubriques.....	13
Tableau 7.	Orientation géographique des importations.....	14
Tableau 8.	Evolution des importations de marchandises générales par principaux produits.....	16
Tableau 9.	Evolution des importations de marchandises générales ajustées.....	17
Tableau 10.	Evolution des principaux soldes de la balance des services.....	21
Tableau 11.	Evolution des transports.....	21
Tableau 12.	Evolution du poste Voyages.....	22
Tableau 13.	Evolution des autres services.....	22
Tableau 14.	Evolution des soldes des revenus primaires.....	22
Tableau 15.	Evolution des revenus secondaires.....	23
Tableau 16.	Evolution des transferts en capital.....	24
Tableau 17.	Evolution du compte financier.....	25
Tableau 18.	Variation des avoirs et engagements des institutions de dépôts.....	26
Tableau 19.	Evolution du stock des avoirs et engagements de la banque centrale.....	26

LISTE DES ENCADRES

Encadré 1 : Ajustement des données du Commerce Extérieur en Balance des Paiements.....	9
Encadré 2 : Baisse quasi généralisée des cours des matières premières en 2014.....	17

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1.	Croissance dans le monde en 2014	1
Graphique 2.	Cadre macroéconomique du Sénégal.....	3
Graphique 3.	Evolution du compte courant.....	5
Graphique 4.	Evolution des composantes du compte courant.....	5
Graphique 5.	Evolution de la balance commerciale.....	6
Graphique 6.	Evolution des exportations de produits arachidières.....	11
Graphique 7.	Evolution des exportations de produits halieutiques.....	11
Graphique 8.	Evolution des exportations de produits pétroliers.....	11
Graphique 9.	Exportations de produits chimiques.....	12
Graphique 10.	Evolution des exportations de ciment.....	12
Graphique 11.	Exportations d'or non monétaire.....	12
Graphique 12.	Evolution des importations de marchandises par groupes de produits	15
Graphique 13.	Importations de produits pétroliers.....	15
Graphique 14.	Importations de produits alimentaires.....	18
Graphique 15.	Importations de biens d'équipement.....	18
Graphique 16.	Orientation géographique des échanges.....	19
Graphique 17.	Envois de fonds des migrants.....	22
Graphique 18.	Répartition des dons projets par bailleurs.....	23
Graphique 19.	Niveau de stocks d'engagements et de la PEG en 2013 et 2014.....	26
Graphique 20.	Niveau de stocks d'avoirs en 2013 et 2014.....	26

Evolution récente de la balance des paiements (en milliards de F CFA)

	Poste	2009	2010	2011	2012	2013	2014
1	Compte des transactions courantes	-403,1	-291,7	-541,1	-780,1	-765,5	-665,9
1.A	Biens et services	-1 018,6	-985,0	-1 242,2	-1 523,8	-1 526,9	-1 448,8
1.A.a	Biens	-956,7	-950,0	-1 183,6	-1 468,9	-1 471,0	-1 383,2
1.A.a.1	Marchandises générales, base balance des paiements	-1 042,1	-1 051,5	-1 299,3	-1 690,5	-1 660,8	-1 566,0
1.A.a.1.1	<i>Dont réexportations</i>	0,0	0,0	1,4	2,1	2,4	3,5
1.A.a.2	Exportations dans le cadre du négoce international	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,5
1.A.a.3	Or non monétaire	85,4	101,5	115,7	221,5	189,7	182,3
1.A.b	Services	-62,0	-35,0	-58,6	-54,9	-55,9	-65,6
1.A.b.3	Transport	-258,0	-242,6	-268,5	-314,4	-321,6	-319,3
1.A.b.3.0	<i>Dont fret</i>	-207,0	-213,3	-240,5	-293,2	-295,9	-293,7
1.A.b.4	Voyages	144,8	145,1	149,7	134,3	142,8	135,8
1.A.b.4.0	Autres services	51,3	62,5	60,2	125,2	123,0	115,1
1.B	Revenu primaire	-80,2	74,3	-132,8	-153,8	-159,5	-186,5
1.B.1	Rémunération des salariés	38,4	38,1	39,3	47,0	51,0	51,2
1.B.2	Revenus des investissements	-118,6	-112,4	-172,3	-206,7	-216,2	-242,6
1.C	Revenu secondaire	695,6	767,5	834,0	897,5	920,9	969,4
1.C.1	Administrations Publiques	23,2	33,4	62,3	75,8	42,5	83,6
1.C.1.4	Coopération internationale courante	23,2	33,4	34,5	50,4	12,6	36,3
1.C.2	Autres secteurs	672,5	734,1	771,7	821,8	878,4	885,9
1.C.2.1.1	<i>Envois de fonds des travailleurs</i>	516,9	586,6	623,5	644,9	688,5	754,2
2	Compte capital	144,1	149,5	119,5	202,8	181,5	216,1
2.1	Acquisition/cession d'actifs non financiers non produits	-1,0	-2,1	-1,7	37,5	-1,5	-5,2
2.2	Transferts en capital	145,1	151,6	121,2	165,3	183,0	221,3
2.2.1	Administration Publique	136,7	143,6	114,6	158,5	175,8	213,2
	Remise de dette	1,6	2,1	2,1	2,1	2,1	0,0
2.2.2	Autres secteurs	8,4	8,0	6,6	6,8	7,3	8,1
3	Compte financier	-352,8	-260,3	-362,7	-519,8	-551,8	-663,1
3.1	Investissements directs	-114,7	-130,7	-137,2	-112,4	-137,3	-185,5
3.2	Investissements de portefeuille	-114,3	-104,3	-352,8	-131,6	5,3	-257,0
3.3	Dérivés financiers	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4	Autres Investissements	-123,9	-25,2	127,3	-275,8	-419,8	-220,6
3.4.0.3	Administration Publique	-144,0	-155,2	-100,5	-205,7	204,8	-373,5
3.4.0.4	Autres secteurs	20,1	130,0	227,0	-70,0	-215,0	152,9
4	Erreurs et omissions	2,8	-2,1	3,8	4,1	5,6	4,7
5	Solde global	96,6	116,0	-55,1	-53,5	-26,5	217,9
6	Avoirs et engagements	-96,6	-116,0	55,1	53,5	26,5	-217,9
6.1	Banque centrale	-72,5	-16,5	6,2	-47,1	16,6	-106,7
6.2	Autres institutions de dépôts	-24,0	-99,5	48,9	100,6	9,9	-111,2

Source : BCEAO

Balance des paiements 2014 (optique BCEAO) (en millions de F CFA)

	Poste	Crédit	Débit	Solde
1	Compte des transactions courantes	3 424 521,3	4 090 422,2	-665 900,8
1.A	Biens et services	2 124 433,4	3 573 256,5	-1 448 823,1
1.A.a	Biens	1 472 741,5	2 855 987,1	-1 383 245,6
1.A.a.1	Marchandises générales. base balance des paiements	1 289 539,5	2 855 561,6	-1 566 022,1
1.A.a.1.1	Dont: Réexportations	3 458,0		3 458,0
1.A.a.2	Exportations dans le cadre du négoce international	488,0		488,0
1.A.a.3	Or non monétaire	182 714,0	425,5	182 288,5
1.A.b	Services	651 692,0	717 269,4	-65 577,5
1.A.b.3	Transport	73 365,3	392 707,1	-319 341,8
1.A.b.3.0	<i>Dont fret</i>	27 266,1	320 940,5	-293 674,4
1.A.b.4	Voyages	209 119,9	73 301,9	135 818,0
1.A.b.4.0	Autres services	369 206,8	251 260,4	117 946,4
1.B	Revenu primaire	145 945,0	332 457,3	-186 512,3
1.B.1	Rémunération des salariés	64 454,5	13 229,5	51 224,0
1.B.2	Revenus des investissements	76 551,0	319 113,8	-242 562,8
1.B.3	Autres revenus primaires	4 940,5	114,0	4 826,5
1.C	Revenu secondaire	1 154 142,9	184 708,4	969 434,5
1.C.1	Administrations Publiques	89 854,8	6 299,5	83 555,3
1.C.1.4	Coopération internationale courante	40 701,8	4 407,0	36 294,8
1.C.2	Autres secteurs	1 064 288,1	178 408,8	885 879,3
1.C.2.1.1	<i>Envois de fonds des travailleurs</i>	889 300,4	135 102,6	754 197,8
2	Compte capital	223 219,7	7 160,0	216 059,7
2.1	Acquisition/cession d'actifs non financiers non produits	58,0	5 272,0	-5 214,0
2.2	Transferts en capital	223 161,7	1 888,0	221 273,7
2.2.1	Administration Publique	213 199,0	0,0	213 199,0
2.2.2	Autres secteurs	9 962,7	1 888,0	8 074,7
	Poste	Acquisition nette d'actifs	Accroissement net des passifs	solde
3	Compte financier	248 191,3	911 265,2	-663 073,9
3.1	Investissements directs	13 558,4	199 032,6	-185 474,2
3.2	Investissements de portefeuille	10 422,0	267 397,0	-256 975,0
3.3	Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
3.4	Autres Investissements	224 210,9	444 835,6	-220 624,7
3.4.0.3	Administration Publique	-4 500,7	369 055,8	-373 556,5
3.4.0.4	Autres secteurs	228 711,7	75 779,8	152 931,9
4	Erreurs et omissions nettes			4 691,0
5	Solde global	208 973,2	-8 950,3	217 923,5
6	Réévaluation	7 078,0	14 116,7	-7 038,7
7	Avoirs et engagements	-216 051,2	-5 116,4	-210 884,8
7.1	Banque centrale	-41 679,0	58 018,0	-99 696,0
7.2	Autres institutions de dépôts	-174 372,2	-63 183,4	-111 188,8

Source : BCEAO [Solde global] = [compte courant]+[compte de capital]-[compte financier]+[erreurs et omissions]

Balance des paiements (Résumé) (en millions de F CFA)

	Poste	Crédit	Débit	Solde
1	Compte des transactions courantes	3 424 521,3	4 090 422,2	-665 900,8
1.A	Biens et services	2 124 433,4	3 573 256,5	-1 448 823,1
1.A.a	Biens	1 472 741,5	2 855 987,1	-1 383 245,6
1.A.a.1	Marchandises générales	1 289 539,5	2 855 561,6	-1 566 022,1
1.A.a.1.1	<i>Dont: Réexportations</i>	3 458,0		3 458,0
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	488,0		488,0
1.A.a.3	Or non monétaire	182 714,0	425,5	182 288,5
1.A.b	Services	651 692,0	717 269,4	-65 577,5
1.A.b.3	Transport	73 365,3	392 707,1	-319 341,8
1.A.b.3.0	Dont fret	27 266,1	320 940,5	-293 674,4
1.A.b.4	Voyages	209 119,9	73 301,9	135 818,0
1.A.b.4.0	Autres services	369 206,8	251 260,4	117 946,4
1.B	Revenu primaire	145 945,0	332 457,3	-186 512,3
1.B.1	Rémunération des salariés	64 454,5	13 229,5	51 224,0
1.B.2	Revenus des investissements	76 551,0	319 113,8	-242 562,8
	Autres revenus primaires	4 940,5	114,0	4 826,5
1.C	Revenu secondaire	1 154 142,9	184 708,4	969 434,5
1.C.1	Administrations Publiques	89 854,8	6 299,5	83 555,3
1.C.1.4	Coopération internationale courante	40 701,8	4 407,0	36 294,8
1.C.2	Autres secteurs	1 064 288,1	178 408,8	885 879,3
1.C.2.1.1	<i>Dont :envois de fonds des travailleurs</i>	889 300,4	135 102,6	754 197,8
2	Compte capital	223 219,7	7 160,0	216 059,7
2.1	Acquisition/cession d'actifs non financiers non produits	58,0	5 272,0	-5 214,1
2.2	Transferts en capital	223 161,7	1 888,0	221 273,7
2.2.1	Administration Publique	213 199,0	0,0	213 199,0
2.2.2	Autres secteurs	9 962,7	1 888,0	8 074,7
	Poste	Acquisition nette d'actifs	Accroissement net des passifs	Solde
3	Compte financier	457 164,1	902 314,5	-445 150,4
3.1	Investissements directs	13 558,4	199 032,6	-185 474,2
3.2	Investissements de portefeuille	133 289,0	290 864,0	-157 575,0
3.3	Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
3.4	Autres Investissements	275 715,7	412 417,9	-136 702,2
3.5	Avoirs de réserve	34 601,0	0,0	34 601,0
4	Erreurs et omissions			4 691

Source : BCEAO

Position extérieure globale nette 2014 (en millions de FCFA)

	Poste	Année 2013	Autres flux	Année 2014
A	Stock d'actifs financiers	2 516 072,0	34 957,0	3 014 426,8
1	Investissements directs	184 625,9		204 418,2
2	Investissements de portefeuille	217 127,4	27 879,0	378 295,4
3	Dérivés financiers	0,0		0,0
4	Autres Investissements	1 046 482,5		1 322 198,2
4.1	Autres titres de participation	0,0		0,0
4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	249 652,2		263 242,2
4.3	Prêts	94 827,0		163 422,0
4.4	Régime d'assurance, de pension et de garantie	603,0		603,0
4.5	Crédits commerciaux	551 941,3		728 088,0
4.6	Autres compte à payer/ à recevoir	149 459,0		166 843,0
5	Avoirs de réserve	1 067 836,0	7 078,0	1 109 515,0
5	Or monétaire	0,0		0,0
5.2	Droits de tirages spéciaux	95 395,3	6 487,4	101 864,9
5.3	Position de réserve au FMI	-2 512,6	590,6	9 273,8
5.4	Autres avoirs de réserve	974 953,3		998 376,3
B	Stock de passifs financiers	6 547 235,3	35 956,7	7 402 799,5
1	Investissements directs	1 244 362,7	1 000,0	1 361 688,6
2	Investissements de portefeuille	893 755,2	20 840,0	1 205 459,2
3	Dérivés financiers	0,0		0,0
4	Autres Investissements	4 409 117,1	14 116,7	4 835 651,7
4.1	Autres titres de participation	0,0		0,0
4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	416 061,6		495 357,1
4.3	Prêts	2 678 443,7	6 399,7	3 009 990,2
4.4	Régime d'assurance, de pension et de garantie	0,0		0,0
4.5	Crédits commerciaux	947 119,0		1 027 420,4
4.6	Autres comptes à payer /à recevoir	254 037,6		181 711,8
4.7	Droits de tirages spéciaux	113 455,2	7 717,0	121 172,2
C	Position extérieure globale nette (A)-(B)	-4 031 163,3	-999,7	-4 388 372,7

Source : BCEAO

RESUME

Dans un contexte marqué par le raffermissement de l'activité économique, en relation notamment avec l'assouplissement des politiques budgétaires et le maintien de politiques monétaires accommodantes dans les pays industrialisés, la croissance économique mondiale s'est stabilisée à 3,4%.

Dans la Zone euro, elle est ressortie positive (+0,8%), après une année 2013 difficile (-0,4%). Toutefois, la reprise s'est limitée aux pays leaders de la Zone euro, tandis que ceux fortement endettés subissent encore des politiques budgétaires restrictives.

L'activité économique a été dynamique aux Etats-Unis (2,4% contre 2,2%) et s'est inscrite en repli au Japon (-0,1%). Les pays émergents et en développement ont, quant à eux, subi les effets de l'atonie de la demande mondiale qui a induit une baisse des cours des principales matières premières.

La croissance est restée dynamique en Chine (7,4% contre 7,7%) et en Inde (7,3% contre 6,9%). Une décélération a été, en revanche, observée au Brésil (0,1% contre 2,7%) et en Russie (0,6% contre 1,3%).

En Afrique subsaharienne, la croissance économique a été évaluée à 5,0% en 2014 contre 5,2% en 2013, impulsée par le Nigeria (6,3% contre 5,4%).

Dans la zone UEMOA, le PIB réel s'est accru de 6,0% contre 5,8% en 2013, en raison notamment des résultats positifs de la campagne agricole. L'inflation s'est maintenue à 1,3%.

Au plan national, l'exercice 2014 a été marqué par une atténuation des déficits jumeaux et une amélioration de 3,6% à 4,7% de la croissance économique.

S'agissant des comptes extérieurs, après un déficit évalué à -10,4% du PIB en 2013, le solde des transactions courantes est arrêté à -8,6% en 2014.

Ce profil est lié à l'amélioration du compte de biens, en rapport avec le contexte extérieur marqué par une détente des cours des principales matières premières importées. Compte tenu de la consolidation de l'excédent du compte de capital, le besoin de financement de l'économie est ressorti à 449,8 milliards contre 584,0 milliards en 2013, en repli de 134,2 milliards.

Reflétant l'évolution des comptes non financiers (comptes de transactions courantes et de capital), le compte financier, hors variation des avoirs extérieurs nets (AEN) du système bancaire, est évalué à 663,1 milliards, ce qui traduit un accroissement net des passifs au titre des investissements directs, des investissements de portefeuille et des autres investissements.

Au total, les transactions avec les non-résidents se sont soldées, en 2014, par une consolidation des avoirs extérieurs nets de 217,9 milliards contre un déficit de 26,5 milliards en 2013.

En liaison avec le déficit structurel du compte des transactions courantes, financé par l'accumulation de passifs au compte financier, la Position Extérieure Globale Nette (PEGN), représentant le patrimoine net vis-à-vis de l'extérieur, est ressortie à -56,7 % du PIB en 2014 contre -54,6% du PIB en 2013.

INTRODUCTION

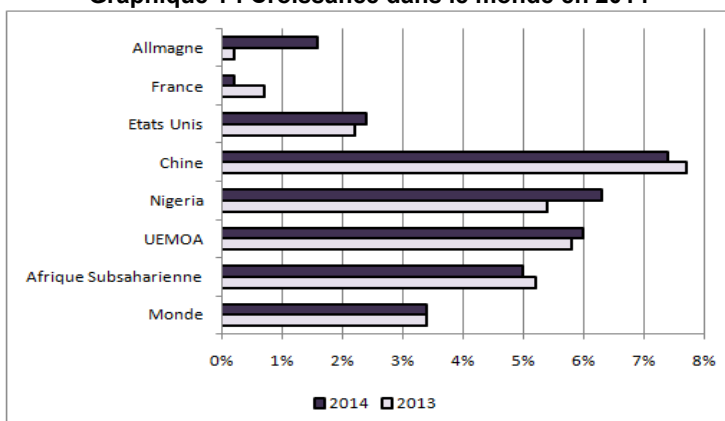
En 2014, le contexte économique mondial a été marqué par une relative stabilité de l'activité (+3,4%), en relation avec l'assouplissement des politiques budgétaires et le maintien de conditions monétaires accommodantes dans les pays avancés. L'évolution des prix a été modérée en raison de la persistance d'écarts de production et du repli des cours mondiaux des principales matières premières.

Cette tendance s'explique par le regain d'activité dans les pays avancés (+1,8% en 2014 contre +1,4% en 2013) et la poursuite du dynamisme économique dans la plupart des pays émergents et en développement (+4,6% en 2014 contre +5,0% en 2013), en dépit d'une certaine décélération.

Au sein de la **Zone euro**, la croissance est ressortie positive (+0,8%), après une année 2013 difficile (-0,4%). La reprise est toutefois fragile dans les pays fortement endettés (notamment la Grèce et le Portugal) qui subissent les conséquences des politiques budgétaires restrictives.

Certains pays de la zone ont enregistré, quant à eux, des gains de croissance par

Graphique 1 : Croissance dans le monde en 2014



Source : FMI, Perspectives de l'économie mondiale, juillet 2015

rapport à 2013. C'est le cas de l'Allemagne (+1,6% en 2014 contre +0,2% en 2013) et de l'Espagne (+1,4% en 2014 contre -1,2% en 2013), entre autres. En France, l'évolution de l'activité économique est ressortie en décélération (+0,2% en 2014 contre +0,7% en 2013).

Aux **Etats-Unis**, la croissance a été plus élevée (+2,4% en 2014 contre +2,2% en 2013), alors qu'au **Japon**, l'activité économique s'est inscrite en baisse (-0,1%) en 2014, après les effets positifs de la nouvelle politique économique enregistrés en 2013, connue sous le nom d'«Abenomics¹», prise par le gouvernement nippon et dont l'objectif est de relancer la croissance tout en assurant une sortie rapide de la déflation.

Dans les **pays émergents et en développement**, les effets conjugués de l'atonie de la demande mondiale et de la baisse des cours mondiaux des principales matières premières ont eu un impact faible sur la croissance économique, restée toutefois satisfaisante en Chine (+7,4% en 2014 contre +7,7% en 2013), en Inde (+7,3 en 2014 contre +6,9% en 2013) et, dans une moindre mesure, au Mexique (+2,1% en 2014 contre +1,4% en 2013). Sous l'effet de la baisse des prix des matières premières, une décélération de l'activité a été observée notamment au Brésil (+0,1% en 2014 contre +2,7% en 2013) et en Russie (+0,6% en 2014 contre +1,3% en 2013).

¹ Ce programme, mené par le Premier Ministre japonais, Shinzo Abe, depuis le 26 décembre 2012, repose sur trois piliers : assouplissement monétaire, relance budgétaire et réformes structurelles.

En **Afrique Subsaharienne**, la croissance économique a fait preuve de résilience (+5,0% en 2014 contre +5,2% en 2013), sous l'impulsion du Nigeria (+6,3% en 2014 contre +5,4% en 2013), une décélération de l'activité ayant toutefois été observée en Afrique du Sud (+1,5% en 2014 contre +2,2% en 2013).

En dépit des impacts négatifs de la fièvre hémorragique à virus Ebola qui a sévi dans la région, l'activité économique dans les pays de la **Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)**, portée par le Nigeria, a progressé de 6,0% après 5,7% en 2013.

Au sein de l'**Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA)**, le PIB réel s'est également accru de 6,5% contre 5,9% en 2013. Le dynamisme de l'activité dans l'UEMOA est attribuable aux résultats favorables de la campagne agricole 2014/2015, conjugués à la bonne tenue des secteurs secondaire et tertiaire.

En liaison avec le recul de la demande des principales matières premières importées et de la baisse des cours mondiaux, l'inflation s'est maintenue à 1,4% en 2014 dans les pays avancés et s'est repliée de 0,8 point à 5,1% dans les pays émergents et en développement. Dans la Zone CEDEAO, le niveau général des prix a augmenté de 7,3% après 7,6% en 2013, un retrait de 0,1% ayant été enregistré dans l'UEMOA après une hausse de 1,5% en 2013.

Les conditions monétaires ont été caractérisées par le maintien des politiques accommodantes avec des taux d'intérêt historiquement bas dans les pays avancés. Des actions correctives pour contenir les pressions inflationnistes ont été observées dans les pays émergents et en développement, notamment au Brésil, où la Banque Centrale a opéré un resserrement de sa politique monétaire.

Dans la sous-région ouest africaine, la plupart des Banques Centrales ont maintenu inchangés leurs taux directeurs.

Dans la même dynamique, la **Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO)** a poursuivi une politique monétaire accommodante, afin de soutenir l'activité économique tout en préservant une stabilité des prix.

Sur le **marché des changes**, la monnaie européenne s'est appréciée sur la période par rapport au dollar US et s'est dépréciée par rapport à la livre sterling. Ainsi, le taux de change euro/dollar, en moyenne annuelle, est passé de 1,3281 dollar en 2013 à 1,3288 dollar en 2014 et s'est établi, pour la livre sterling, à 0,8064 en 2014 après 0,8492 en 2013.

Au niveau des **marchés financiers**, les indicateurs se sont bien tenus en 2014. Les principales places financières mondiales ont affiché des performances satisfaisantes.

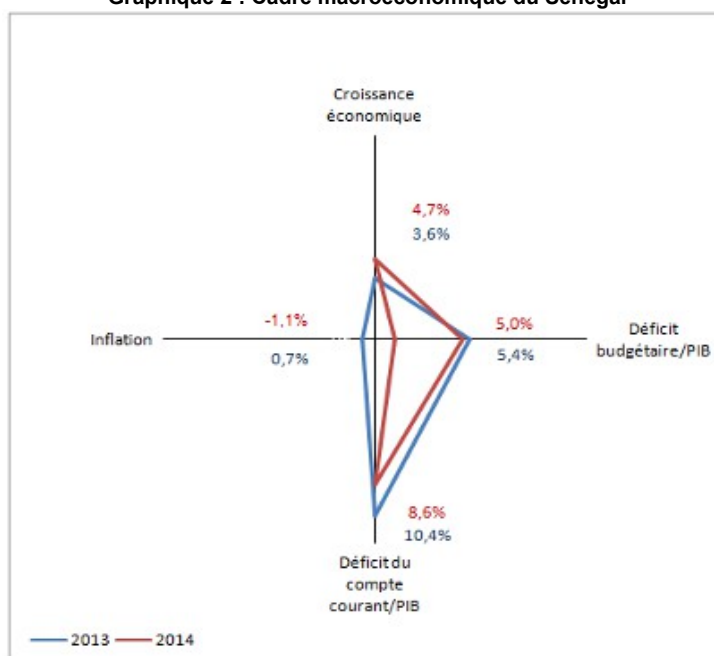
Sur le marché sous-régional, la BRVM a également connu une évolution favorable. La capitalisation sur le compartiment des actions a progressé de 11,7% pour atteindre 6.291,4 milliards et celle du compartiment obligataire s'est établie à 1.138,9 milliards, en hausse de 6,2%.

Sur les marchés des **matières premières**, les cours ont été orientés à la baisse, à l'exception notamment des prix du café (6,9%), du cacao (25,5%) et de la noix de cajou (38,7%). Les prix internationaux des produits alimentaires ont suivi la même tendance, en particulier le maïs (-28,7%), l'huile de soja (-19,6%), le blé (-13,9%) ainsi que le riz (-9,7%). Les cours du coton (-11,0%) et de l'or brut (-10,3%) se sont également inscrits en repli. Dans ce contexte, le commerce mondial de biens et services en volume a progressé de 3,2% contre 3,3% en 2013.

Au plan interne, une redynamisation de l'activité économique a été relevée, dans un contexte de démarrage du Plan Sénégal Emergent (PSE). La croissance économique est ainsi ressortie à 4,7% après 3,6% en 2013, impulsée par la bonne tenue du secteur primaire et le dynamisme du secteur tertiaire, tandis que le secteur secondaire a ralenti.

En effet, à la suite des résultats de la campagne agricole 2014/2015, meilleurs que prévus, la valeur ajoutée du secteur primaire a progressé de 3,6% contre 2,7% en 2013, en relation avec la vigueur du sous-secteur agricole (4,7% contre 0,4% en 2013). Dans le secteur secondaire, l'activité a progressé de 2,9% contre 3,3% en 2013, sous l'effet des difficultés rencontrées par les industries extractives. Le secteur tertiaire est resté vigoureux avec une croissance de 5,0% en 2014 contre 5,2% en 2013, portée notamment par le sous-secteur des télécommunications.

Graphique 2 : Cadre macroéconomique du Sénégal



Sources : BCEAO/DGPPE

Sur le plan des finances publiques, la gestion budgétaire a été marquée par un repli du déficit de 0,4 point de pourcentage, pour s'établir à 5,0% du PIB en 2014.

L'encours de la dette publique est ressorti à 4.112,9 milliards (53,1% du PIB) en 2014², en hausse de 771,2 milliards par rapport à l'année 2013 où il était évalué à 45,2% du PIB. La dette extérieure représente 74,1% de la dette publique en 2014 contre 70,8% en 2013.

S'agissant des **comptes extérieurs**, leur profil reste caractérisé par un déficit des transactions courantes arrêté à 665,9 milliards contre 765,5 milliards en 2013, en repli de 13,0%, sous l'effet d'une amélioration de la balance commerciale et d'une hausse de l'excédent du revenu secondaire.

² Bulletin Statistique de la Direction de la Dette Publique (DDP).

Structurellement excédentaire, le compte de capital a contribué à l'atténuation du besoin de financement évalué à 449,8 milliards en 2014 contre 584,0 milliards en 2013.

Le solde du compte financier, hors variation des avoirs extérieurs nets du système monétaire, est arrêté à 663,1 milliards contre 551,8 milliards un an plus tôt.

Au total, après le déficit observé en 2013 (-26,5 milliards), le solde global de la balance des paiements est ressorti en territoire positif en 2014 (+217,9 milliards). Ce profil est lié à une amélioration du déficit du compte courant et du compte capital, combinée à une mobilisation importante de capitaux étrangers.

Pour sa part, la Position Extérieure Globale Nette (PEGN) débitrice s'est dégradée de 2,1 points de pourcentage du PIB en ressortant à -56,7 % du PIB en 2014.

I. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

Au titre de l'exercice 2014, les transactions sur biens, services et revenus entre les résidents et les non-résidents ont engendré un solde négatif de 665,9 milliards. La réduction du déficit de 99,6 milliards par rapport à l'année précédente traduit une amélioration de l'excédent du compte de revenu secondaire et une atténuation du déficit de la balance commerciale de 2 points de pourcentage du PIB à -17,9%.

Tableau 1 : Evolution du compte des transactions courantes (en millions de FCFA)

Rubriques	2010	2011	2012	2013	2014
Biens et Services	-984 987,0	-1 242 234,1	-1 523 843,0	-1 526 934,3	-1 448 823,1
Biens	-949 997,0	-1 183 618,0	-1 468 932,0	-1 471 021,4	-1 383 245,6
Services	-34 990,0	-58 616,1	-54 911,0	-55 912,8	-65 577,5
Revenu primaire	-74 290,0	-132 819,0	-153 840,0	-159 476,0	-186 512,3
Revenu secondaire	767 540,0	833 973,0	897 550,0	920 930,7	969 434,5
Solde du compte courant	-291 747,0	-541 080,1	-780 132,0	-765 479,6	-665 900,9
PIB Nominal (en millions F CFA)	6 401 809,8	6 782 804,8	7 263 777,8	7 386 721,7	7 741 328,3
Solde courant rapporté au PIB	-4,6%	-8,0%	-10,7%	-10,4%	-8,6%

Sources : BCEAO/ANSD/DPEE

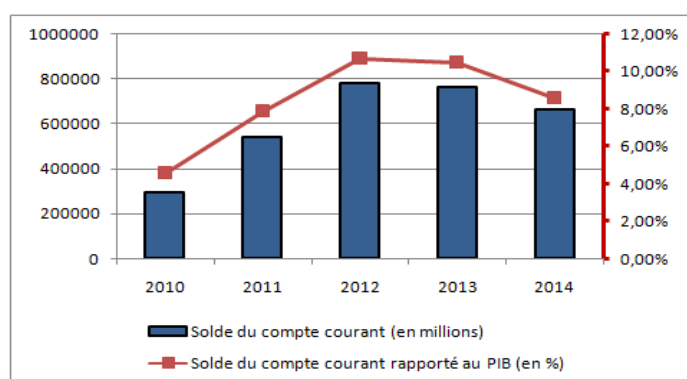
Le déficit du compte courant rapporté au PIB s'est établi à -8,6% contre -10,4% un an plus tôt, se situant au niveau du déficit moyen relevé au cours des quatre dernières années (-8,5%).

Le repli du déficit du compte courant entre 2013 et 2014 est lié principalement à une détente des cours mondiaux des principales matières premières importées et à l'évolution favorable des envois de fonds des migrants.

De l'analyse de l'évolution des composantes du compte courant, il ressort que le déficit du compte de revenu primaire s'est creusé, en rapport avec les paiements au titre des revenus d'investissement.

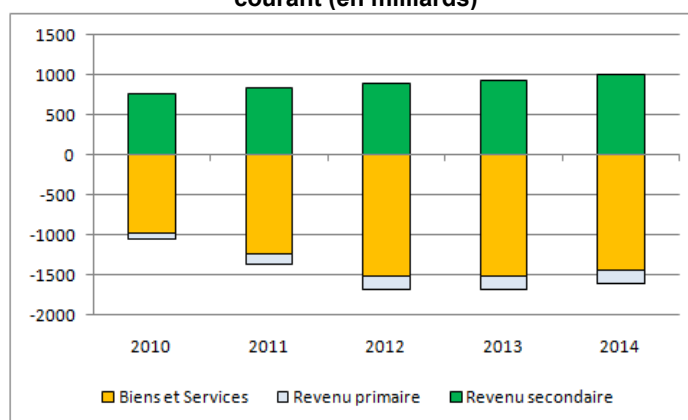
Pour sa part, le compte des services reste marqué par le poids du fret, en lien avec les importations, mais également par les effets de la fièvre hémorragique à virus Ebola sur le poste «voyages» pour lequel, le solde structurellement excédentaire s'est replié de près de 5%.

Graphique 3 : Evolution du compte courant



Source : BCEAO

Graphique 4 : Evolution des composantes du compte courant (en milliards)



Source : BCEAO

I.1-BALANCE COMMERCIALE

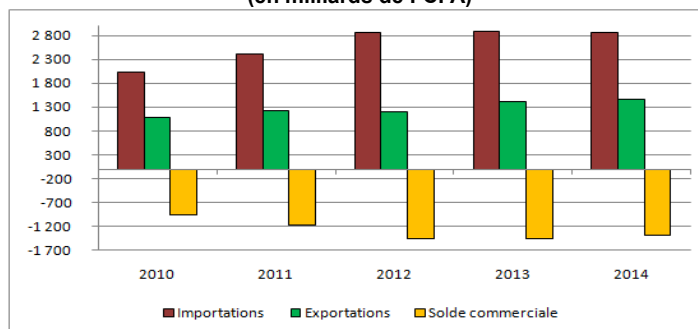
Le compte de biens, composé de marchandises générales, des exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international et des opérations sur l'or non monétaire, s'est amélioré en 2014. En effet, le déficit commercial s'est établi à -1.383,2 milliards contre -1.471,0 milliards en 2013, soit une contraction de 87,8 milliards, sous l'effet d'une diminution des importations de 37,5 milliards, conjuguée à une hausse des exportations de 50,3 milliards.

Rapporté au PIB, le déficit de la balance commerciale s'est situé à -17,9% en 2014 après -19,9% en 2013.

Dans ce contexte, le taux de couverture des importations par les exportations est passé de 49,2 % en 2013 à 51,4% en 2014.

Le taux d'ouverture de l'économie à l'égard des marchés extérieurs a ainsi fléchi de 1,4 point à 28,1% en 2014 après 29,5% un an plus tôt.

Graphique 5 : Evolution de la balance commerciale (en milliards de FCFA)



Sources : BCEAO / ANSD

Tableau 2 : Compte de biens (en millions de FCFA)

Rubriques	2010	2011	2012	2013	2014
Marchandises générales					
- Exportations	970 343,0	1 119 974,0	1 179 530,1	1 231 868,4	1 289 539,5
- Importations	2 021 890,0	2 419 297,0	2 870 074,6	2 892 673,1	2 855 561,4
Exportations nettes et négoce internationale	60,0	0,0	114,0	132,0	488,0
Or non monétaire					
- Exportations	101 490,0	116 802,0	222 336,3	190 488,0	182 713,6
- Importations	1 112,0	1 097,0	837,9	836,7	425,2
Total des exportations de biens	1 071 893,0	1 236 776,0	1 401 980,4	1 422 488,4	1 472 741,1
Total des importations de biens	2 023 002,0	2 420 394,0	2 870 912,5	2 893 509,8	2 855 987,1
Solde commercial	-951 109,0	-1 183 618,0	-1 468 932,1	-1 471 021,4	-1 383 245,6
PIB nominal (en millions F CFA)	6 401 809,8	6 782 804,8	7 263 777,8	7 386 721,7	7 741 328,3
Exportations/PIB	16,7%	18,2%	19,3%	19,3%	19,0%
Importations/PIB	31,6%	35,7%	39,5%	39,2%	36,9%

Sources : BCEAO/ANSD/DGPPE

I.1.1- Exportations de Biens

En 2014, les exportations de biens sont évaluées à 1.472,7 milliards contre 1.422,5 milliards en 2013, soit une progression 3,5%. Les ventes de marchandises à l'étranger restent essentiellement destinées aux pays de la sous-région ouest africaine, notamment ceux de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). Elles sont composées essentiellement de produits pétroliers, halieutiques et horticoles.

I.1.1.a. Orientation géographique des exportations

Par destination, les exportations vers l'Afrique, qui représente plus de 50 % des ventes extérieures de marchandises du Sénégal, ont augmenté de 2,2% en 2014. Les pays de la CEDEAO (41,8%) et en particulier ceux de l'UEMOA (32,5%) sont les principaux clients. S'agissant de la destination UEMOA, sa part dans les exportations du Sénégal a été quasi stable par rapport à 2013. Le marché européen concentre 28,7% des expéditions, suivi des marchés asiatique (15,1%) et américain (2,4%).

Tableau 3 : Orientation géographique des exportations de marchandises générales (en millions de FCFA)

	2010		2011		2012		2013		2014	
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
Exportations	970 343,0	100,0	1 119 974,0	100,0	1 179 530,1	100,0	1 231 868,4	100,0	1 289 539,5	100,0
Union Européenne	157 203,0	16,2	178 412,0	15,9	172 381,9	14,6	204 608,6	16,6	230 004,9	17,8
dont France	40 254,6	4,1	53 041,0	4,7	57 493,5	4,9	54 883,0	4,5	63 927,7	5,0
États-Unis	2 438,7	0,3	2 021,0	0,2	5 077,1	0,4	14 007,9	1,1	21 747,4	1,7
Japon	500,8	0,1	4 902,0	0,4	5 399,0	0,5	2 080,7	0,2	3 164,7	0,3
Inde	104 459,4	10,8	168 169,0	15,0	148 374,1	12,6	85 783,3	7,0	30 028,0	2,3
Chine	5 403,3	0,6	8 773,0	0,8	8 077,3	0,7	11 108,1	0,9	19 865,8	1,5
Thaïlande	566,2	0,1	2 469,0	0,2	1 568,6	0,1	378,8	0	889,2	0,1
CEDEAO	498 890,1	51,4	552 806,5	49,4	545 281,1	46,2	557 949,3	45,3	539 607,6	41,8
UEMOA	381 554,5	39,3	432 492,3	38,6	383 669,7	32,5	409 236,1	33,2	419 088,1	32,5
Bénin	11 552,1	1,2	10 397,6	0,9	11 735,2	1,0	10 689,4	0,9	17 874,2	1,4
Burkina Faso	22 628,2	2,3	21 957,7	2,0	33 707,0	2,9	33 377,7	2,7	33 594,1	2,6
Côte d'Ivoire	43 906,7	4,5	36 512,4	3,3	49 579,4	4,2	51 620,2	4,2	51 733,8	4,0
Guinée-Bissau	32 827,9	3,4	30 648,0	2,7	37 100,2	3,1	46 879,2	3,8	49 251,7	3,8
Mali	255 915,1	26,4	317 130,1	28,3	227 749,5	19,3	238 116,9	19,3	245 520,2	19,0
Niaer	5 068,2	0,5	6 044,6	0,5	8 363,0	0,7	8 308,2	0,7	6 212,1	0,5
Togo	9 656,3	1,0	9 801,9	0,9	15 633,4	1,3	20 244,5	1,6	14 902,0	1,2
Autres Etats CEDEAO	117 335,6	12,1	120 314,2	10,7	161 611,4	13,7	148 713,2	12,1	120 519,5	9,3
dont Nigéria	2 314,0	0,2	4 350,0	0,4	7 165,4	0,6	4 868,6	0,4	7 749,4	0,6
Gambie	42 833,0	4,4	37 524,0	3,4	46 692,9	4,0	50 583,3	4,1	46 044,4	3,6
R. Guinée	44 217,8	4,6	55 136,0	4,9	62 281,1	5,3	63 418,6	5,1	55 817,7	4,3
Mauritanie	32 525,3	3,4	31 375,0	2,8	41 802,6	3,5	36 020,0	2,9	36 048,8	2,8
Autres clients	168 356,3	17,4	171 046,5	15,3	251 568,2	21,3	319 931,7	26,0	408 183,0	31,7
Continent américain	4 424,3	0,5	4 271,0	0,4	6 536,9	0,6	21 803,1	1,8	31 396,1	2,4
Continent asiatique	165 500,5	17,1	243 731,0	21,8	259 955,7	22,0	209 495,4	17,0	194 945,0	15,1
Continent africain	533 579,9	55,0	575 304,0	51,4	601 788,0	51,0	637 704,9	51,8	651 739,2	50,5
Continent européen	231 587,2	23,9	278 944,0	24,9	301 456,6	25,6	344 138,4	27,9	369 768,7	28,7
Autres	35 251,1	3,6	17 724,0	1,6	9 792,8	0,8	18 726,6	1,5	41 690,5	3,3

Sources : ANSD/BCEAO

Le Mali reste le premier client du Sénégal, le pays est destinataire de 19,0% des exportations, composées essentiellement de ciment, de produits pétroliers et d'engrais solide. La Côte d'Ivoire (4,0%), la Guinée-Bissau (3,8%) et le Burkina Faso (2,6%) sont les autres destinations des exportations sénégalaises dans la zone. Au total, 50,5% des exportations sont destinées au continent africain pour un montant de 651,7 milliards.

Sur le marché européen, les ventes extérieures ont progressé de 7,4% en rythme annuel, s'établissant à 369,8 milliards, soit 28,7% des exportations totales, et sont constituées essentiellement de produits halieutiques, horticoles et arachidières.

Pour sa part, le continent asiatique s'adjuge 15,1% des expéditions, pour une valeur de 194,9 milliards, contre 209,5 milliards en 2013, soit un repli de 7,0% du fait essentiellement de la baisse des exportations d'acide phosphorique.

Le continent américain représente 2,4% des exportations, d'une valeur de 31,4 milliards. Les produits concernés sont principalement les textiles et les biens intermédiaires.

I.1.1.b. Répartition des exportations par groupe de produits

Les ventes extérieures de marchandises générales se sont chiffrées à 1.289,5 milliards en 2014, soit une augmentation de 4,6% par rapport à leur niveau de l'année précédente. Cette situation est liée essentiellement à la bonne tenue des exportations de phosphates (+77,1%), de produits halieutiques (+23,6%), de ciment (+12,1%), de produits horticoles (+8,2%), de produits pétroliers (+4,7%) et d'engrais solide (+177%). Toutefois, les exportations d'acide phosphorique se sont repliées de 37,2% tandis que celles de coton ont été relativement stables.

Tableau 4 : Exportations de marchandises générales par principaux produits (en millions de FCFA)

Produits	2010	2011	2012	2013	2014
Sel marin	7 441,7	8 739,4	8 869,0	9 192,2	8 378,7
Produits pétroliers	216 071,5	176 555,3	184 006,0	217 316,4	227 473,6
Produits arachidières	32 927,1	47 217,3	20 868,6	33 546,0	29 207,9
Phosphates	2 804,8	4 731,6	8 066,8	9 134,8	17 940,7
Coton	10 272,4	11 385,2	10 990,4	11 622,9	11 257,9
Produits horticoles	17 010,5	23 140,4	25 434,9	43 994,3	47 642,9
Produits de la pêche	117 583,1	143 149,7	134 532,6	155 268,5	191 974,4
Ciment	99 700,9	112 228,3	111 908,9	81 839,1	91 728,2
Acide phosphorique	98 481,4	160 695,4	140 352,5	81 745,3	51 305,7
Engrais	4 596,1	6 161,3	3 764,5	5 668,2	15 716,8
Articles manufacturés	187 207,4	111 717,0	136 219,6	155 187,6	138 351,0
<i>dont produits textiles et chaussures</i>	8 217,1	7 012,4	13 581,1	28 738,2	37 555,5
Autres produits d'exportation	244 705,1	392 919,3	550 903,7	540 304,6	558 822,9
<i>dont biens d'équipement</i>	48 689,4	44 881,0	64 116,0	51 830,6	84 912,2
TOTAL (Commerce Général FOB)	1 038 798,2	1 198 640,3	1 335 917,6	1 344 819,5	1 390 070,5
Ajustements de valeur	44 717,9	54 548,0	66 049,4	62 657,0	69 411,8
Ajustements de champ couvert	-96 353,6	-112 206,4	-218 607,3	-169 425,5	-166 743,6
Ajustements de chronologie	-16 819,0	-21 008,1	-3 829,6	-6 182,7	-3 199,3
EXPORTATIONS FOB AJUSTEES	970 343,5	1 119 973,9	1 179 530,1	1 231 868,4	1 289 539,5

Sources : BCEAO/ANSD

Il convient de relever le reclassement des exportations d'or non monétaire, conformément à la sixième édition du manuel de la balance des paiements qui exclut ce produit des marchandises générales. Les montants y relatifs sont pris en compte dans la ligne «Ajustements de champ couvert».

Encadré 1 : Ajustement des données du Commerce Extérieur en Balance des Paiements

Les données nécessaires à l'élaboration de la balance des paiements sont tirées de plusieurs sources notamment, les statistiques du commerce international, les enquêtes auprès des entreprises et les données fournies par les partenaires économiques et financiers.

Les Statistiques du Commerce International de Marchandises (SCIM) sont les principales sources d'informations sur les produits échangés (importation et exportation). Elles peuvent être établies sur la base du commerce spécial ou général. Le second système est recommandé, aux fins des statistiques des comptes internationaux, en ce qu'il retrace les mouvements des biens qui entrent dans le territoire économique, y compris dans les entrepôts de douane et dans les zones franches. Pour une meilleure appréciation des échanges sur les principaux produits importés et exportés, les informations sont complétées par les données recueillies auprès des opérateurs économiques.

En effet, les données fournies par la douane font état du mouvement physique des biens qui franchissent la frontière, tandis que pour la Balance des Paiements, les transactions sur marchandises générales sont enregistrées à la date de transfert de propriété aux prix du marché. Les biens sont considérés comme changeant de propriétaire lorsque les parties comptabilisent les biens dans leurs livres comme actifs réels et apportent les modifications correspondantes à leurs actifs et passifs financiers.

La disponibilité des différentes informations permet de procéder à des ajustements pour répondre à la méthodologie d'établissement de la balance des paiements, en termes de champ couvert, de transfert de propriété et d'évaluation des transactions.

Ajustements de champ couvert : les statistiques du commerce extérieur sont ajustées des données du commerce frontalier ainsi que des estimations des services douaniers sur le commerce frauduleux. Par ailleurs, un reclassement des exportations d'or non monétaire est effectué pour tenir compte de l'exclusion de ce produit du champ des marchandises générales, conformément à la méthodologie de la sixième édition du manuel de la balance des paiements.

Ajustements de chronologie : ils sont fondés sur le fait que les transactions enregistrées sont celles effectivement comptabilisées par les entreprises au cours de l'année, la date de chaque opération étant celle du transfert de propriété des marchandises entre l'exportateur et l'importateur. L'ajustement de chronologie permet de corriger l'écart issu des décalages des dates d'enregistrement de certaines transactions respectivement par les services douaniers et les opérateurs.

Ajustements de valeur : un problème d'évaluation se pose dans certains cas, en raison notamment de l'utilisation de valeurs spécifiques dans les statistiques douanières, dans la mesure où de telles valeurs peuvent être différentes de celles obtenues en appliquant les prix de marché qui doivent être retenus pour la valorisation des marchandises en balance des paiements.

En pratique, pour chaque produit, le prix de marché est obtenu à partir d'une moyenne pondérée des prix déclarés par les opérateurs. L'écart entre le prix de marché et le prix résultant des statistiques douanières, appliqué aux quantités déclarées par la douane pour chaque produit concerné permet d'obtenir le montant de l'ajustement à effectuer sur les valeurs douanières.

Tableau 5 : Exportations de marchandises générales ajustées (en millions, en tonne, en FCFA/kg)

	2010		2011		2012		2013		2014	
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
Sel marin	9 574,7	1,0	11 174,0	1,0	11 295,0	1,0	10 483,0	0,9	10 883,0	0,8
Volume	190,2		219,0		212,4		203,7		203,4	
Prix	50,3		51,0		53,2		51,5		51,6	
Produits Pétroliers	216 071,0	22,3	193 733,0	17,3	207 755,0	17,6	218 534,0	17,7	233 343,6	18,1
Volume	609,9		485,8		462,6		487,8		572,4	
Prix	354,3		398,8		449,1		448,0		407,7	
Produits arachidières	32 927,4	3,4	47 217,0	4,2	20 868,6	1,8	33 546,0	2,7	29 545,1	2,3
Huile Brute	26 219,4	2,7	39 505,0	3,5	13 873,2	1,2	18 252,4	1,5	20 783,7	1,6
Quantité	51,3		62,3		22,2		28,7		34,1	
Prix	510,9		634,1		624,6		635,7		609,6	
Tourteaux	5 081,4	0,5	2 293,8	0,2	146,3	0,0	4 160,2	0,3	3 997,0	0,3
Quantité	54,2		48,5		1,2		18,9		17,0	
Prix	123,8		159,0		203,5		211,5		214,7	
Graines	1 626,6	0,2	5 418,2	0,5	6 849,1	0,6	11 133,4	0,9	4 764,4	0,4
Quantité	4,6		16,0		22,2		28,5		12,8	
Prix	353,6		321,8		308,5		390,6		372,9	
Phosphates	5 804,0	0,6	5 896,0	0,5	8 066,8	0,7	9 134,8	0,7	16 170,0	1,3
Quantité	182,1		179,3		208,1		287,5		500,6	
Prix	31,9		32,9		38,8		31,8		32,3	
Coton	10 272,0	1,1	11 385,0	1,0	11 270,0	1,0	12 519,0	1,0	12 819,0	1,0
Quantité	12,6		13,6		12,5		13,7		13,5	
Prix	815,2		837,1		898,6		915,6		991,6	
Ciment	82 697,0	8,5	97 400,0	8,1	95 483,0	8,1	81 839,1	6,6	82 393,0	6,4
Quantité	1 666,3		1 987,8		2 159,5		1 804,0		1 918,4	
Prix	49,6		49,0		44,2		45,4		42,9	
Produits de la Pêche	162 300,0	16,7	197 697,4	17,7	176 833,0	15,0	204 990,5	16,6	232 963,2	18,1
Poissons frais	21 840,0	2,3	52 560,0	4,7	36 296,9	3,1	36 676,0	3,0	40 834,1	3,2
Quantité	7,3		8,3		6,0		6,1		6,4	
Prix	2 991,8		6 356,3		6 082,9		6 357,0		6 423,4	
Poissons congelés	127 897,0	13,2	135 136,7	12,1	134 526,5	11,4	152 646,0	12,4	178 236,0	13,8
Quantité	80,4		101,7		98,8		108,8		129,8	
Prix	1 590,8		1 328,8		1 361,7		1 403,0		1 373,1	
Conserves	6 038,0	0,6	1 516,9	0,1	1 154,5	0,1	4 079,0	0,3	4 867,4	0,4
Quantité	3,5		0,9		0,8		2,8		3,3	
Prix	1 725,1		1 648,8		1 413,0		1 455,0		1 472,9	
Produits transformés	6 525,0	0,7	8 483,8	0,8	4 855,0	0,4	11 589,0	0,9	9 025,7	0,7
Quantité	3,6		4,3		2,9		7,1		5,6	
Prix	1 812,5		1 973,0		1 669,1		1 632,0		1 609,4	
Produit des ICS	103 170,0	10,6	160 652,0	14,3	162 093,5	13,7	95 615,2	7,8	62 106,8	4,8
Acide phosphorique	100 900,0	10,4	156 847,0	14,0	158 329,0	13,4	89 947,0	7,3	46 390,0	3,6
Quantité	309,6		363,7		348,6		266,4		135,2	
Prix	325,9		431,3		454,2		337,6		343,0	
Engrais solide	2 270,0	0,2	3 805,0	0,3	3 764,5	0,3	5 668,2	0,5	15 716,8	1,2
Quantité	20,7		20,3		22,0		30,9		50,5	
Prix	109,7		187,4		171,1		183,2		311,4	
Autres	347 526,9	35,8	394 819,6	35,3	485 865,2	41,2	565 206,8	45,9	609 311,8	47,2
EXPORTATIONS FOB AJUSTEES	970 343,0	100	1 119 974,0	100	1 179 530,1	100	1 231 868,4	100,0	1 289 539,5	100

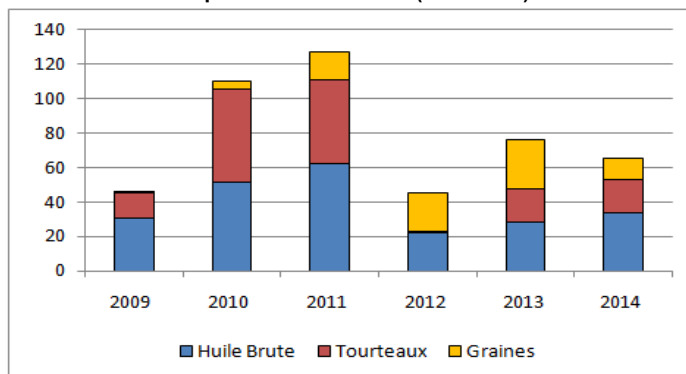
Sources : ANSD/BCEAO

I.1.1.b.1 - Exportations de produits traditionnels

Composante essentielle des exportations, les expéditions de produits arachidiers sont évaluées à 29,5 milliards en 2014, après 33,5 milliards en 2013, soit un recul de 11,9%. La bonne tenue des ventes d'huile brute d'arachide (+14,3%) a compensé, en partie, le repli des expéditions de graines et de tourteaux d'arachide.

En effet, les exportations de ces produits ont diminué respectivement de 57,2% et 4,8% pour se fixer à 4,7 milliards et à 3,9 milliards.

Graphique 6 : Evolution des exportations de produits arachidiers (en tonnes)

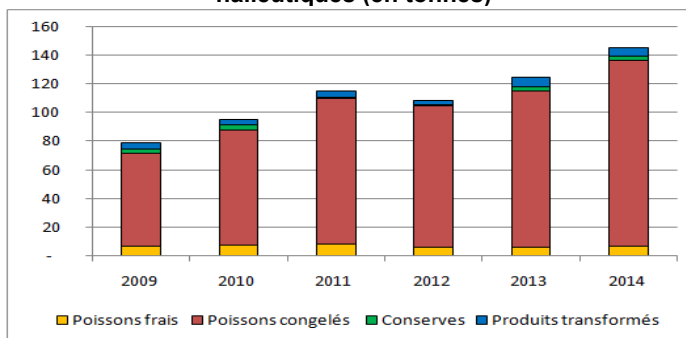


Sources : BCEAO / ANSD

Les expéditions de produits halieutiques sont restées dynamiques en 2014 (+13,6%), entraînées par celles des produits congelés (+16,8%) et des produits frais (+11,2%), dans un contexte de repli des prix à l'exportation.

Il convient de relever la consolidation des ventes de conserves, en liaison avec la bonne tenue de la demande et la reprise d'activité de la sous-branche.

Graphique 7 : Evolution des exportations de produits halieutiques (en tonnes)

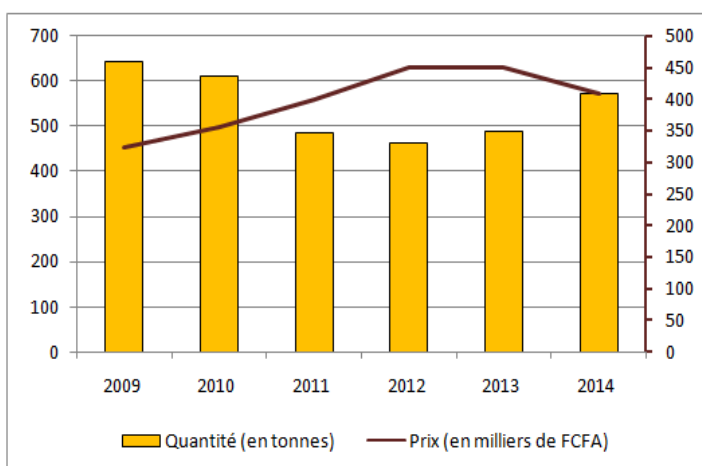


Sources : BCEAO / ANSD

En ce qui concerne les ventes de produits pétroliers, elles sont évaluées, en 2014, à 233,4 milliards, en hausse de 6,8%, du fait de l'augmentation des volumes (+17,3%), les cours ayant baissé de 8,9%.

Selon l'orientation géographique, hormis les provisions de bord³, les livraisons ont pour principale destination les pays de l'UEMOA. Les ventes de produits pétroliers dans l'Union ont augmenté de 24,0 milliards par rapport à l'année 2013. Leur part dans les exportations totales est passée de 26,0% en 2013 à 35,5% en 2014.

Grahique 8 : Evolution des exportations de produits pétroliers



Sources : BCEAO / ANSD

³ Les provisions de bord regroupent les ventes de produits pétroliers, sur le territoire national, à des entités non-résidentes (aéronefs et navires).

La tendance à la baisse des exportations d'acide, amorcée en 2012, s'est poursuivie en 2014. Cette situation s'explique par les difficultés rencontrées par la principale unité de production de cette branche.

Les livraisons à l'étranger ont diminué de 48,4% à 46,4 milliards en 2014, traduisant une forte baisse des quantités (-49,2%) dans un contexte de hausse modérée des prix (+1,6%). Les volumes exportés d'acide sont destinés à l'Inde et ceux d'engrais solide sont orientés vers la sous-région.

Les exportations de ciment sont chiffrées à 82,4 milliards en 2014. Elles sont destinées principalement aux pays d'Afrique de l'Ouest et dans une moindre mesure d'Afrique Centrale.

La progression de 1,3% observée est liée à celle des volumes qui ont augmenté de 6,3%, les prix de cession ayant fléchi de 5,5%. La hausse des volumes exportés reflète l'accroissement de la production des cimenteries.

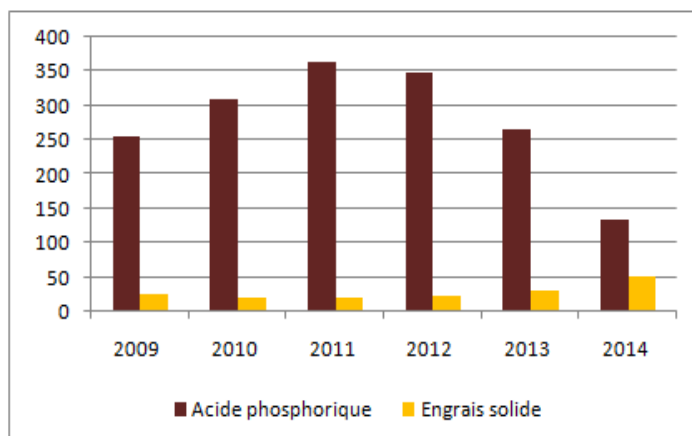
I.1.1.b.2 - Or non monétaire

Depuis le démarrage de la production industrielle d'or en 2009, la contribution du produit aux exportations sénégalaises est passée de 8,6% en 2009 à 15,8% en 2012, avant de se fixer à 12,4% en 2014.

Les ventes extérieures sont chiffrées à 182,7 milliards en 2014 contre 190,5 milliards en 2013, soit un repli de 4,1%.

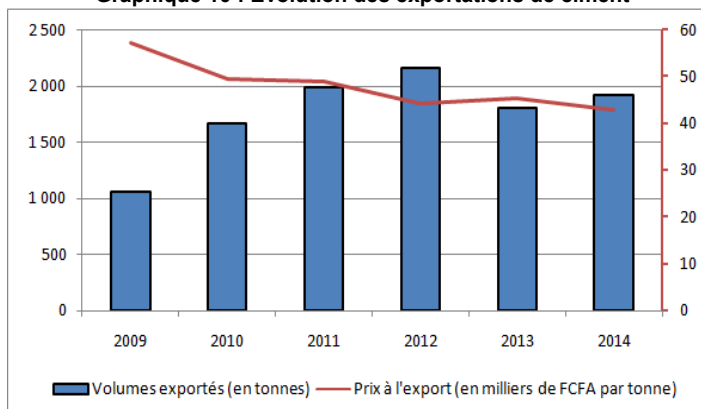
Cette baisse a été induite par l'évolution des cours mondiaux (-10%), qui a été contrebalancée, en partie, par un accroissement des quantités exportées (+3,3%). L'or non monétaire est expédié principalement vers la Suisse et les Emirats Arabes Unis.

Grahiqe 9 : Exportations de produits chimiques (en tonnes)



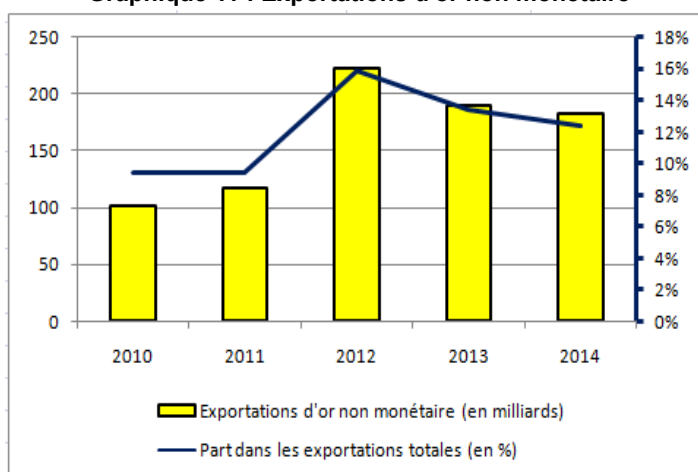
Sources : BCEAO / ANSD

Grahiqe 10 : Evolution des exportations de ciment



Sources : BCEAO/ANSD

Grahiqe 11 : Exportations d'or non monétaire



Sources : BCEAO/ANSD

I.1.2. Importations de biens

Les achats de marchandises à l'étranger se sont inscrits en retrait de 1,3% à 2.856,0 milliards en 2014, consécutivement au repli des cours mondiaux des principales matières premières importées, reflété par le recul de l'indice des prix à l'importation (5,5% en moyenne annuelle⁴), et à une redynamisation de l'offre locale de certains produits.

Au cours de la période sous revue, les importations de biens se sont établies à 36,9% du PIB contre 39,2% en 2013. La ventilation géographique des importations montre que les acquisitions de biens proviennent essentiellement des continents européen (49,2%), asiatique (23,9%), africain (17,3%) et dans une moindre mesure, du continent américain (7,3%). Les principaux produits importés sont les produits pétroliers, les biens d'équipement, les produits alimentaires et les biens intermédiaires.

Tableau 6 : Importations de biens par rubriques (en millions de FCFA)

Rubriques	2010	2011	2012	2013	2014
Marchandises générales (y compris achats de biens dans les ports)	20 021 890,0	2 419 297,0	2 870 074,6	2 892 673,1	2 855 561,6
Or non monétaire	1 112,0	1 097,0	837,9	836,7	425,5
Total des importations de biens	2 023 002,0	2 420 394,0	2 870 912,5	2 893 509,8	2 855 987,1
Importations de biens/PIB	31,6%	35,6%	39,5%	39,2%	36,9%

Sources : ANSD/BCEAO

I.1.2.a. Orientation géographique des importations

La part du continent européen, principal fournisseur du Sénégal, a progressé de 48% en 2013 à 49,2% en 2014. Celles des continents asiatique et américain sont restées relativement stables, tandis que la part du continent africain a fléchi, passant de 19,8% en 2013 à 17,9% en 2014.

Avec 49,2% des importations, le marché européen est la principale source d'approvisionnements du Sénégal. Les acquisitions portent essentiellement sur les produits énergétiques, métalliques, pharmaceutiques, les biens d'équipement ainsi que les céréales.

La part des importations en provenance de l'Asie reste quasi stable (de 23,8% à 23,9%). Elles proviennent principalement de la Chine (7,3%), de l'Inde (5,9%), du Japon (2,1%) et de la Thaïlande (1,9%). Elles sont dominées par le riz et les produits électroniques.

La part du continent africain dans les achats extérieurs du Sénégal est en repli de 1,9 point à 17,9%. Cette évolution est liée au recul des acquisitions en provenance de la CEDEAO (-19,2%). Les importations qui proviennent de l'Union ont poursuivi leur tendance baissière, pour la deuxième année consécutive. Elles représentent 4,3% du total des importations.

⁴ Indice des prix du commerce extérieur, ANSD.

Tableau 7 : Orientation géographique des importations

	2010		2011		2012		2013		2014	
	valeur	%	valeur	%	valeur	%	valeur	%	valeur	%
Importations CAF	2 297 604,0	100,0	2 749 201,0	100,0	3 261 448,0	100,0	3 287 129,0	100,0	3 244 956,2	100
Union Européenne	1 055 070,0	45,9	1 169 650,0	42,5	1 250 301,0	38,3	1 404 526,0	42,7	1 446 115,2	44,6
dont : France	520 318,0	22,6	497 605,0	18,1	479 433,0	14,7	504 559,0	15,3	534 284,2	16,5
Autres pays UE	534 752,0	23,3	672 045,0	24,4	770 869,0	23,6	899 967,0	27,4	911 831,0	28,1
États-Unis	67 793,0	3,0	131 961,6	4,8	81 536,0	2,5	88 331,0	2,7	69 247,7	2,1
Japon	23 789,0	1,0	43 987,2	1,6	68 490,0	2,1	70 790,0	2,2	66 523,9	2,1
Inde	44 548,0	1,9	54 984,0	2,0	215 256,0	6,6	203 997,0	6,2	191 476,3	5,9
Thaïlande	65 755,0	2,9	104 469,6	3,8	55 445,0	1,7	47 123,0	1,4	61 841,9	1,9
Chine	162 118,0	7,1	177 914,0	6,5	192 425,0	5,9	247 088,0	7,5	237 133,5	7,3
CEDEAO	371 849,8	16,2	476 060,5	17,3	587 070,0	18,0	499 628,0	15,2	403 935,7	12,4
UEMOA	113 912,0	5,0	197 797,2	7,2	198 894,0	6,1	144 458,0	4,4	137 962,7	4,3
Bénin	15 710,8	0,7	29 268,7	1,1	28 750,0	0,9	18 830,0	0,6	18 553,1	0,6
Burkina Faso	2 739,2	0,1	2 840,0	0,1	5 747,0	0,2	4 207,0	0,1	1 370,4	0,1
Côte d'Ivoire	30 246,1	1,3	93 825,2	3,4	115 035,0	3,5	72 958,0	2,2	72 977,7	2,3
Guinée-Bissau	16 458,4	0,7	18 303,0	0,7	3 595,0	0,1	3 653,0	0,1	6 773,8	0,2
Mali	31 681,7	1,4	43 064,0	1,6	34 981,0	1,1	38 910,0	1,2	20 520,3	0,6
Niger	3 765,3	0,2	4 567,9	0,2	4 941,0	0,2	801,0	0,0	867,0	0,0
Togo	13 130,4	0,6	5 928,4	0,2	5 845,0	0,2	5 099,0	0,2	16 900,4	0,5
Autres États CEDEAO	257 938,0	11,2	278 263,3	10,1	388 176,0	11,9	355 169,0	10,8	265 973,0	8,2
Dont Nigeria	246 450,0	10,7	277 669,3	10,1	387 411,0	11,9	347 350,0	10,6	249 615,0	7,7
Gambie	1 439,0	0,1	452,0	0,0	615,0	0,0	554,0	0,0	770,6	0,0
R. Guinée	1 557,0	0,1	142,0	0,0	150,0	0,0	302,0	0,0	567,0	0,0
Mauritanie	6 636,0	0,3	2 164,0	0,1	3 261,0	0,1	4 262,0	0,1	2 861,0	0,1
Autres fournisseurs	516 715,0	22,5	588 010,0	21,4	807 663,0	24,8	721 385,0	21,9	765 821,0	23,6
Continent américain	203 741,0	8,9	335 402,5	12,2	293 530,0	9,0	239 506,0	7,3	236 168,7	7,3
Continent asiatique	509 314,0	22,2	607 573,4	22,1	724 042,0	22,2	781 817,0	23,8	774 015,0	23,9
Continent africain	430 717,0	18,7	511 351,4	18,6	675 120,0	20,7	652 414,0	19,8	580 104,7	17,9
Continent européen	1 143 162,0	49,7	1 264 632,5	46,0	1 523 096,0	46,7	1 577 194,0	48,0	1 596 044,3	49,2
Autres	10 670,0	0,5	30 241,2	1,1	45 660,0	1,4	36 197,0	1,1	58 623,3	1,7

Sources : ANSD/BCEAO

I.1.2.b. Composition des importations de biens

En 2014, les importations du Sénégal restent dominées par les produits pétroliers (939,8 milliards), qui représentent 29,0% de la valeur des importations de marchandises. Les importations de biens d'équipement (652,7 milliards) et celles de produits alimentaires (598,4 milliards) occupent également une place importante.

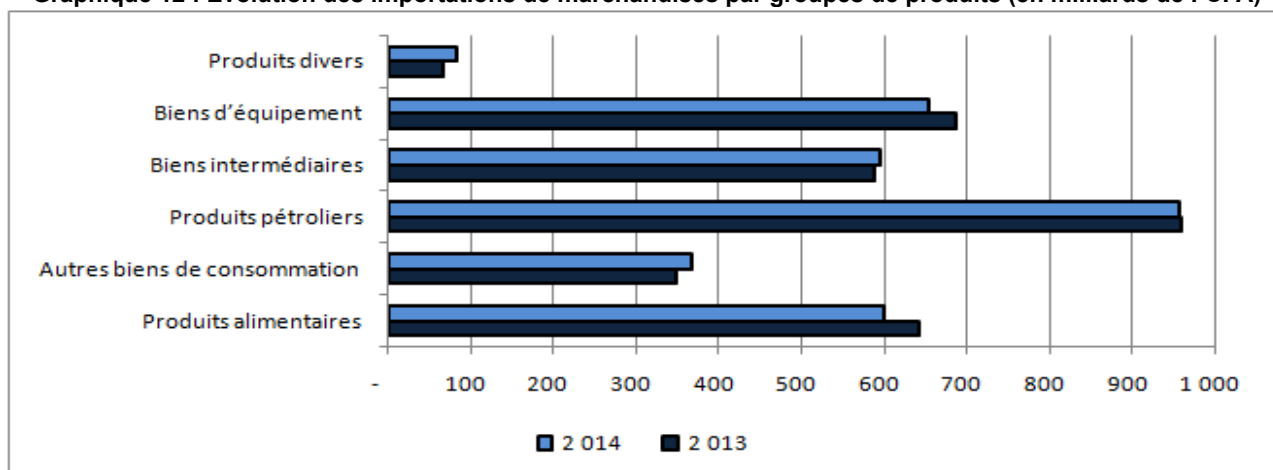
Sous l'effet de la baisse des cours, les factures alimentaire et énergétique ont reculé respectivement de 6,6% et 0,3%. Toutefois, le volume des importations de produits pétroliers a augmenté, l'accroissement des importations de produits raffinés ayant compensé le repli des importations de brut, consécutif à la baisse de l'activité de raffinage. Les importations de biens d'équipement se sont également contractées de 4,8%, du fait principalement de la baisse des prix à l'importation⁵.

⁵ Indice des prix du commerce extérieur, ANSD

Tableau 8 : Evolution des importations de marchandises générales par principaux produits
(en millions de FCFA)

	2010	2011	2012	2013	2014
Produits alimentaires	443 458,3	539 191,7	637 618,5	641 098,9	598 433,1
Autres biens de consommation	246 158,8	276 767,0	329 013,2	347 420,2	366 128,6
Produits pétroliers	708 041,1	885 216,3	943 671,5	959 354,3	956 199,3
Biens intermédiaires	426 920,7	465 442,4	665 099,8	587 254,3	595 440,3
Biens d'équipement	500 904,6	574 013,0	655 421,4	685 404,5	652 706,8
Produits Divers	42 548,8	45 596,7	58 669,4	66 469,4	81 814,5
TOTAL (Commerce Général CAF)	2 368 032,4	2 786 226,0	3 289 493,8	3 287 001,5	3 250 722,5
Ajustements de valeur	-9 602,7	-7 356,7	-13 682,6	-10 867,8	-15 889,1
Ajustements de chronologie	-82 416,0	-69 281,0	-51 773,4	-31 590,0	-45 254,0
Ajustements de champ couvert	21 591,0	39 612,0	37 410,5	42 585,0	55 376,8
IMPORTATIONS CAF AJUSTEES	2 297 604,7	2 749 200,3	3 261 448,4	3 287 128,8	3 244 956,2

Sources : ANSD/BCEAO

Graphique 12 : Evolution des importations de marchandises par groupes de produits (en milliards de FCFA)

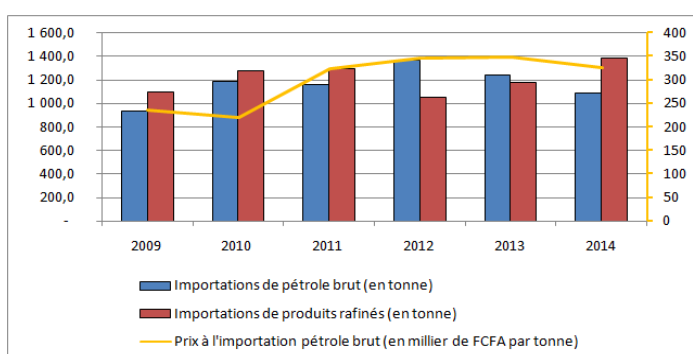
Sources : BCEAO/ANSD

I.1.2.c. Analyse de l'évolution des importations des principaux produits

- Les produits pétroliers**

La facture pétrolière s'est allégée de 19,5 milliards en 2014 pour se chiffrer à 939,8 milliards, après 959,3 milliards en 2013. A la faveur de la détente du cours du baril, les approvisionnements en produits pétroliers, premier poste d'importation, ont diminué et représentent 28,7% du total.

Les importations de brut se sont réduites de 17,6%, en liaison avec le ralentissement de l'activité de raffinage.

Graphique 13 : Importations de produits pétroliers

Sources : BCEAO / ANSD

La demande intérieure a été complétée par des achats de produits raffinés (+10,7%), induisant une hausse de 2,2% des volumes importés. Par origine, les achats de produits pétroliers proviennent de l'Afrique, pour le brut, ainsi que de l'Europe et de l'Amérique, pour les produits raffinés.

Tableau 9 : Evolution des importations de marchandises générales ajustées
(CAF en milliards de FCFA, Volume en milliers de tonnes)

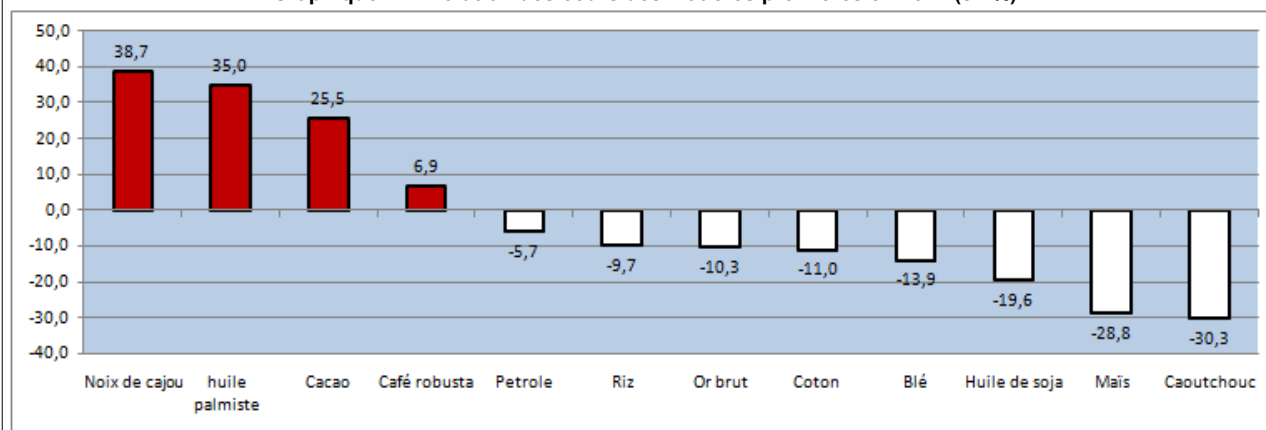
	2010		2011		2012		2013		2014	
	valeur	%	valeur	%	valeur	%	valeur	%	valeur	%
Produits alimentaires	455,3	19,8	531,6	19,4	639,1	19,6	641,1	19,5	598,4	18,4
Riz	140,0	6,1	176,0	6,4	231,4	7,1	227,8	6,9	205,6	6,3
Volume	697,3		807,9		1 040,9		1 123,8		1156,8	
Prix	200,8		217,9		222,3		202,7		177,8	
Blé	58,0	2,5	74,1	2,7	97,0	3,0	95,2	2,9	88,2	2,7
Volume	436,2		430,6		568,6		585,1		614,8	
Prix	133,0		172,1		170,5		162,7		143,4	
Sucre	42,0	1,8	55,6	2,0	50,2	1,5	52,4	1,6	22,7	0,7
Volume	123,2		144,7		137,2		159,9		73,7	
Prix	341,0		383,9		365,5		327,5		308,2	
Lait	61,6	2,7	53,6	1,9	48,4	1,5	37,3	1,1	41,5	1,3
Volume	42,8		31,9		30,9		22,8		23,3	
Prix	1 439,0		1 680,3		1 563,0		1 634,7		1 776,9	
Autres	153,7	6,7	172,3	6,3	212,2	6,5	228,4	6,9	240,4	7,4
Volume	463,7		506,9		624,9		591,2		656,6	
Prix	331,5		339,9		339,5		386,3		366,2	
Produits pétroliers	647,2	28,2	880,7	32,0	943,7	28,9	959,3	29,2	939,8	29,0
Pétrole brut	261,3	11,4	374,9	13,6	473,1	14,5	430,9	13,1	354,9	11,0
Volume	1 183,8		1 161,3		1362,9		1 236,9		1085,2	
Prix	220,7		322,8		347,1		348,4		327,1	
Produits raffinés	385,9	16,8	505,9	18,4	470,6	14,4	528,4	16,1	584,9	18,0
Volume	1 273,2		1 290,3		1 056,1		1 180,0		1 385,7	
Prix	303,1		392,1		445,6		447,8		422,1	
Biens intermédiaires	426,9	18,6	465,4	16,9	665,1	20,4	587,3	17,9	595,4	18,4
Biens d'équipement	500,9	21,8	574,0	20,9	655,4	20,1	685,4	20,9	652,7	20,1
Matériels de transport	172,1	7,5	211,0	7,7	242,9	7,4	226,6	6,9	217,6	6,7
Machines & moteurs	230,1	10,0	255,2	9,3	319,6	9,8	331,1	10,1	305,7	9,4
Autres	98,7	4,3	107,8	3,9	93,0	2,9	127,7	3,9	129,5	4,0
Autres Biens	267,3	11,6	297,5	10,8	358,2	11,0	414,0	12,6	458,5	14,1
IMPORTATIONS CAF AJUSTEES	2 297,6	100,0	2 749,2	100,0	3 261,4	100,0	3 287,1	100,0	3 244,9	100,0

Sources : ANSD/BCEAO

Encadré 2 : Baisse quasi généralisée des cours des matières premières en 2014

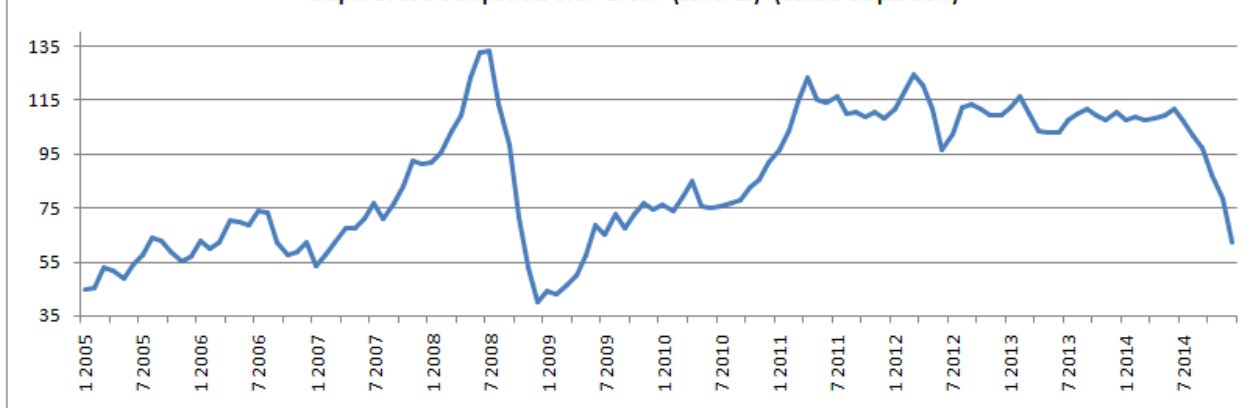
Le repli de la demande chinoise, premier consommateur de matières premières, conjugué à une anticipation à la hausse des cours mondiaux des produits agricoles par les producteurs, ont entraîné les cours des matières premières dans un mouvement baissier.

En effet, les exploitants agricoles, sous l'influence des prix très élevés en 2011-2012, ont accru les surfaces emblavées. Il en a résulté une augmentation de l'offre qui, face à une demande mondiale peu dynamique, a entraîné un repli des cours des matières premières agricoles. Ainsi, les cours mondiaux du caoutchouc (-30,3%), du maïs (-28,7%), de l'huile de soja (-19,6%) et du blé (-13,9%), entre autres, se sont inscrits en nette baisse.

Graphique 1 : Evolution des cours des matières premières en 2014 (en %)

Sources : INSEE/BCEAO

Pour leur part, les cours du pétrole ont également diminué, en relation avec le niveau élevé de la production en Arabie Saoudite, en Russie et en Irak et la mise en service de nouveaux gisements aux Etats-Unis.

Graph. 2 : Cours du pétrole brut "Brent" (Londres) - (dollars US par baril)

Sources : INSEE/BCEAO

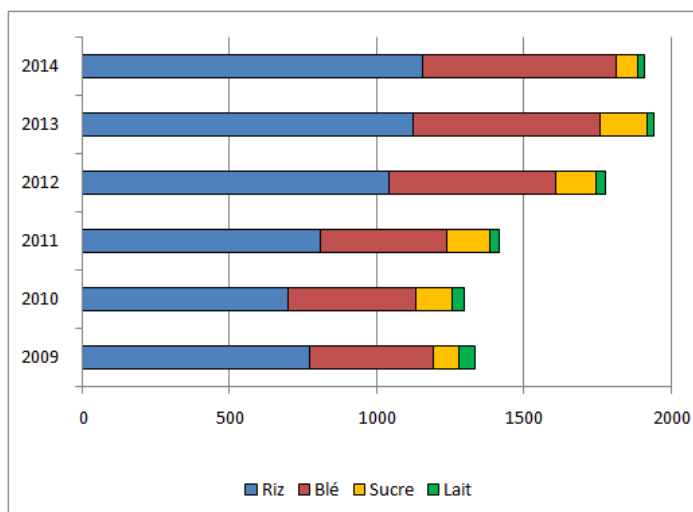
Toutefois, sous l'effet des conditions climatiques, les cours de la noix de cajou et du cacao ont augmenté respectivement de 38,7% et 25,5%.

• Les produits alimentaires

Avec un niveau d'importations de 598,4 milliards en 2014 contre 641,1 milliards en 2013, les approvisionnements en denrées alimentaires sont le troisième marché à l'importation du Sénégal, après les produits pétroliers et d'équipement.

Ils représentent 18,3% des acquisitions de marchandises générales à l'étranger. La facture des produits alimentaires a reculé de 6,6% par rapport à 2013. Cette évolution est liée au repli des cours des principales denrées importées et à l'accroissement de la production locale de riz, induisant un ralentissement du rythme des importations.

Graphique 14 : Importations de produits alimentaires (en tonne)



Sources : BCEAO / ANSD

En effet, les importations de riz ont cru de 2,9% en volume (8,0% en 2013) pour s'établir à 1.156,8 tonnes, suppléées par la production locale de riz paddy (+28,2%⁶) en liaison avec l'accroissement des superficies emblavées. Il convient également de noter la hausse des achats de produits laitiers de 11,3% et le recul des importations de sucre, de plus de 50%, en relation avec la hausse de la production locale de 11,5%⁷.

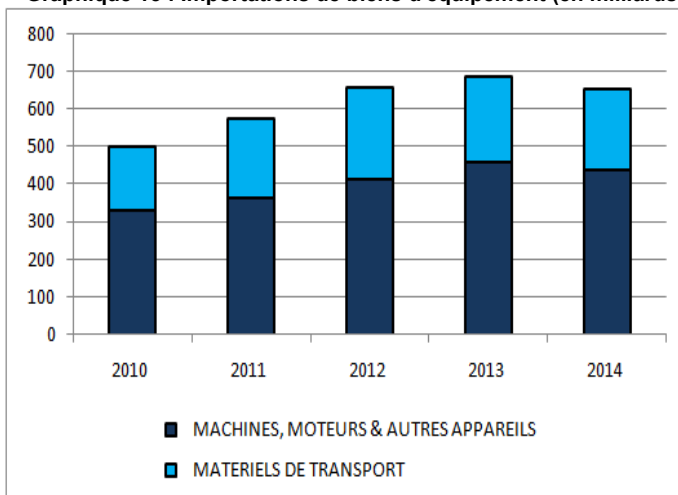
Alors que les approvisionnements en riz proviennent essentiellement de l'Asie et des Amériques, les importations de blé et de produits laitiers proviennent principalement d'Europe.

• Les biens d'équipement

Les biens d'équipement constituent le deuxième poste de contribution aux importations après les produits pétroliers. Les achats sont composés essentiellement de matériels de transport et d'autres appareils.

En 2014, les montants destinés aux achats de ces biens à l'étranger sont évalués à 652,7 milliards, en baisse de 4,8% par rapport à l'année 2013. Cette évolution a concerné aussi bien les matériels de transport (-4,0%), qui représentent 33,3% de la facture, que les autres appareils utilisés par les unités de production dans le cadre de leurs activités.

Graphique 15 : Importations de biens d'équipement (en milliards)

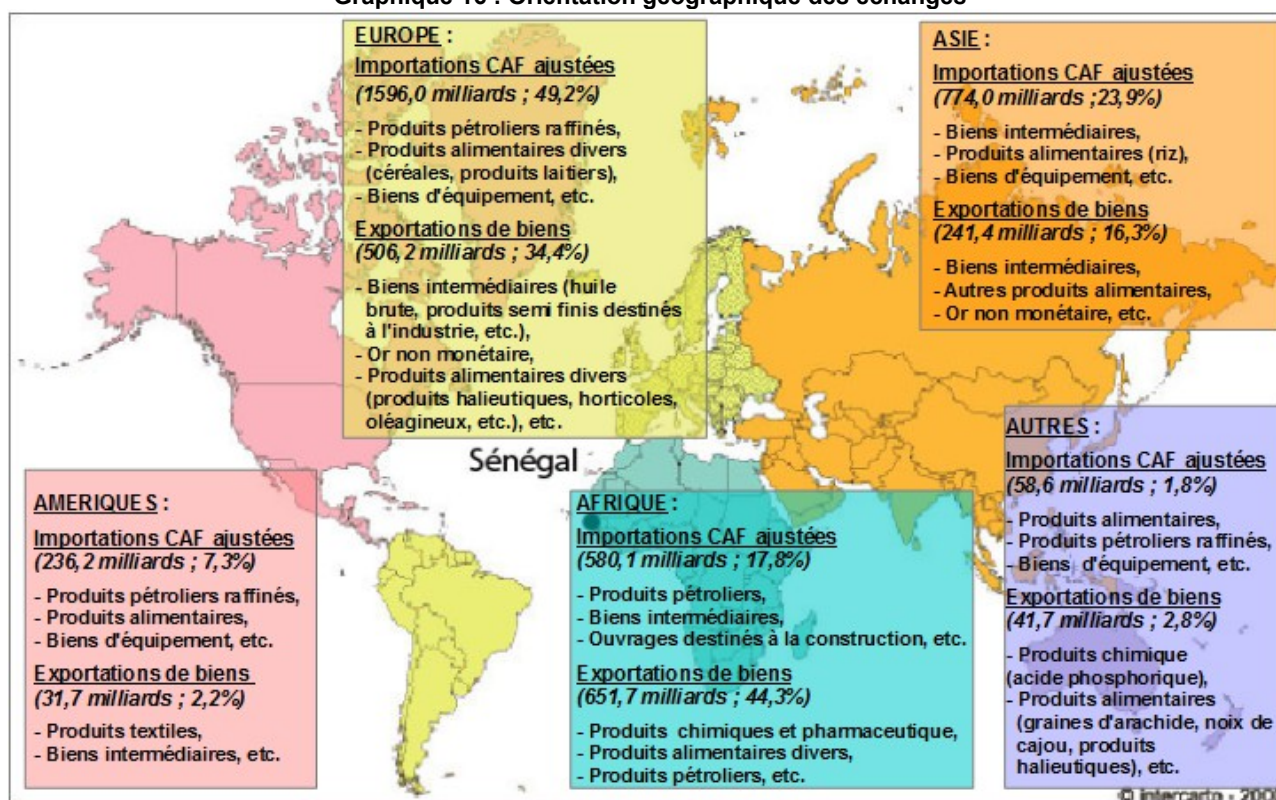


Sources : BCEAO/ANSD

⁶ Bulletin mensuel des statistiques économiques, ANSD, juin 2015.

⁷ Indice de la Production Industrielle, BCEAO, mars 2015

Graphique 16 : Orientation géographique des échanges



Sources : BCEAO/ANSD

I.2 BALANCE DES SERVICES

En 2014, il ressort des échanges de services avec les non-résidents un solde déficitaire de 65,6 milliards, en hausse de près de 10 milliards par rapport au déficit précédent. L'analyse sectorielle de la balance des services reflète que le déficit est imputable essentiellement au poste transports, en liaison avec le fret et l'assurance sur marchandises importées, atténué par l'excédent des postes «voyages» et «autres services».

Tableau 10 : Evolution des principaux soldes de la balance des services (en millions de FCFA)

	2010	2011	2012	2013	2014
Transports	-242 551,0	-268 480,0	-314 437,0	-321 705,0	-319 577,8
dont Fret	-213 310,0	-240 472,0	-293 200,0	-295 900,0	-293 674,4
Voyages	145 078,0	149 681,0	134 279,0	142 774,0	135 818,0
Autres Services	62 846,0	60 183,0	125 247,0	123 018,0	115 299,3
Services	-34 995,0	-58 616,0	-54 911,0	-55 913,0	-65 577,5

Source : BCEAO

I.2.1. Les transports

Le secteur des transports comprend le transport maritime, aérien, ferroviaire et routier. Le sous-secteur du transport maritime occupe une part importante qui reflète le volume des échanges commerciaux via ce canal et traduit, subséquemment, la contribution du fret (293,7 milliards) au déficit de la balance des services.

S'agissant de la rubrique «transport de passagers», le creusement du déficit de 7,6 milliards s'explique principalement par l'insuffisance de l'offre locale dans le domaine du transport aérien, qui s'est traduite par une hausse de 14,2% des dépenses au profit des compagnies étrangères. Pour sa part, l'excédent des «autres activités connexes» s'est consolidé de 7,5 milliards, consécutivement à la bonne tenue des prestations des services des auxiliaires de transport.

Tableau 11 : Evolution des transports (en millions de FCFA)

	2010	2011	2012	2013	2014
Passagers	-20 942,0	-20 336,0	-21 458,0	-28 895,0	-36 520,0
Fret (net)	-213 311,0	-240 472,0	-293 200,0	-295 900,0	-293 674,4
Autres activités connexes	-6 298,0	-7 672,0	267,0	3 211,0	10 670,6
Solde	-242 551,0	-268 480,0	-314 437,0	-321 705,0	-319 577,8

Source : BCEAO

I.2.2. Les voyages

L'excédent des services de voyage s'est replié de 4,8% pour s'établir à 135,8 milliards, en relation avec la contraction des recettes touristiques de 3,5% à 209,1 milliards en 2014. Le repli des recettes est liée aux effets négatifs de la fièvre hémorragique à virus Ebola dans les pays frontaliers et aux difficultés structurelles du secteur à retrouver son dynamisme.

Les recettes ont été évaluées sur la base de la dépense journalière et de la durée de séjour qui varient selon le site d'hébergement. Les dépenses ont été calculées selon la même méthodologie. Le nombre de touristes est apprécié à travers le recensement au niveau de l'aéroport et des postes frontières.

Tableau 12 : Evolution du poste «Voyages» (en millions de FCFA)

Années		2010	2011	2012	2013	2014
Voyages		145 080,0	149 681,0	134 279,0	142 774,0	135 818,0
A titre professionnel	crédit	46 410,0	45 301,0	42 963,0	45 190,0	43 675,0
	débit	36 470,0	31 629,0	36 016,0	38 096,0	38 134,7
A titre personnel	crédit	177 840,0	175 532,0	164 850,0	171 540,0	165 444,9
	débit	42 700,0	39 523,0	37 518,0	35 860,0	35 167,2

Source : BCEAO

I.2.3. Les autres services

Les autres services présentent, au titre de l'année 2014, un solde positif de 115,1 milliards, en repli de 5,8% par rapport à l'année précédente, en liaison notamment avec le recul de l'excédent des services de télécommunications, les soldes des comptes des autres services ayant peu varié. Pour sa part, l'atténuation du déficit du poste «services d'assurance et de retraite» est liée au repli des importations.

Tableau 13 : Evolution des autres services (en millions de FCFA)

Rubriques		2010	2011	2012	2013	2014
Autres services		62 846,0	61 338,9	120 350,4	122 252,2	115 061,3
dont	travaux de construction	8 554,0	4 984,0	14 088,2	6 890,9	7 341,9
	services d'assurance et de retraite	-51 813,0	-48 256,0	-59 489,0	-59 207,3	-58 448,0
	Services financiers	-2 200,0	-4 508,0	-2 431,3	-2 764,1	-384,8
	Services des télécommunications	54 119,0	47 122,0	70 787,6	90 218,5	77 829,8
	Autres services aux entreprises	17 930,0	26 455,9	41 844,6	34 822,8	35 420,1
	Biens et services des administrations non considérés ailleurs	34 056,0	41 984,0	56 268,1	59 460,5	59 266,6

Source : BCEAO

I.3. COMPTE DE REVENU PRIMAIRE

Le compte de revenu primaire enregistre les rémunérations des salariés, les revenus d'investissement ainsi que les autres revenus primaires (loyers, impôts et subventions sur les produits et la production).

Le déficit du compte de revenu primaire s'est aggravé de 27,0 milliards pour s'établir à 186,5 milliards en 2014, en liaison avec les paiements au titre des revenus des investissements qui ont augmenté de 26,3 milliards. L'excédent structurel du solde des revenus du travail a été quasi stable au cours des deux dernières années, tandis que celui des «autres revenus primaires» s'est replié de 0,9 milliard.

Tableau 14 : Evolution des soldes des revenus primaires (en millions de FCFA)

Rubriques	2010	2011	2012	2013	2014
Rémunération des salariés	38 075,0	39 338,0	46 976,2	51 034,3	51 244,1
Revenus des investissements	-112 400,0	-172 157,0	-206 694,8	-216 178,0	-242 562,8
<i>Dont intérêts sur la dette publique</i>	-33 532,0	-56 500,0	-47 300,0	-51 900,0	-57 400,0
Autres revenus primaires	0,0	192,0	5 879,0	5 667,7	4 826,5
Revenu primaire net	-71 286,0	-132 819,0	-153 840,0	-159 476,0	-186 512,3

Source : BCEAO

Le déficit est imputable, pour l'essentiel, aux revenus des investissements directs qui ont progressé de 18,2 milliards, en liaison avec les paiements de dividendes au profit des investisseurs directs étrangers plus importants que les perceptions par les résidents au titre de leurs prises de participation détenues à l'étranger. Les dividendes rapatriés ont concerné notamment les services de télécommunications, des auxiliaires de transport, ainsi que les industries manufacturières et extractives.

Les revenus nets des investissements de portefeuille ont été quasi-stables, tandis que le déficit des revenus nets des autres investissements s'est creusé de 8,1 milliards par rapport à 2013, en liaison notamment avec les paiements d'intérêts au titre de la dette publique extérieure.

I.4- COMPTE DE REVENU SECONDAIRE

Structurellement excédentaire, le solde du compte de revenu secondaire a augmenté de 48,5 milliards en ressortant à 969,4 milliards en 2014.

Tableau 15 : Evolution des revenus secondaires (en millions de FCFA)

Rubriques	2010	2011	2012	2013	2014
Transferts courants des Administrations Publiques	33 441,0	62 273,0	75 788,0	42 528,0	83 555,3
Transferts courants des autres secteurs	734 095,0	771 700,0	821 763,0	878 402,7	885 879,3
<i>dont envois de fonds des travailleurs migrants (net)</i>	586 582,0	623 530,0	644 944,0	688 518,6	754 197,8
Revenu secondaire net	767 536,0	833 973,0	897 550,0	920 930,7	969 434,5

Source : BCEAO

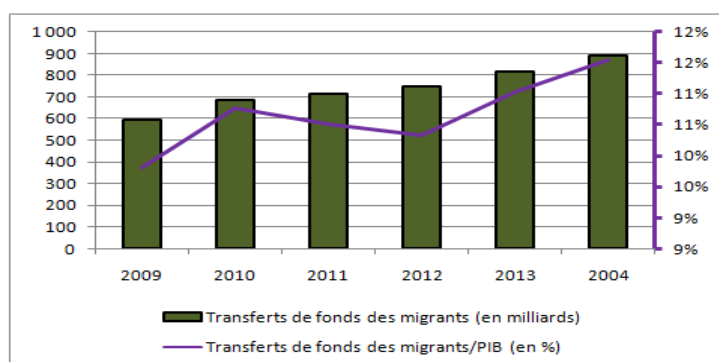
Cette situation résulte de la progression des transferts courants au profit des administrations publiques (41,0 milliards), en liaison notamment avec les concours budgétaires accordés, et des transferts nets au profit des autres secteurs qui affichent un excédent de 885,9 milliards en 2014 contre 878,4 milliards un an auparavant. Cette évolution résulte d'un accroissement de 65,7 milliards des envois de fonds des travailleurs migrants, atténué par un repli de 58,2 milliards des «autres transferts courants».

En effet, les transferts nets des migrants ont progressé de 9,5% à 754,2 milliards.

Les réceptions de fonds ont augmenté de 9,1% pour s'établir à 889,1 milliards, soit 11,5% du PIB.

Ainsi, le rythme soutenu amorcé en 2013 s'est poursuivi en 2014, après des hausses modérées au cours des années 2011 (+4,1%) et 2012 (+5,2%).

Graphique 17 : Envois de fonds des migrants



Sources : BCEAO/ANSD/DPEE

Il convient de noter la prise en compte des transferts transitant par les circuits informels (10,4%) dans l'évaluation des réceptions de fonds des migrants. Celles en provenance de l'Europe restent prépondérantes et stables à 59% sur les trois dernières années, après 67% en 2011. Les pays de la CEMAC (10%), les Etats-Unis (8%) et les pays de l'UEMOA (8%) concentrent 26% des envois de fonds.

II. COMPTE DE CAPITAL

Le solde du compte de capital s'est amélioré de 34,5 milliards en 2014 en ressortant à 216,1 milliards sous l'effet de la bonne tenue des transferts en capital au profit des administrations publiques qui se sont accrus de 37,4 milliards. Pour leur part, les acquisitions/cessions d'actifs non financiers ont enregistré un solde de -5,2 milliards.

Tableau 16 : Evolution des transferts en capital (en millions de FCFA)

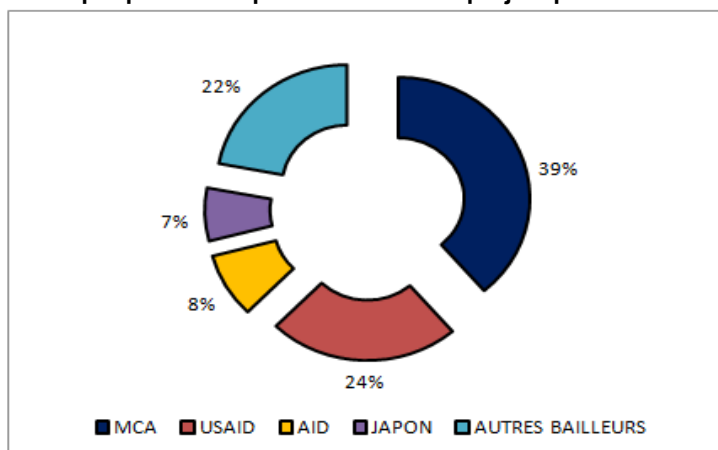
Rubriques	2010	2011	2012	2013	2014
Acquisition/cession d'actifs non financiers non produits	-2 090,0	-1 764,0	37 513,0	-1 488,0	-5 214,0
Transferts en capital	151 600,0	121 227,0	165 267,0	183 012,0	221 273,7
Administration	143 570,0	114 618,0	158 466,0	175 762,0	213 199,0
Autres transferts en capital	8 030,0	6 609,0	6 801,0	7 250,0	8 074,7
Solde du compte de capital	149 510,0	119 463,0	202 780,0	181 524,0	216 059,7

Source : BCEAO

Les subventions ont été accordées par le Gouvernement américain [MCA (39%) et USAID (24%)], l'Association Internationale de développement (AID) (8,0%), le Japon (7,0%) et divers autres bailleurs (22%). Dans ce dernier compartiment, la GIZ, le FED ainsi que le Royaume de Belgique concentrent 9,3 % des concours.

Les principaux secteurs bénéficiaires des subventions sont l'agriculture (37,2%), le transport (23,5%), la santé (20,2%) et l'éducation (14,5%).

Graphique. 18 : Répartition des dons projets par bailleur



Sources : BCEAO/DI

III- COMPTE FINANCIER

Au titre de l'exercice 2014, le solde des comptes non financiers (compte des transactions courantes et compte de capital) fait ressortir un besoin de financement de 449,8 milliards (5,8% du PIB) contre 584,0 milliards (7,9% du PIB) un an auparavant. Ce profil s'explique par l'effet conjugué du repli du déficit du compte des transactions courantes (-8,6% du PIB en 2014 contre -10,4% du PIB en 2013) et de la hausse de l'excédent du compte de capital (+2,8% du PIB en 2014 contre +2,5% du PIB en 2013).

Le déficit du compte des transactions courantes est financé par des entrées de capitaux retracées par le compte financier. Ce dernier regroupe les investissements directs étrangers, les investissements de portefeuille, les dérivés financiers, les autres investissements ainsi que les avoirs de réserve. Il enregistre, sur une base nette, les opérations sur actifs et passifs financiers effectuées entre les résidents et les non-résidents.

Hors variation des avoirs extérieurs nets (AEN) du système monétaire, le financement de l'économie par les capitaux non monétaires s'est accru de 111,3 milliards en 2014 contre 32,0 milliards en 2013.

En effet, les capitaux non monétaires sont chiffrés à 663,1 milliards (8,6% du PIB) contre 551,8 milliards (7,6 % du PIB) un an plus tôt. Le niveau de ces capitaux, au titre de l'exercice 2014, s'explique essentiellement par les investissements de portefeuille (256,9 milliards), les investissements directs (185,5 milliards) et les autres investissements⁸ (220,6 milliards).

Le niveau des investissements de portefeuille reflète les souscriptions nettes des non-résidents au titre des bons et obligations du Trésor ainsi que l'émission obligataire de 500 millions de dollars US par l'Etat du Sénégal sur le marché financier international.

Tableau 17 : Evolution du compte financier (en millions de FCFA)

Rubriques	2010	2011	2012	2013	2014
Investissements directs	-130 700,0	-137 200,0	-112 409,0	-137 323,0	-185 474,2
Investissements de portefeuille	-104 340,0	-352 805,0	-131 635,0	5 295,0	-256 975,0
Dérivés financiers	-60,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres Investissements	-25 230,0	127 317,0	-275 777,0	-419 815,0	-220 624,7
Solde du compte financier	-260 330,0	-362 688,0	-519 821,0	-551 842,0	-663 073,9

Source : BCEAO

Pour leur part, les investissements directs nets, constitués des nouveaux investissements en capital, des bénéfices réinvestis et des dettes et créances entre entreprises apparentées, se sont établis à 185,5 milliards. Ce montant prend en compte, au passif, les participations en capital, en hausse de 6,1% à 173,7 milliards, et la composante «instruments de dette» chiffrée à 25,3 milliards. Au titre des acquisitions d'actifs, les investissements des résidents à l'étranger sont évalués à 13,6 milliards.

La répartition des IDE par secteurs d'activités montre que les bénéficiaires sont les industries manufacturières (50,8%) et minières (27,1%), le secteur bancaire (10,2%), dans le cadre du relèvement du capital social des banques, des transports (6,1%) et la production énergétique (5,8%).

Pour sa part, le solde des autres investissements est tiré principalement par les prêts et emprunts mobilisés par l'Etat dans le cadre du financement de ses projets d'investissement, qui se sont soldés par une entrée nette de capitaux étrangers de 365,9 milliards. Pour le secteur privé, leurs opérations nettes avec les non-résidents (acquisition d'actifs et accroissement des passifs) ont engendré un solde de 152,9 milliards. Cette évolution reflète, comparativement à l'année 2013, un dégonflement des crédits commerciaux.

IV. CAPITAUX MONETAIRES

IV.1- Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts

La position extérieure nette des banques s'est améliorée de 111,2 milliards, évolution résultant d'un accroissement plus important des avoirs (174,4 milliards) que des engagements (63,2 milliards).

S'agissant des avoirs, ils se sont inscrits en hausse de 27,4 milliards au sein de l'Union et de 147,0 milliards hors UMOA. Pour sa part, la progression des engagements concentrée sur le compartiment à court terme (79,2 milliards), a été contrebalancée par le repli de 16,0 milliards des encours à moyen et long termes.

⁸ Les autres investissements retracent essentiellement les opérations de prêts et d'emprunts ainsi que les crédits commerciaux et avances entre résidents et non-résidents. Il s'agit d'une rubrique du compte financier qui regroupe toutes les opérations sur actif et passif financier qui ne figurent pas dans une autre rubrique du compte financier.

Tableau 18 : Variation des avoirs et engagements des autres institutions de dépôts (en millions FCFA)

Rubriques	2010	2011	2012	2013	2014
AVOIRS	52 725,0	29 166,0	-16 618,0	18 453,0	174 372,2
ENGAGEMENTS	-46 746,0	78 083,0	83 933,2	28 348,3	63 183,4
Positon extérieure monétaire	99 471,0	-48 917,0	-100 551,0	-9 895,0	111 188,8

Source : BCEAO

IV.2- Avoirs et engagements de la Banque Centrale

Au titre de l'année 2014, les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale ont augmenté de 99,7 milliards, résultant d'un accroissement de 41,7 milliards des avoirs bruts et d'un repli des engagements de 58,0 milliards.

Tableau 19 : Evolution du stock des avoirs et engagements de la Banque Centrale (en millions FCFA)

Rubriques	2010	2011	2012	2013	2014	variation
AVOIRS	1 008 438,0	996 415,0	1 034 192,0	1 067 836,0	1 109 515,0	41 679,0
Position de réserve	3 963,0	11 462,0	639,0	-2 513,0	9 273,8	11 786,4
Droits de tirages spéciaux	99 131,0	101 346,0	99 552,0	95 395,0	101 864,9	6 469,6
Créances sur les autorités monétaires	584,0	529,0	1 204,0	2 127,0	1 303,0	-823,5
Créances sur les autres institutions	904 760,0	883 078,0	932 797,0	972 827,0	997 073,3	24 246,5
ENGAGEMENTS	273 872,0	270 630,0	258 660,0	303 941,0	245 923,4	-58 017,6
Crédits et prêts du FMI (autre que réserves)	105 228,0	106 048,0	101 547,0	94 781,0	92 182,2	-2 598,8
Numéraires et dépôts à court terme	44 490,0	40 350,0	33 849,0	27 497,0	24 414,1	-3 082,9
Droits de tirages spéciaux	117 755,0	120 484,0	118 382,0	113 455,0	121 172,2	7 717,2
Autres comptes à payer/ à recevoir	6 399,0	3 748,0	4 883,0	68 209,0	8 154,9	-60 053,1
AVOIR EXTERIEURS NETS	734 566,0	725 785,0	775 532,0	763 895,0	863 591,6	99 696,6

Source : BCEAO

Les avoirs extérieurs bruts sont évalués à 1.109,5 milliards en 2014 contre 1.067,8 milliards un an plus tôt, traduisant notamment une hausse de la position de réserve (+11,8 milliards) et de la position créditrice du Sénégal au compte de disponibilités extérieures de la Banque Centrale (+24,3 milliards).

Les engagements de la Banque Centrale sont arrêtés à 245,9 milliards, en repli de 58,0 milliards, du fait principalement du dégonflement de 60,1 milliards du poste «autres comptes à payer / à recevoir» qui était arrêté à 68,2 milliards un an plus tôt.

IV.3 - Avoirs et engagements du système monétaire

L'impact des transactions avec les non-résidents sur les avoirs extérieurs nets du système monétaire a été positif aussi bien pour la Banque Centrale que pour les autres institutions de dépôts. Le solde de la balance des paiements est arrêté à +217,9 milliards en 2014 contre -26,5 milliards en 2013.

En définitive, en excluant de la variation globale des avoirs extérieurs nets officiels la contrepartie des réévaluations (-7,1 milliards), l'incidence des transactions réelles sur les avoirs extérieurs nets de l'ensemble du système monétaire s'est traduite par une amélioration de 210,8 milliards en 2014, contre une baisse de 21,5 milliards en 2013.

V. POSITION EXTERIEURE GLOBALE (PEG)

La Position Extérieure Globale (PEG) retrace, à un moment donné, la valeur des avoirs de l'économie sur le reste du monde et celle des passifs financiers de l'économie à l'égard de l'étranger. La Position Extérieure Globale Nette (PEGN), différence entre les actifs et les passifs financiers extérieurs, nette des autres flux, indique la position du pays (créditrice ou débitrice nette) vis-à-vis du reste du monde. En tenant compte du financement des transactions courantes, la PEGN est ressortie débitrice de -4.388,4 milliards, en aggravation de 356,2 milliards par rapport à son niveau de 2013. Cette situation s'explique par une hausse plus importante des engagements extérieurs que celle des avoirs. En effet, les engagements extérieurs sont passés de 6.547,2 milliards en 2013 à 7.402,8 milliards en 2014.

Cette évolution reflète un accroissement des concours extérieurs, consécutif au déficit structurel du compte courant.

En effet, l'encours des engagements a été imprimé par la hausse des investissements directs (117,3 milliards), des investissements de portefeuille (290,8 milliards) ainsi que des autres investissements (412,4 milliards). Ce dernier montant s'explique par les tirages publics (325,2 milliards) et les crédits commerciaux et avances (80,3 milliards).

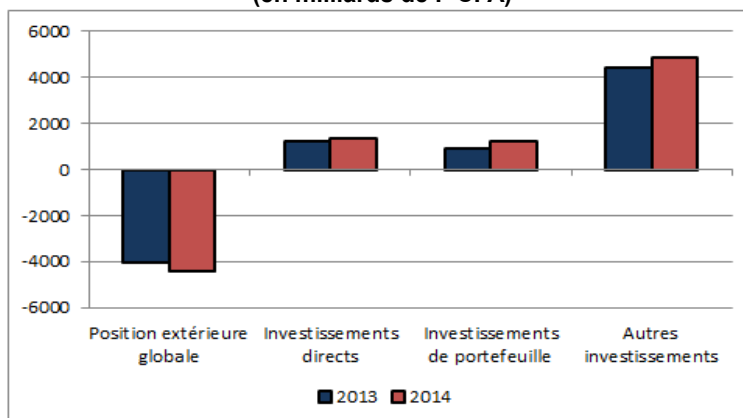
S'agissant des avoirs détenus à l'étranger, ils ont augmenté de 498,4 milliards en 2014 et s'établissent à 3.014,4 milliards.

Ce niveau des avoirs est lié à la hausse des investissements directs détenus (19,8 milliards), des investissements de portefeuille (133,3 milliards) et des autres investissements (275,7 milliards).

Les avoirs de réserve ont contribué à hauteur de 34,6 milliards au niveau du stock des avoirs.

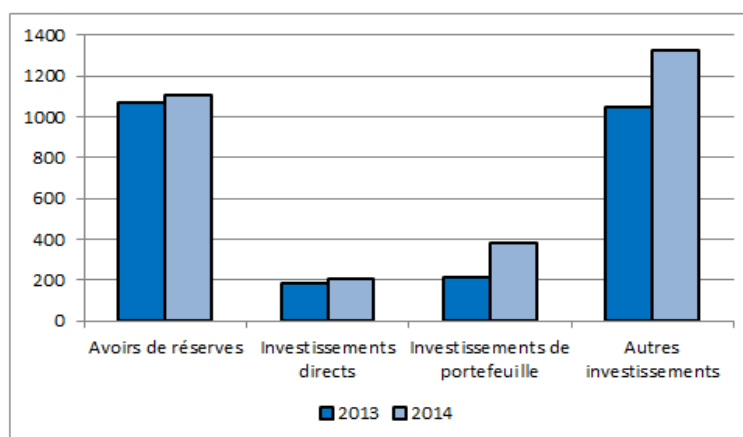
Rapporté au PIB, la position extérieure globale nette débitrice s'établit à -56,7% en 2014 contre -54,6 % en 2013. Cette dégradation de 2,1 points résulte du déficit des transactions courantes, partiellement financé par des capitaux étrangers sous forme de titres enregistrés en investissements de portefeuille et d'emprunts retracés dans les autres investissements.

Graphique 19 : Niveau des stocks d'engagements et de la PEG (en milliards de F CFA)



Source : BCEAO

Graphique 20 : Niveau des stocks d'avoirs (en milliards de F CFA)



Source : BCEAO

CONCLUSION

Le solde des transactions extérieures est excédentaire de 217,9 milliards en 2014, après trois années de déficit, dans un contexte économique marqué par un repli des cours des principaux produits importés et un afflux de ressources financières mobilisées par l'Etat.

L'orientation à la baisse des cours a contribué à l'atténuation du déficit de la balance commerciale et, subséquemment, de celui du compte des transactions courantes ramené de -10,4% du PIB en 2013 à -8,6% en 2014.

L'amélioration du déficit a été également favorisée par le profil des transferts courants, notamment les réceptions de fonds des migrants qui ont atteint plus de 11% du PIB en 2014.

Toutefois, il convient de souligner que la structure des échanges extérieurs demeure une source de vulnérabilité de l'économie aux chocs externes, reflétée par le caractère structurel du déficit du compte des transactions courantes, dont l'incidence sur le solde global est atténuée, pour une large part, par une mobilisation de ressources financières extérieures. Les levées de fonds sur le marché international ont également pesé sur la Position Extérieure Globale qui s'est dégradée de 357,2 milliards en s'établissant à -4.388,4 milliards.

Au demeurant, l'exposition aux divers chocs externes (énergétique et alimentaire), dans un contexte marqué par une contribution limitée des filières exportatrices au solde commercial affecte la viabilité du compte courant et incite à la poursuite des politiques sectorielles en vue de réduire la vulnérabilité de l'économie.

La transition vers l'émergence implique la mise en place de stratégies ciblées et cohérentes afin de lever les contraintes liées à l'offre exportable limitée et à la faible diversification de la production.

Enfin, l'approfondissement du processus d'intégration économique et financière dans la sous-région UEMOA constitue un axe de politique à renforcer, à travers notamment le développement d'infrastructures régionales et la promotion d'entreprises à l'échelle communautaire à même de conquérir le marché régional et international.

ANNEXES

**REFONTE DU DISPOSITIF D'ELABORATION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS DES
ETATS MEMBRES DE L'UEMOA POUR LE PASSAGE A LA 6^{ème} EDITION DU MANUEL
DU FMI**

**PRINCIPAUX CHANGEMENTS APPORTES AU DISPOSITIF SOUS-REGIONAL
D'ELABORATION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS**

La confection de la balance des paiements des Etats membres de l'UEMOA a été confiée à la BCEAO aux termes des dispositions du Traité de l'UMOA et des textes réglementant les relations financières extérieures desdits Etats. Dans ce cadre, la Banque Centrale s'est dotée d'un dispositif d'élaboration des comptes extérieurs, régulièrement révisé pour l'adapter à l'environnement des pays de l'Union et aux normes internationales. La version actuelle de ce dispositif s'appuie sur un cadre de collecte de données et des applicatifs informatiques mis en place depuis 1996.

Avec l'adoption par le FMI, de la sixième édition du Manuel d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale, dont l'entrée en vigueur est prévue au plus tard en 2012, une note d'orientation décrivant les principaux changements à apporter au dispositif régional a été élaboré en octobre 2010. Les révisions visent à maintenir la conformité des statistiques sur les transactions extérieures dans l'UEMOA aux normes internationales. La refonte du dispositif implique des modifications sur le système de collecte (questionnaire, échantillonnage, etc.) et sur les applications informatiques (BPT et BPR).

Outre la prise en compte des changements introduits par la 6^{ème} édition du Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale du FMI, la refonte vise également l'amélioration du dispositif de collecte et d'analyse des données. Les améliorations concernent principalement (a) la ventilation géographique, (b) la répartition par branche d'activité des données, (c) la prise en compte des données de certaines institutions régionales comme la Bourse Régionale de Valeur Mobilière (BRVM) ou le Conseil Régional de l'Epargne Publique et du Marché Financier (CREPMF), ainsi que des transactions des institutions sous-régionales (BCEAO, BOAD, Commission UEMOA, etc.) avec des entités non-résidentes de l'Union.

I. INNOVATIONS APPORTEES PAR LA SIXIEME EDITION DU MANUEL DE LA BALANCE DES PAIEMENTS ET DE LA POSITION EXTERIEURE GLOBALE

L'élaboration du nouveau Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6) vise d'une part, à prendre en compte les questions qui ont fait leur apparition ou ont pris de l'importance dans le domaine des transactions et positions internationales, et d'autre part, à renforcer l'intégration avec les autres comptes statistiques, qui ont connu des progrès méthodologiques au cours des années récentes.

Ainsi, bien que le cadre de référence soit resté inchangé par rapport à la 5^{ème} édition (MBP5)¹, le nouveau Manuel apporte plus de clarifications et des modifications à certains concepts et définitions, en vue de tenir compte des développements enregistrés par l'économie mondiale, après la parution du MBP5. Ces évolutions concernent notamment :

- la mondialisation, dont l'une des principales implications est l'accroissement massif des flux de capitaux privés et de la main d'œuvre ;

¹ En particulier, les principaux comptes (compte courant, compte de capital et compte financier) ont été maintenus dans la nouvelle édition.

- les innovations financières et technologiques (développement des dérivés financiers, des services à distance via-internet, etc.), l'intégration économique et monétaire, qui en plus des zones existantes (UEMOA, CEMAC, etc.) a été marquée notamment par l'avènement de nouvelles zones, telles que le COMESA, la SADC et, en particulier, la mise en circulation de l'euro comme monnaie commune des pays membres de l'Union Européenne, qui a fortement influé sur l'évolution des échanges mondiaux.

La 6^{ème} édition du Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale procède également au retraitement et à la reclassification de certaines opérations, ainsi qu'au renforcement de l'harmonisation avec le Système de Comptabilité Nationale (SCN), révisé la même année, et les autres documents méthodologiques de référence parus après le MBP5. Il s'agit notamment du manuel de statistiques monétaires et financières (2000), du supplément au MBP5 sur les dérivés financiers (2000), du manuel sur les réserves internationales et liquidité internationale : directives de déclaration des données (2001), du manuel des statistiques du commerce international des services (2002) et des Statistiques de la dette extérieure : Guide pour les statisticiens et les utilisateurs (2003).

Par ailleurs, le MBP6 met désormais davantage l'accent sur l'élaboration et l'analyse de la position extérieure globale (PEG). L'importance de la PEG dans la 6^{ème} édition provient du fait que l'analyse bilantielle joue désormais un rôle prépondérant dans l'appréciation de la vulnérabilité des économies aux crises, ainsi que dans l'étude des sources de financement des déficits. L'approche bilantielle, qui examine en quoi les faiblesses du bilan financier liées à l'échéance, à la devise, à la structure financière, à la solvabilité et à la dépendance contribuent à la vulnérabilité macrofinancière, renforce la qualité de l'analyse de la vulnérabilité et de la viabilité extérieure d'une économie.

La prise en compte de ces innovations implique des changements majeurs à la fois au niveau des concepts, des composantes type et des principes d'élaboration.

1.1. Aspects conceptuels

Les principes de base, tels que l'enregistrement en partie double, la chronologie, le prix d'évaluation et le changement de propriété demeurent inchangés. Toutefois, le MBP6 apporte des clarifications dans la définition de plusieurs concepts déjà développés dans la 5^{ème} édition. Il s'agit notamment des notions de « territoire économique », de « résidence », de « transactions » et de « financement exceptionnel ».

- **Territoire économique** : Le territoire économique comprend l'espace aérien, les eaux territoriales et le plateau continental sur lesquels un pays jouit de droits exclusifs ou sur lesquels il a juridiction en ce qui concerne les droits de pêche ou d'exploitation des combustibles ou des minéraux présents dans les sous-sols des mers et des océans, les îles rattachées et les enclaves territoriales à l'étranger. La définition du territoire économique ne requiert plus que les personnes, les biens et les capitaux y circulent librement. Les unions économiques et les unions monétaires sont considérées comme des territoires économiques dans le cadre de l'établissement de la balance des paiements régionale.

- **Résidence** : La résidence d'une unité institutionnelle est liée au territoire économique sur lequel elle a son « centre d'intérêt économique **prédominant** ». Le nouveau Manuel n'apporte pas de changement substantiel à la notion de résidence. L'ajout du terme « **prédominant** » permet toutefois de reconnaître que certaines unités peuvent avoir un intérêt économique dans deux ou plusieurs territoires. Les critères de résidence sont mieux spécifiés pour les individus mobiles, dont la définition de la résidence avait été laissée à l'appréciation des pays dans la 5^{ème} édition.
- **Transactions** : Les transactions enregistrées dans la 6^{ème} édition du Manuel de la balance des paiements correspondent à des interactions entre une unité résidente et une unité non-résidente agissant en accord réciproque impliquant un échange de valeurs ou un transfert. La 5^{ème} édition du Manuel avait retenu comme définition de la transaction « un flux économique découlant de la transformation, de l'échange, du transfert ou de l'extinction d'une valeur économique ».

Il résulte de la nouvelle définition que l'accumulation d'arriérés de paiement extérieurs et les transferts des migrants² ne sont plus classés dans les transactions au sens strict du terme. Les variations d'actifs et de passifs financiers résultant du changement de résidence des individus (particuliers et ménages) sont reclassées dans la position extérieure globale et non plus dans la balance des paiements.

1.2. Composantes type du MBP6

Tenant compte de ces modifications, la structure de la balance des paiements selon l'optique du MBP6 se présente comme suit.

Encadré 1 : Présentation synthétique des composantes de la balance des paiements

Compte des transactions courantes

Biens et services

Biens

Services

Compte du revenu primaire (*anciennement compte « revenu »*)

Compte du revenu secondaire (*anciennement « transferts courants »*)

Compte de capital

Acquisition et cession d'actifs non produits

Transferts en capital

Compte financier (*anciennement compte d'opérations financières*)

Investissements directs

Investissements de portefeuille

Produits financiers dérivés (*traité comme sous-rubrique des investissements de portefeuille dans le MBP5*)

Autres investissements

Avoirs de réserve

² Il s'agit des mouvements d'effets personnels à l'occasion des déplacements des migrants. Ils sont désormais enregistrés dans les « Autres flux » au niveau de la position extérieure globale.

1.3. Position extérieure globale (PEG)

La position extérieure globale (PEG) est définie comme étant un état statistique qui décrit, à un moment donné, la valeur des actifs et des passifs financiers des résidents d'une économie vis-à-vis des non-résidents.

Le nouveau Manuel reflète un intérêt accru pour l'analyse du compte de patrimoine comme outil permettant de comprendre l'évolution de l'économie internationale au plan de la vulnérabilité et de la viabilité. A cet égard, le MBP6 présente des recommandations beaucoup plus détaillées sur la PEG et accorde davantage d'attention sur les réévaluations et autres changements de volume, enregistrés dans le compte des « autres flux », et à leur incidence sur les stocks d'avoirs et engagements.

Les autres variations de volume concernent notamment les rapatriements de fonds consécutifs aux changements de résidence, les accumulations d'arriérés de paiement extérieurs (cette décision étant unilatérale), les cessions de devises à la banque centrale par des résidents (qui constituent une transaction entre résidents), etc. S'agissant des réévaluations, elles correspondent aux gains et pertes liées aux détentions d'actifs et de passifs à la suite principalement des variations de prix et de taux de change.

Dans le nouveau Manuel du FMI, les composantes de la PEG sont en ligne avec celles du compte financier pour assurer l'analyse de l'interdépendance entre les stocks et les flux selon les différentes rubriques, comme indiqué ci-après :

Encadré 2 : Présentation schématique des relations entre les composantes de la balance des paiements et de la PEG				
Transactions BDP				
		Crédit	Débit	
Compte courant				
- biens et services				
- revenu primaire				
- revenu secondaire				
Compte de capital				
- acquisition/cession d'actifs non produits				
- transfert en capital				
Ouverture PEG	Compte financier	Compte des autres flux		Clôture PEG
<i>Actifs</i>	<i>Actifs</i>	Réévaluation	Autres changements	<i>Actifs</i>
- investissement direct	- investissement direct			- investissement direct
- investissement de portefeuille	- investissement de portefeuille			- investissement de portefeuille
- produits financiers dérivés	- produits financiers dérivés			- produits financiers dérivés
- autres investissements	- autres investissements			- autres investissements
- avoirs de réserve	- avoirs de réserve			- avoirs de réserve
<i>Passifs</i>	<i>Passifs</i>			<i>Passifs</i>
- investissement direct	- investissement direct			- investissement direct
- investissement de portefeuille	- investissement de portefeuille			- investissement de portefeuille
- produits financiers dérivés	- produits financiers dérivés			- produits financiers dérivés
- autres investissements	- autres investissements			- autres investissements
	Erreurs et omissions			

1.4. Principe d'élaboration de la balance des paiements pour les Unions monétaires

Le MBP6 consacre un chapitre spécifique au traitement des unions monétaires. Il fait la distinction entre l'union monétaire centralisée (cas de l'UMOA) et l'union monétaire décentralisée (cas de la Zone euro). Les questions institutionnelles et juridiques ont été examinées de manière à présenter la spécificité de chaque union. En particulier, dans l'union monétaire centralisée, les banques centrales nationales sont des succursales de la banque centrale régionale qui détient et gère les réserves de change. Dans l'union monétaire décentralisée, les banques centrales nationales sont les propriétaires de la banque centrale régionale. Elles détiennent une part importante des devises.

Les principes édictés dans le Manuel, relatifs à l'enregistrement des opérations spécifiques aux unions, sont en adéquation avec ceux en cours dans l'UMOA. En particulier, il en est ainsi du traitement des opérations du Siège de la BCEAO, des Directions Nationales et des autres organisations communautaires.

II. PRISE EN COMPTE DES CORRECTIONS SPECIFIQUES AU DISPOSITIF SOUS-REGIONAL

Outre les changements induits par l'introduction de la sixième édition du Manuel du FMI, la refonte du dispositif d'élaboration de la balance des paiements de l'Union vise également l'amélioration du dispositif de collecte et d'analyse des données. Les principales modifications apportées dans ce cadre se présentent comme ci-après :

- **Classification sectorielle plus détaillées** : Elle vise à assurer l'analyse des composantes de la balance des paiements par branche d'activité. A titre d'illustration, avec le dispositif actuellement en vigueur, il n'est pas possible de ventiler les investissements étrangers émis ou reçus entre les différentes branches de l'économie. Les nouveaux questionnaires prévoient la déclaration du secteur principal d'activité, conformément à la nomenclature de Classification Internationale Type par Industrie (CITI). Avec la nouvelle application informatique « BPT », il sera possible, au delà de la classification par secteurs institutionnels³, d'éditer les données selon les branches d'activité ;
- **Ventilation géographique des données** : Dans l'ancien dispositif, seules trois zones géographiques à savoir la France, l'UMOA et les autres pays sont retenues sur les questionnaires de balance des paiements et dans l'application « BPT ». Ainsi, à l'exception du commerce extérieur dont le détail de l'orientation géographique est fourni par les statistiques douanières, les informations sur les transactions extérieures des pays de l'Union ne peuvent pas être ventilées selon les partenaires bilatéraux autres que la France. Cette répartition géographique ne semble plus appropriée au regard des évolutions récentes des échanges extérieurs et des mouvements de capitaux étrangers dans les pays de l'UEMOA, marquées par une présence en progression constante des pays émergents d'Asie, d'Amérique latine, mais également des autres pays africains.

³ Il s'agit de : « Banque centrale », « autres institutions de dépôts », « administration publique » et « autres secteurs » (composés des « autres sociétés financières » et des « sociétés non-financières, des ménages et des Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages (ISBLSM) »).

Elle constitue également une contrainte à la confection de balances des paiements bilatérales, utiles pour les analyses et la définition des politiques économiques. A l'issue des échanges avec les différentes personnes ressources, il a été estimé que la prise en compte de cette recommandation pourrait alourdir le dispositif, notamment au niveau des questionnaires. En conséquence, les trois zones géographiques ont été maintenues. Pour pallier les insuffisances susmentionnées, à l'instar de ce qui est fait pour le commerce extérieur, il est retenu un cadre parallèle de suivi de la ventilation géographique des échanges extérieurs pour les composantes les plus importantes, notamment les investissements directs étrangers⁴, l'aide publique au développement⁵ et les envois de fonds des migrants⁶. Toutefois, la France est remplacée par la Zone Euro, pour tenir compte du changement de la Zone d'ancrage du FCFA, depuis la création de l'euro en 1999 ;

- **Cadre d'analyse de la prise en compte des données de certaines institutions régionales** comme la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) ou la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC), le Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique (FAGACE) dans le dispositif de collecte et de compilation. Le nouveau cadre de collecte prévoit des états de dépouillement pour la collecte des transactions de ces structures avec les résidents des pays de l'Union. Par ailleurs, comme indiqué plus haut, des questionnaires seront également adressés par le Siège de la BCEAO aux institutions sous-régionales (résidentes de l'Union mais résidentes des pays membres) pour le suivi de leurs transactions avec les non-résidents de l'Union, à des fins de production de la balance des paiements régionale ;
- **Suivi des données sur les actifs et passifs du compte financier** : Pour les données sur les actifs et passifs financiers, le nouveau dispositif prévoit la collecte simultanée des encours de début et de fin de période, ainsi que des « autres flux ». Ces informations permettent d'évaluer la Position Extérieure Globale (PEG) d'ouverture et de fermeture, ainsi qu'une analyse de ses variations dues à des transactions et celles qui sont liées à des fluctuations des prix d'actifs, des taux de change ou de reclassification. Les flux nets des rubriques du compte financier de la balance des paiements sont calculés en faisant la différence entre le stock de fin de période et le stock de début de période, ainsi qu'une déduction des « autres flux », constitués des réévaluations de stocks et des autres changements de volume, qui ne sont pas pris en compte en balance des paiements.

4 Pour les investissements directs étrangers, le formulaire complémentaire joint au questionnaire balance des paiements permet de collecter les données sur les positions de début et de fin de période par pays partenaire depuis 2010.

5 Les données sur les mobilisations d'appuis financiers extérieurs des Etats par partenaires peuvent être exploitées à cet effet.

6 Le dispositif de collecte de données sur les transferts électroniques de fonds constitue une source pour l'évaluation des envois de fonds des travailleurs par pays partenaires. En outre, l'enquête actuellement en cours sur ce sujet permettra d'améliorer la qualité de l'analyse de la ventilation géographique de ces flux.

III. IMPLICATIONS SUR LE DISPOSITIF SOUS-REGIONAL

Le nouveau dispositif est élaboré en prenant en compte les différentes innovations décrites ci-dessus. Sa confection consacre une révision fondamentale du champ de couverture de l'enquête, des supports de collecte et des applications informatiques dédiées au traitement des données.

Au total, 90 supports de collecte sont retenus pour l'enquête annuelle de la balance des paiements, contre 54 dans l'ancien. Ces supports comprennent des questionnaires destinés aux entités résidentes des pays membres, des états de dépouillement pour la collecte des transactions des institutions régionales avec les résidents des pays membres et des questionnaires à adresser aux institutions de l'UEMOA, pour leurs transactions avec les non-résidents de l'Union.

3.1. Enquêtes conduites par les Directions Nationales de la BCEAO

La liste des questionnaires administrés aux entités résidentes par les Directions Nationales est désormais plus détaillée, avec l'éclatement de certaines catégories comme les « Entreprises Commerciales et Industrielles (ECI) », pour permettre un suivi par secteur d'activité de la Classification Internationale Type par Industrie (CITI). Sur cette base, le nombre de questionnaires pour les enquêtes dans les Directions Nationales est ressorti à 58 contre 43 précédemment, soit 15 nouvelles créations.

Les questionnaires sont accompagnés d'une notice technique, donnant des définitions détaillées sur les rubriques, pour faciliter leur exploitation par les répondants. Dans ce cadre, un tableau de passage des rubriques du SYSCOA à celles du MBP6 est également joint aux questionnaires des sociétés non financières.

Par ailleurs, conformément à la démarche adoptée à compter de 2009, les questionnaires balance des paiements destinés aux entreprises relevant des secteurs des « Etablissements de dépôts autres que la banque centrale », des « Autres sociétés financières » et des « Sociétés non financières » sont accompagnés d'un formulaire complémentaire sur les investissements directs. Ce document, qui permet jusqu'ici la collecte des données sur les fonds propres a été complété pour permettre le suivi des instruments de dette. Les données collectées à l'aide de ce support sont dépouillées et transmises au Siège dans le cadre des contributions aux travaux de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des échanges intra-UEMOA. Ces renseignements permettent également d'affiner l'analyse des investissements étrangers à l'aide des détails sur la ventilation géographique et sectorielle des données.

3.2. Collecte des données relatives aux transactions des institutions sous-régionales et régionales avec les pays membres de l'Union

En plus des questionnaires administrés localement pour appréhender les transactions des résidents avec les non-résidents, le dispositif prévoit les états de dépouillement qui permettent de collecter des données sur les transactions réalisées avec les institutions sous-régionales. Dans chaque cas, un support est prévu pour le pays de l'Union qui accueille le Siège de l'Institution concernée et un support pour les autres pays membres.

En vue d'assurer une meilleure couverture de ces transactions, la note d'orientation du processus de refonte a suggéré de compléter le dispositif pour prendre en compte les données de certaines institutions régionales comme la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC) et le Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique (FAGACE), dans le dispositif de collecte et de compilation. Le nombre d'états de dépouillement passe ainsi de 11 précédemment à 23 dans le nouveau dispositif.

3.3. Suivi des transactions des institutions résidentes de l'Union avec les non-résidents

Le cadre de production de la balance régionale a été renforcé, avec l'élargissement du champ de collecte des données aux transactions des institutions sous-régionales avec les non-résidents. Cette innovation se justifie notamment par l'intérêt qu'accorde la 6^{ème} édition au suivi des regroupements régionaux, en ligne avec le développement des Unions économiques et monétaires. Elle traduit également les dispositions du nouveau Règlement n°09/2010/CM/UEMOA du 1^{er} octobre 2010, relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'UEMOA, qui imputent explicitement à la BCEAO, la charge de la production de la balance des paiements régionale.

Pour ces raisons, le nouveau dispositif a prévu l'envoi par le Siège de la BCEAO, de questionnaires aux institutions sous-régionales (résidentes de l'Union, mais non-résidentes des pays membres), pour le suivi de leurs transactions avec les non-résidents de l'Union, à des fins de production de la balance des paiements régionale. Il est retenu au total 9 questionnaires pour les institutions sous-régionales. A l'instar des états de dépouillements, ces questionnaires seront administrés par les Directions Nationales des pays qui abritent les Sièges des institutions concernées et acheminés aux Siège de la BCEAO pour prise en compte.

3.4. Déploiement du nouveau dispositif

Une nouvelle application informatique « BPT » dédiée au traitement des données de la balance des paiements et de la position extérieure globale a été développée au sein de la BCEAO, en vue notamment de prendre en compte les modifications apportées sur le champ de couverture et la structure des supports de collecte.

Balance des paiements optique FMI résumé

Nature : Balance Avec Ajustement

Fréquence : Annuelle

Année : 2014

Page: BPT optique FMI résumé

Poste	Code Economique	Critères complémentaires	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
1	100000	1_B_N_N_E	Compte des transactions courantes	3 424 521,3	4 090 422,2	-665 900,9
1.A	011000	1_B_N_N_E	Biens et services	2 124 433,4	3 573 256,5	-1 448 823,1
1.A.a	110000	1_B_N_N_E	Biens	1 472 741,5	2 855 987,1	-1 383 245,6
1.A.a.1	111000	1_B_N_N_E	Marchandises générales, base balance des paiements	1 289 539,5	2 855 561,6	-1 566 022,1
1.A.a.1.1	11100z	1_B_N_N_E	Dont : Réexportations	3 458,0	0,0	3 458,0
1.A.a.2	112000	1_B_N_N_E	Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	488,0	0,0	488,0
1.A.a.2.1	112100	1_B_N_N_E	Biens achetés dans le cadre du négoce international (crédits négatifs)	0,0	0,0	0,0
1.A.a.2.2	112200	1_B_N_N_E	Biens vendus dans le cadre du négoce international	488,0	0,0	488,0
1.A.a.3	113000	1_B_N_N_E	Or non monétaire	182 714,0	425,5	182 288,5
1.A.b	120000	1_B_N_N_E	Services	651 692,0	717 269,4	-65 577,5
1.A.b.1	121000	1_B_N_N_E	Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	901,0	155,0	746,0
1.A.b.1.1	121100	1_B_N_N_E	Biens destinés à transformation dans l'économie déclarante Biens expédiés après transformation (CR), Biens reçus pour transformation (DR)	0,0	0,0	0,0
1.A.b.1.2	121200	1_B_N_N_E	Biens destinés à transformation à l'étranger Biens expédiés pour transformation (CR), Biens reçus après transformation (DR)	901,0	155,0	746,0
1.A.b.2	122000	1_B_N_N_E	Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	7 146,0	5 007,0	2 139,0
1.A.b.3	123000	1_B_N_N_E	Transport	73 365,3	392 707,1	-319 341,8
1.A.b.3.0	123100	1_B_N_N_E	Pour tous les modes de transports	73 129,3	392 653,1	-319 523,8
1.A.b.3.0.1	123100	1_B_N_N_E	Voyageurs	28 440,2	64 960,2	-36 520,0
1.A.3.0.1.1	123110	1_B_N_N_E	Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	910,0	0,0	910,0
1.A.b.3.0.2	12311z	1_B_N_N_E	Fret	27 266,1	320 940,5	-293 674,4
1.A.b.3.0.3	123120	1_B_N_N_E	Autres	17 423,0	6 752,4	10 670,6
1.A.b.3.1	123130	1_B_N_N_E	Transports maritimes	9 234,0	310 429,0	-301 195,0
1.A.b.3.1.1	123200	1_B_N_N_E	Voyageurs	215,0	0,0	215,0
1.A.b.3.1.1.1	123210	1_B_N_N_E	Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	910,0	0,0	910,0
1.A.b.3.1.2	12321z	1_B_N_N_E	Fret	0,0	310 429,0	-310 429,0
1.A.b.3.1.3	123220	1_B_N_N_E	Autres	9 019,0	0,0	9 019,0
1.A.b.3.2	123230	1_B_N_N_E	Transports aériens	27 008,3	72 522,9	-45 514,6
1.A.b.3.2.1	123300	1_B_N_N_E	Voyageurs	21 887,2	64 518,0	-42 630,8
1.A.b.3.2.1.1	123310	1_B_N_N_E	Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
1.A.b.3.2.2	12331z	1_B_N_N_E	Fret	1 517,1	4 711,5	-3 194,4
1.A.b.3.2.3	123320	1_B_N_N_E	Autres	3 604,0	3 293,4	310,6
1.A.b.3.3	123330	1_B_N_N_E	Autres modes de transport	36 887,0	9 701,2	27 185,8

Poste	Code Economique	Critères complémentaires	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
1.A.b.3.3.1	123400	1_B_N_N_E	Voyageurs	6 338,0	442,2	5 895,8
1.A.b.3.3.1.1	123410	1_B_N_N_E	Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
1.A.b.3.3.2	12341z	1_B_N_N_E	Fret	25 749,0	5 800,0	19 949,0
1.A.b.3.3.3	123420	1_B_N_N_E	Autres	4 800,0	3 459,0	1 341,0
1.A.b.3.4	123430	1_B_N_N_E	Services postaux et services de messagerie	236,0	54,0	182,0
1.A.b.4	124000	1_B_N_N_E	Voyages	209 119,9	73 301,9	135 818,0
1.A.b.4.1	124100	1_B_N_N_E	À titre professionnel	43 675,0	38 134,7	5 540,3
1.A.b.4.1.1	124110	1_B_N_N_E	Acquisition de biens et services par les travailleurs frontaliers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
1.A.b.4.1.2	124120	1_B_N_N_E	Autres	43 675,0	38 134,7	5 540,3
1.A.b.4.2	124200	1_B_N_N_E	À titre personnel	165 444,9	35 167,2	130 277,7
1.A.b.4.2.1	124210	1_B_N_N_E	Santé	2 976,0	1 525,4	1 450,6
1.A.b.4.2.2	124220	1_B_N_N_E	Éducation	14 259,0	17 635,4	-3 376,4
1.A.b.4.2.3	124230	1_B_N_N_E	Autres	148 209,9	16 006,4	132 203,5
1.A.b.4.0	124000	1_B_N_N_E	Pour les voyages à titre professionnel et les voyages à titre personnel	27 314,5	21 094,0	6 220,5
1.A.b.4.0.1	124011	1_B_N_N_E	Biens	0,0	0,0	0,0
1.A.b.4.0.2	124021	1_B_N_N_E	Services de transports locaux	0,0	0,0	0,0
1.A.b.4.0.3	124031	1_B_N_N_E	Services d'hébergement	24 327,6	0,0	24 327,6
1.A.b.4.0.4	124041	1_B_N_N_E	Services de restauration	0,0	0,0	0,0
1.A.b.4.0.5	124051	1_B_N_N_E	Autres services	2 986,9	21 094,0	-18 107,1
1.A.b.4.0.5.1	124z51	1_B_N_N_E	Services de santé	0,0	0,0	0,0
1.A.b.4.0.5.2	124y51	1_B_N_N_E	Services d'éducation	0,0	0,0	0,0
1.A.b.5	125000	1_B_N_N_E	Travaux de construction	28 435,9	21 094,0	7 341,9
1.A.b.5.1	125100	1_B_N_N_E	Travaux de construction réalisés à l'étranger	25 449,0	0,0	25 449,0
1.A.b.5.2	125200	1_B_N_N_E	Travaux de construction réalisés dans l'économie déclarante	2 986,9	21 094,0	-18 107,1
1.A.b.6	126000	1_B_N_N_E	Services d'assurance et de retraite	6 750,3	65 198,3	-58 448,0
1.A.b.6.1	126100	1_B_N_N_E	Assurance directe	3 314,0	61 905,0	-58 591,0
1.A.b.6.2	126200	1_B_N_N_E	Réassurance	3 323,0	3 098,0	225,0
1.A.b.6.3	126300	1_B_N_N_E	Services auxiliaires d'assurance	-386,7	95,3	-482,0
1.A.b.6.4	126400	1_B_N_N_E	Services de retraite et de garantie standardisée	500,0	100,0	400,0
1.A.b.7	127000	1_B_N_N_E	Services financiers	6 318,0	6 702,8	-384,8
1.A.b.7.1	127100	1_B_N_N_E	Services financiers explicitement facturés et autres	6 318,0	6 702,8	-384,8
1.A.b.7.2	127200	1_B_N_N_E	Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	0,0	0,0	0,0
1.A.b.8	128000	1_B_N_N_E	Commission pour usage de propriété intellectuelle non incluses ailleurs	1 911,0	2 915,0	-1 004,0
1.A.b.9	129000	1_B_N_N_E	Services de télécommunications, d'informatique et d'information*1	146 454,0	73 931,4	72 522,6
1.A.b.9.1	129100	1_B_N_N_E	Services de télécommunications	135 712,0	57 882,2	77 829,8
1.A.b.9.2	129200	1_B_N_N_E	Services d'informatique	5 581,0	8 155,8	-2 574,8
1.A.b.9.3	129300	1_B_N_N_E	Services d'information	5 161,0	7 893,4	-2 732,4
1.A.b.10	12A000	1_B_N_N_E	Autres services aux entreprises	93 067,3	57 647,3	35 420,1

Poste	Code Economique	Critères complémentaires	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
1.A.b.10.1	12A100	1_B_N_N_E	Services de recherche développement	0,0	131,7	-131,7
1.A.b.10.2	12A200	1_B_N_N_E	Services spécialisés et services de conseil en gestion	85 443,0	47 673,6	37 769,4
1.A.b.10.3	12A300	1_B_N_N_E	Services techniques, services liés au commerce international et autres services aux entreprises	7 624,3	9 842,0	-2 217,7
1.A.b.11	12B000	1_B_N_N_E	Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	769,0	422,0	347,0
1.A.b.11.1	12B100	1_B_N_N_E	Services audio visuels et connexes	769,0	422,0	347,0
1.A.b.11.2	12B200	1_B_N_N_E	Autres services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0,0	0,0	0,0
1.A.b.12	12C000	1_B_N_N_E	Biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs	77 454,3	18 187,6	59 266,6
1.A.b.0.1	12D000	1_B_N_N_E	Services liés au tourisme compris dans les voyages et les transports de voyageurs	0,0	0,0	0,0
1.B	130000	B_N_AL_E	Revenu primaire	145 945,0	332 457,3	-186 512,3
1.B.1	131000	B_N_AL_E	Rémunération des salariés	64 453,5	13 229,5	51 224,1
1.B.2	300000	B_N_AL_E	Revenus des investissements	76 551,0	319 113,8	-242 562,8
1.B.2.1	310000	B_N_AL_E	Investissements directs	57 991,4	168 918,9	-110 927,5
1.B.2.1.1	310000	B_N_AL_E	Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	54 218,4	160 189,9	-105 971,5
1.B.2.1.1.1	310000	B_N_AL_E	Dividendes et prélèvements sur les revenus des quasi sociétés	53 783,0	135 711,4	-81 928,4
1.B.2.1.1.1.1	311110	B_N_AL_E	Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	53 489,0	128 723,4	-75 234,4
1.B.2.1.1.1.2	311120	B_N_AL_E	Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	0,0	536,0	-536,0
1.B.2.1.1.1.3	311130	B_N_AL_E	Entre entreprises soeurs	294,0	6 452,0	-6 158,0
1.B.2.1.1.1.3.1	311131	B_N_AL_E	si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.1.1.3.2	311132	B_N_AL_E	si le contrôle ultime est détenu par un non résident	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.1.1.3.3	311133	B_N_AL_E	si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.1.2	310000	B_N_AL_E	Bénéfices réinvestis	435,4	24 478,5	-24 043,1
1.B.2.1.1.2.1	310000	B_N_AL_E	Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de pension et de garantie standardisée, et aux propriétés de parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.1.2.2	31100z	B_N_AL_E	Dont Revenu des investissements attribuable aux propriétés de parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.2	310000	B_N_AL_E	Intérêts	3 773,0	8 729,0	-4 956,0
1.B.2.1.2.1	312100	B_N_AL_E	Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	3 043,0	6 476,0	-3 433,0
1.B.2.1.2.2	312200	B_N_AL_E	Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	0,0	15,0	-15,0
1.B.2.1.2.3	312300	B_N_AL_E	Entre entreprises soeurs	730,0	2 238,0	-1 508,0
1.B.2.1.2.3.1	312310	B_N_AL_E	si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.2.3.2	312320	B_N_AL_E	si la société mère ayant le contrôle ultime est détenue par un non résident	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.2.3.3	312330	B_N_AL_E	si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0

Poste	Code Economique	Critères complémentaires	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
1.B.2.1.2M	310000	B_N_AL_E	Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	0,0	0,0	0,0
1.B.2.2	320000	B_N_AL_E	Investissements de portefeuille	15 655,6	76 895,9	-61 240,3
1.B.2.2.1	320000	B_N_AL_E	Revenu des investissements sur titres de participation et parts de fonds de placement	2 018,6	37 207,9	-35 189,3
1.B.2.2.1.1	321100	B_N_AL_E	Dividendes sur titres de participation hors parts de fonds de placement	2 018,6	37 207,9	-35 189,3
1.B.2.2.1.2	321200	B_N_AL_E	Revenus des investissements attribuables aux propriétaires de parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
1.B.2.2.1.2.1	321200	B_N_AL_E	Dividendes	0,0	0,0	0,0
1.B.2.2.1.2.2	321200	B_N_AL_E	Bénéfices réinvestis	0,0	0,0	0,0
1.B.2.2.2	320000	B_N_AL_E	Intérêts	13 637,0	39 688,0	-26 051,0
1.B.2.2.2.1	320000	B_N_ST_E	À court terme	2 184,0	9 570,0	-7 386,0
1.B.2.2.2.2	320000	B_N_LT_E	À long terme	11 453,0	30 118,0	-18 665,0
1.B.2.3	340000	B_N_AL_E	Autres investissements	2 904,0	73 299,0	-70 395,0
1.B.2.3.1	340000	B_N_AL_E	Prélèvement sur les revenus des quasi sociétés	0,0	0,0	0,0
1.B.2.3.2	340000	B_N_AL_E	Intérêts	2 904,0	73 299,0	-70 395,0
1.B.2.3.2M	340000	B_N_AL_E	Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	0,0	0,0	0,0
1.B.2.3.3	340000	B_N_AL_E	Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de retraite et de garantie standardisée	0,0	0,0	0,0
1.B.2.4	350000	B_N_AL_E	Avoirs de réserves	0,0	0,0	0,0
1.B.2.4.1	350000	B_N_AL_E	Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
1.B.2.4.2	350000	B_N_AL_E	Intérêts	0,0	0,0	0,0
1.B.2.4.2M	350000	B_N_AL_E	Pour mémoire : Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	0,0	0,0	0,0
1.B.3	132000	B_N_AL_E	Autre revenu primaire	4 940,5	114,0	4 826,5
1.B.3.1	132100	B_N_AL_E	Taxes sur la production et importations	4 041,5	0,0	4 041,5
1.B.3.2	132200	B_N_AL_E	Subventions à la production	0,0	0,0	0,0
1.B.3.3	132300	B_N_AL_E	Loyers	899,0	114,0	785,0
1.C	140000	B_AL_AL_E	Revenu secondaire	1 154 142,9	184 708,4	969 434,5
1.C.1	140000	B_GG_AL_E	Administrations publiques	89 854,8	6 299,5	83 555,3
1.C.1.1	141000	B_GG_AL_E	Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc	0,0	0,0	0,0
1.C.1.1.1	14100z	B_GG_AL_E	payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
1.C.1.2	142000	B_GG_AL_E	Cotisations sociales	87,0	508,5	-421,5
1.C.1.2.1	14200z	B_GG_AL_E	payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
1.C.1.3	143000	B_GG_AL_E	Prestations Sociales (Débit)	0,0	1 384,0	-1 384,0
1.C.1.4	144000	B_GG_AL_E	Coopération internationale courante	40 701,8	4 407,0	36 294,8
1.C.1.5	145000	B_GG_AL_E	Transferts courants divers des administrations publiques (D75)	49 066,0	0,0	49 066,0
1.C.1.5.1	14500z	B_GG_AL_E	Transferts courants aux ISBLSM	0,0	0,0	0,0
1.C.2	140000	B_OS_AL_E	Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	1 064 288,1	178 408,8	885 879,3

Poste	Code Economique	Critères complémentaires	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
1.C.2.1	146000	B_OS_AL_E	Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non résidents)	889 300,4	135 102,6	754 197,8
1.C.2.1.1	14600z	B_OS_AL_E	Envois de fonds des travailleurs	889 300,4	135 102,6	754 197,8
1.C.2.2	147000	B_OS_AL_E	Autres transferts courants	174 987,7	43 306,2	131 681,5
1.C.2.0.1	141000	B_OS_AL_E	Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc	88,0	0,0	88,0
1.C.2.0.2	142000	B_OS_AL_E	Cotisations sociales	342,9	6 021,7	-5 678,8
1.C.2.0.3	143000	B_OS_AL_E	Prestations sociales	3 140,9	930,8	2 210,1
1.C.2.0.4	148000	B_OS_AL_E	Primes d'assurance nettes hors assurance vie	1 423,0	10 167,6	-8 744,6
1.C.2.0.5	149000	B_OS_AL_E	Indemnités d'assurance dommage	1 831,9	3 232,0	-1 400,1
1.C.2.0.6	144000	B_OS_AL_E	Coopération internationale courante	0,0	18,1	-18,1
1.C.2.0.7	145000	B_OS_AL_E	Transferts courants divers	168 161,0	22 936,0	145 225,0
1.C.2.0.7.1	14500z	B_OS_AL_E	Dont : transferts courants aux ISBLSM	0,0	0,0	0,0
1.C.3	14A000	B_OS_AL_E	Ajustement pour variation des droits à pension	0,0	0,0	0,0
2	200000	B_AL_AL_E	Compte de capital	223 219,7	7 160,0	216 059,7
2.1	210000	B_AL_AL_E	Acquisitions (DR) / cessions (CR) d'actifs non financiers non produits	58,0	5 272,0	-5 214,0
2.2	220000	B_AL_AL_E	Transferts de capital	223 161,7	1 888,0	221 273,7
2.2.1	220000	B_GG_AL_E	Administration publique	213 199,0	0,0	213 199,0
2.2.1.1	221000	B_GG_AL_E	Remises de dette	0,0	0,0	0,0
2.2.1.2	222000	B_GG_AL_E	Autres transferts de capital	213 199,0	0,0	213 199,0
2.2.1.2.1	22200z	B_GG_AL_E	dont : impôts en capital	0,0	0,0	0,0
2.2.2	220000	B_OS_AL_E	Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	9 962,7	1 888,0	8 074,7
2.2.2.1	221000	B_OS_AL_E	Remises de dette	0,0	0,0	0,0
2.2.2.2	222000	B_OS_AL_E	Autres transferts de capital	9 962,7	1 888,0	8 074,7
2.2.2.2.1	22200z	B_OS_AL_E	dont : impôts en capital (Crédit)	0,0	0,0	0,0
2.2.2.0.1	22000z	B_OS_AL_E	dont : entre ménages	0,0	0,0	0,0
4	19000	B_AL_AL_E	Capacité (+) / besoin () de financement (solde des comptes des transactions courantes et de capital)	3 647 741,0	4 097 582,2	-449 841,2
3	300000	N_AL_AL_E	Compte financier	457 164,1	902 314,5	-445 150,4
5	300000	N_AL_AL_E	Capacité (+) / besoin () de financement (Compte financier)	457 164,1	902 314,5	-445 150,4
3.1	310000	N_AL_AL_E	Investissement direct	13 558,4	199 032,6	-185 474,2
3.1.1	311000	N_AL_AL_E	Titres de participation et parts de fonds de placement	24 594,4	173 708,6	-149 114,2
3.1.1.1	311100	N_AL_AL_E	Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéfices	24 159,0	149 230,1	-125 071,1
3.1.1.1.1	311110	N_AL_AL_E	Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	23 800,0	147 541,1	-123 741,1
3.1.1.1.2	311120	N_AL_AL_E	Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissement à rebours)	632,0	314,0	318,0
3.1.1.1.3	311130	N_AL_AL_E	Entre entreprises soeurs	-273,0	1 375,0	-1 648,0
3.1.1.1.3.1	311131	N_AL_AL_E	si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
3.1.1.1.3.2	311132	N_AL_AL_E	si le contrôle ultime est détenu par un non résident	0,0	0,0	0,0
3.1.1.1.3.3	311133	N_AL_AL_E	si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
3.1.1.2	311000	N_AL_AL_E	Réinvestissement des bénéfices	435,4	24 478,5	-24 043,1
3.1.1.0.1	31100z	N_AL_AL_E	Actions/Parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
3.1.1.0.1.1	3110zz	N_AL_AL_E	Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0,0	0,0	0,0

Poste	Code Economique	Critères complémentaires	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
3.1.2	312000	N_AL_AL_E	Instruments de dette	-11 036,0	25 324,0	-36 360,0
3.1.2.1	312100	N_AL_AL_E	Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	-11 036,0	25 396,6	-36 432,6
3.1.2.2	312200	N_AL_AL_E	Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0,0	0,0	0,0
3.1.2.3	312300	N_AL_AL_E	Entre entreprises sœurs	0,0	-72,6	72,6
3.1.2.3.1	312310	N_AL_AL_E	si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
3.1.2.3.2	312320	N_AL_AL_E	si le contrôle ultime est détenu par un non résident	0,0	0,0	0,0
3.1.2.3.3	312330	N_AL_AL_E	si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0	31200z	N_AL_AL_E	Titres de créance :	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0.1	31201z	N_AL_AL_E	Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0.2	31202z	N_AL_AL_E	Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0.3	31203z	N_AL_AL_E	Entre entreprises sœurs	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0.3.1	31213z	N_AL_AL_E	si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0.3.2	31223z	N_AL_AL_E	si le contrôle ultime est détenu par un non résident	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0.3.3	31233z	N_AL_AL_E	si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
3.2	320000	N_AL_AL_E	Investissements de portefeuille	133 289,0	290 864,0	-157 575,0
3.2.1	321000	N_AL_AL_E	Titres de participation et parts de fonds de placement	1 534,0	5 490,0	-3 956,0
3.2.1.1	321000	N_CB_AL_E	Banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.2.1.3	321000	N_GG_AL_E	Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
3.2.1.2	321000	N_DT_AL_E	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	50,0	-900,0	950,0
3.2.1.4	321000	N_OS_AL_E	Autres secteurs	1 484,0	6 390,0	-4 906,0
3.2.1.4.1	321000	N_FC_AL_E	Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0
3.2.1.4.2	321000	N_NC_AL_E	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	1 484,0	6 390,0	-4 906,0
3.2.1.0.1	321100	N_AL_AL_E	Titres de participation autres que parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
3.2.1.0.1.1	321110	N_AL_AL_E	Cotés en bourse	0,0	0,0	0,0
3.2.1.0.1.2	321120	N_AL_AL_E	Non cotés en bourse	0,0	0,0	0,0
3.2.1.0.2	321200	N_AL_AL_E	Actions/Parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
3.2.1.0.2.1	321200	N_AL_AL_E	Reinvestissement des bénéfices	0,0	0,0	0,0
3.2.1.0.2.2	32120z	N_AL_AL_E	Dont : Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0,0	0,0	0,0
3.2.2	322000	N_AL_AL_E	Titres de créance	131 755,0	285 374,0	-153 619,0
3.2.2.1	322000	N_CB_AL_E	Banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.2.2.1.1	322000	N_CB_ST_E	À court terme	0,0	0,0	0,0
3.2.2.1.2	322000	N_CB_LT_E	À long terme	0,0	0,0	0,0
3.2.2.1.9	322000	N_MA_AL_E	Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
3.2.1.1.9.1	322000	N_MA_ST_E	À court terme	0,0	0,0	0,0
3.2.1.1.9.2	322000	N_MA_LT_E	À long terme	0,0	0,0	0,0
3.2.2.2	322000	N_DT_AL_E	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	122 817,0	24 367,0	98 450,0
3.2.2.2.1	322000	N_DT_ST_E	À court terme	64 016,0	-10 015,0	74 031,0
3.2.2.2.2	322000	N_DT_LT_E	À long terme	58 801,0	34 382,0	24 419,0
3.2.2.3	322000	N_GG_AL_E	Administrations publiques	0,0	262 913,0	-262 913,0
3.2.2.3.1	322000	N_GG_ST_E	À court terme	0,0	-62 015,0	62 015,0
3.2.2.3.2	322000	N_GG_LT_E	À long terme	0,0	324 928,0	-324 928,0
3.2.2.4	322000	N_OS_AL_E	Autres secteurs	8 938,0	-1 906,0	10 844,0
3.2.2.4.0.1	322000	N_OS_ST_E	À court terme	4 848,0	7 735,0	-2 887,0
3.2.2.4.0.2	322000	N_OS_LT_E	À long terme	4 090,0	-9 641,0	13 731,0
3.2.2.4.1	322000	N_FC_AL_E	Autres sociétés financières	1 970,0	-102,0	2 072,0

Poste	Code Economique	Critères complémentaires	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
3.2.2.4.1.1	322000	N_FC_ST_E	À court terme	922,0	-231,0	1 153,0
3.2.2.4.1.2	322000	N_FC_LT_E	À long terme	1 048,0	129,0	919,0
3.2.2.4.2	322000	N_NC_AL_E	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	6 968,0	-1 804,0	8 772,0
3.2.2.4.2.1	322000	N_NC_ST_E	À court terme	3 926,0	7 966,0	-4 040,0
3.2.2.4.2.2	322000	N_NC_LT_E	À long terme	3 042,0	-9 770,0	12 812,0
3.3	330000	N_AL_AL_E	Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0
3.3.1	330000	N_CB_AL_E	Banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.3.1.9	330000	N_MA_AL_E	Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
3.3.2	330000	N_DT_AL_E	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.3.3	330000	N_GG_AL_E	Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
3.3.4	330000	N_OS_AL_E	Autres secteurs	0,0	0,0	0,0
3.3.4.1	330000	N_FC_AL_E	Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0
3.3.4.2	330000	N_NC_AL_E	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0
3.3.0.1	331000	N_AL_AL_E	Dérivés financiers (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0
3.3.0.1.1	331100	N_AL_AL_E	Options	0,0	0,0	0,0
3.3.0.1.2	331200	N_AL_AL_E	Contrats à terme	0,0	0,0	0,0
3.3.0.2	332000	N_AL_AL_E	Options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0
3.4	340000	N_AL_AL_E	Autres investissements	275 715,7	412 417,9	-136 702,2
3.4.1	341000	N_AL_AL_E	Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0
3.4.2	342000	N_AL_AL_E	Monnaie fiduciaire et dépôts	13 590,1	79 295,5	-65 705,4
3.4.2.1	342000	N_CB_AL_E	Banque centrale	0,0	-3 082,5	3 082,5
3.4.2.1.1	342000	N_CB_ST_E	À court terme	0,0	-3 082,5	3 082,5
3.4.2.1.2	342000	N_CB_LT_E	À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.2.1.9	342000	N_MA_AL_E	Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
3.4.2.1.9.1	342000	N_MA_ST_E	À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.2.1.9.2	342000	N_MA_LT_E	À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.2.2	342000	N_DT_AL_E	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	1 126,8	82 378,0	-81 251,2
3.4.2.2.0.1	34200z	N_DT_AL_E	Dont: positions interbancaires	0,0	0,0	0,0
3.4.2.2.1	342000	N_DT_ST_E	À court terme	1 126,8	82 378,0	-81 251,2
3.4.2.2.2	342000	N_DT_LT_E	À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.2.3	342000	N_GG_AL_E	Administrations publiques	-4 500,7	0,0	-4 500,7
3.4.2.3.1	342000	N_GG_ST_E	À court terme	-4 500,7	0,0	-4 500,7
3.4.2.3.2	342000	N_GG_LT_E	À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.2.4	342000	N_OS_AL_E	Autres secteurs	16 964,0	0,0	16 964,0
3.4.2.4.0.1	342000	N_OS_ST_E	À court terme	7 020,0	0,0	7 020,0
3.4.2.4.0.2	342000	N_OS_LT_E	À long terme	9 944,0	0,0	9 944,0
3.4.2.4.1	342000	N_FC_AL_E	Autres sociétés financières	15 910,0	0,0	15 910,0
3.4.2.4.1.1	342000	N_FC_ST_E	À court terme	6 388,0	0,0	6 388,0
3.4.2.4.1.2	342000	N_FC_LT_E	À long terme	9 522,0	0,0	9 522,0
3.4.2.4.2	342000	N_NC_AL_E	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	1 054,0	0,0	1 054,0
3.4.2.4.2.1	342000	N_NC_ST_E	À court terme	632,0	0,0	632,0
3.4.2.4.2.2	342000	N_NC_LT_E	À long terme	422,0	0,0	422,0
3.4.3	343000	N_AL_AL_E	Prêts	68 595,0	325 146,8	-256 551,8
3.4.3.1	343000	N_CB_AL_E	Banque centrale	0,0	-8 235,5	8 235,5
3.4.3.1.1	34300z	N_CB_AL_E	Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	-8 469,5	8 469,5
3.4.3.1.2	343000	N_CB_ST_E	Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.3.1.3	343000	N_CB_LT_E	Autres prêts à long terme	0,0	234,0	-234,0
3.4.3.1.9	343000	N_MA_AL_E	Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
3.4.3.1.9.1	34300z	N_MA_AL_E	Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0

Poste	Code Economique	Critères complémentaires	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
3.4.3.1.9.2	343000	N_MA_ST_E	Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.3.1.9.3	343000	N_MA_LT_E	Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.3.2	343000	N_DT_AL_E	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	50 755,0	-41 891,0	92 646,0
3.4.3.2.1	343000	N_DT_ST_E	À court terme	46 173,0	0,0	46 173,0
3.4.3.2.2	343000	N_DT_LT_E	À long terme	4 582,0	-41 891,0	46 473,0
3.4.3.3	343000	N_GG_AL_E	Administrations publiques	0,0	369 055,8	-369 055,8
3.4.3.3.1	34300z	N_GG_AL_E	Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0
3.4.3.3.2	343000	N_GG_ST_E	Autres à court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.3.3.3	343000	N_GG_LT_E	Autres à long terme	0,0	369 055,8	-369 055,8
3.4.3.4	343000	N_OS_AL_E	Autres secteurs	17 840,0	6 217,5	11 622,5
3.4.3.4.0.1	343000	N_OS_ST_E	À court terme	8 248,0	-1 500,0	9 748,0
3.4.3.4.0.2	343000	N_OS_LT_E	À long terme	9 592,0	7 717,5	1 874,5
3.4.3.4.1	343000	N_FC_AL_E	Autres sociétés financières	4 230,0	-1 415,0	5 645,0
3.4.3.4.1.1	343000	N_FC_ST_E	À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.3.4.1.2	343000	N_FC_LT_E	À long terme	4 230,0	-1 415,0	5 645,0
3.4.3.4.2	343000	N_NC_AL_E	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	13 610,0	7 632,5	5 977,5
3.4.3.4.2.1	343000	N_NC_ST_E	À court terme	8 248,0	-1 500,0	9 748,0
3.4.3.4.2.2	343000	N_NC_LT_E	À long terme	5 362,0	9 132,5	-3 770,5
3.4.4	344000	N_AL_AL_E	Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	0,0	0,0	0,0
3.4.4.1	344000	N_CB_AL_E	Banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.4.4.1.9	344000	N_MA_AL_E	Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
3.4.4.2	344000	N_DT_AL_E	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.4.4.3	344000	N_GG_AL_E	Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
3.4.4.4	344000	N_OS_AL_E	Autres secteurs	0,0	0,0	0,0
3.4.4.4.1	344000	N_FC_AL_E	Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0
3.4.4.4.2	344000	N_NC_AL_E	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0
3.4.4.0.1	344100	N_AL_AL_E	Réserves techniques d'assurance hors assurance vie	0,0	0,0	0,0
3.4.4.0.2	344200	N_AL_AL_E	Droits à assurance vie et à annuités	0,0	0,0	0,0
3.4.4.0.3	344300	N_AL_AL_E	Droits à pension	0,0	0,0	0,0
3.4.4.0.4	344400	N_AL_AL_E	Créances des fonds de pension sur les sponsors	0,0	0,0	0,0
3.4.4.0.5	344500	N_AL_AL_E	Droits à prestations autres que des pensions	0,0	0,0	0,0
3.4.4.0.6	344600	N_AL_AL_E	Provisions pour appels de garanties dans le cadre des garanties standardisées	0,0	0,0	0,0
3.4.5	345000	N_AL_AL_E	Crédits commerciaux et avances	176 146,7	80 301,4	95 845,3
3.4.5.1	345000	N_CB_AL_E	Banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.4.5.1.1	345000	N_CB_ST_E	À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.1.2	345000	N_CB_LT_E	À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.1.9	345000	N_MA_AL_E	Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
3.4.5.1.9.1	345000	N_MA_ST_E	À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.1.9.2	345000	N_MA_LT_E	À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.2	345000	N_DT_AL_E	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
3.4.5.2.1	345000	N_DT_ST_E	À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.2.2	345000	N_DT_LT_E	À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.3	345000	N_GG_AL_E	Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
3.4.5.3.1	345000	N_GG_ST_E	À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.3.2	345000	N_GG_LT_E	À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.4	345000	N_OS_AL_E	Autres secteurs	176 146,7	80 301,4	95 845,3
3.4.5.4.0.1	345000	N_OS_ST_E	À court terme	6 870,7	26 514,2	-19 643,6

Poste	Code Economique	Critères complémentaires	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
3.4.5.4.0.2	345000	N_OS_LT_E	À long terme	169 276,0	53 787,2	115 488,8
3.4.5.4.1	345000	N_FC_AL_E	Autres sociétés financières	1 485,0	758,0	727,0
3.4.5.4.1.1	345000	N_FC_ST_E	À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.5.4.1.2	345000	N_FC_LT_E	À long terme	1 485,0	758,0	727,0
3.4.5.4.2	345000	N_NC_AL_E	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	174 661,7	79 543,4	95 118,3
3.4.5.4.2.1	345000	N_NC_ST_E	À court terme	6 870,7	26 514,2	-19 643,6
3.4.5.4.2.2	345000	N_NC_LT_E	À long terme	167 791,0	53 029,2	114 761,8
3.4.6	346000	N_AL_AL_E	Autres comptes à recevoir/ à payer	17 384,0	-72 325,8	89 709,8
3.4.6.1	346000	N_CB_AL_E	Banque centrale	0,0	-60 815,7	60 815,7
3.4.6.1.1	346000	N_CB_ST_E	À court terme	0,0	-60 815,7	60 815,7
3.4.6.1.2	346000	N_CB_LT_E	À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.6.1.9	346000	N_MA_AL_E	Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
3.4.6.1.9.1	346000	N_MA_ST_E	À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.6.1.9.2	346000	N_MA_LT_E	À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.6.2	346000	N_DT_AL_E	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-377,0	-771,0	394,0
3.4.6.2.1	346000	N_DT_ST_E	À court terme	-377,0	-771,0	394,0
3.4.6.2.2	346000	N_DT_LT_E	À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.6.3	346000	N_GG_AL_E	Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
3.4.6.3.1	346000	N_GG_ST_E	À court terme	0,0	0,0	0,0
3.4.6.3.2	346000	N_GG_LT_E	À long terme	0,0	0,0	0,0
3.4.6.4	346000	N_OS_AL_E	Autres secteurs	17 761,0	-10 739,1	28 500,1
3.4.6.4.0.1	346000	N_OS_ST_E	À court terme	8 650,0	-9 222,1	17 872,1
3.4.6.4.0.2	346000	N_OS_LT_E	À long terme	9 111,0	-1 517,0	10 628,0
3.4.6.4.1	346000	N_FC_AL_E	Autres sociétés financières	787,0	58,9	728,1
3.4.6.4.1.1	346000	N_FC_ST_E	À court terme	198,0	10,9	187,1
3.4.6.4.1.2	346000	N_FC_LT_E	À long terme	589,0	48,0	541,0
3.4.6.4.2	346000	N_NC_AL_E	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	16 974,0	-10 798,0	27 772,0
3.4.6.4.2.1	346000	N_NC_ST_E	À court terme	8 452,0	-9 233,0	17 685,0
3.4.6.4.2.2	346000	N_NC_LT_E	À long terme	8 522,0	-1 565,0	10 087,0
3.4.7	347000	N_AL_AL_E	Droits de tirage spéciaux	0,0	0,0	0,0
3.5	350000	N_AL_AL_E	Avoirs de réserve	34 601,0	0,0	34 601,0
3.5.1	351000	N_AL_AL_E	Or monétaire	0,0	0,0	0,0
3.5.1.1	351100	N_AL_AL_E	Or métal	0,0	0,0	0,0
3.5.1.2	351200	N_AL_AL_E	Comptes en or non affectés	0,0	0,0	0,0
3.5.2	352000	N_AL_AL_E	Droits de tirage spéciaux	-17,8	0,0	-17,8
3.5.3	353000	N_AL_AL_E	Position de réserve au FMI	11 195,8	0,0	11 195,8
3.5.4	354000	N_AL_AL_E	Autres avoirs de réserve	23 423,0	0,0	23 423,0
3.5.4.1	354100	N_AL_AL_E	Monnaie fiduciaire et dépôts	23 423,0	0,0	23 423,0
3.5.4.1.1	354110	N_AL_AL_E	Créances sur les autorités monétaires	-823,5	0,0	-823,5
3.5.4.1.2	354120	N_AL_AL_E	Créances sur d'autres entités	24 246,5	0,0	24 246,5
3.5.4.2	354200	N_AL_AL_E	Titres	0,0	0,0	0,0
3.5.4.2.1	354210	N_AL_AL_E	Titres de créance	0,0	0,0	0,0
3.5.4.2.1.1	354210	N_AL_ST_E	À court terme	0,0	0,0	0,0
3.5.4.2.1.2	354210	N_AL_LT_E	À long terme	0,0	0,0	0,0
3.5.4.2.2	354220	N_AL_AL_E	Titres de participation et parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
3.5.4.3	354300	N_AL_AL_E	Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
3.5.4.4	354400	N_AL_AL_E	Autres créances	0,0	0,0	0,0
6	400000	N_AL_AL_E	Erreurs et omissions nettes	-3 190 576,9	-3 195 267,7	4 690,8
0.	0	0_N_N_N_E	Postes pour mémoire	0,0	0,0	0,0
0.0	0	0_N_N_N_E	Financement exceptionnel	0,0	0,0	0,0
1.	220000	B_AL_AL_E	Transferts courants et ou en capital	0,0	0,0	0,0
1.1.	221100	B_AL_AL_E	Remises de dettes	0,0	0,0	0,0
1.2.	221200	B_AL_AL_E	Autres dons intergouvernementaux	0,0	0,0	0,0
1.3.	22130z	B_AL_AL_E	Dons provenant des comptes de bonifications FMI	0,0	0,0	0,0
1.0.1	221000	B_CB_AL_E	Banque centrale	0,0	0,0	0,0

Poste	Code Economique	Critères complémentaires	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
1.0.1.1	221100	B_CB_AL_E	Remises de dettes	0,0	0,0	0,0
1.0.1.2	221200	B_CB_AL_E	Autres dons intergouvernementaux	0,0	0,0	0,0
1.0.1.3	22130z	B_CB_AL_E	Dons provenant des comptes de bonifications FMI	0,0	0,0	0,0
1.0.2	221000	B_MA_AL_E	Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
1.0.2.1	221100	B_MA_AL_E	Remises de dettes	0,0	0,0	0,0
1.0.2.2	221200	B_MA_AL_E	Autres dons intergouvernementaux	0,0	0,0	0,0
1.0.2.3	22130z	B_MA_AL_E	Dons provenant des comptes de bonifications FMI	0,0	0,0	0,0
1.0.3	221000	B_DT_AL_E	Etablissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
1.0.3.1	221100	B_DT_AL_E	Remises de dettes	0,0	0,0	0,0
1.0.3.2	221200	B_DT_AL_E	Autres dons intergouvernementaux	0,0	0,0	0,0
1.0.3.3	22130z	B_DT_AL_E	Dons provenant des comptes de bonifications FMI	0,0	0,0	0,0
1.0.4	221000	B_GG_AL_E	Administration publique	0,0	0,0	0,0
1.0.4.1	221100	B_GG_AL_E	Remises de dettes	0,0	0,0	0,0
1.0.4.2	221200	B_GG_AL_E	Autres dons intergouvernementaux	0,0	0,0	0,0
1.0.4.3	22130z	B_GG_AL_E	Dons provenant des comptes de bonifications FMI	0,0	0,0	0,0
1.0.5	221000	B_OS_AL_E	Autres secteurs	0,0	0,0	0,0
1.0.5.1	221100	B_OS_AL_E	Remises de dettes	0,0	0,0	0,0
1.0.5.2	221200	B_OS_AL_E	Autres dons intergouvernementaux	0,0	0,0	0,0
1.0.5.3	22130z	B_OS_AL_E	Dons provenant des comptes de bonifications FMI	0,0	0,0	0,0
2.	310000	N_AL_AL_E	Investissements directs	0,0	0,0	0,0
2.1.	311100	N_AL_AL_E	Prises de participations liées à la réduction de la dette	0,0	0,0	0,0
2.2.	311200	N_AL_AL_E	Instruments de dette	0,0	0,0	0,0
2.0.1	311000	N_CB_AL_E	Banque centrale	0,0	0,0	0,0
2.0.1.1.	311100	N_CB_AL_E	Prises de participations liées à la réduction de la dette	0,0	0,0	0,0
2.0.1.2.	311200	N_CB_AL_E	Instruments de dette	0,0	0,0	0,0
2.0.2	311000	N_MA_AL_E	Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
2.0.2.1.	311100	N_MA_AL_E	Prises de participations liées à la réduction de la dette	0,0	0,0	0,0
2.0.2.2.	311200	N_MA_AL_E	Instruments de dette	0,0	0,0	0,0
2.0.3	311000	N_DT_AL_E	Etablissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
2.0.3.1.	311100	N_DT_AL_E	Prises de participations liées à la réduction de la dette	0,0	0,0	0,0
2.0.3.2.	311200	N_DT_AL_E	Instruments de dette	0,0	0,0	0,0
2.0.4	311000	N_GG_AL_E	Administration publique	0,0	0,0	0,0
2.0.4.1.	311100	N_GG_AL_E	Prises de participations liées à la réduction de la dette	0,0	0,0	0,0
2.0.4.2.	311200	N_GG_AL_E	Instruments de dette	0,0	0,0	0,0
2.0.5	311000	N_OS_AL_E	Autres secteurs	0,0	0,0	0,0
2.0.5.1.	311100	N_OS_AL_E	Prises de participations liées à la réduction de la dette	0,0	0,0	0,0
2.0.5.2.	311200	N_OS_AL_E	Instruments de dette	0,0	0,0	0,0
3.	320000	N_GG_AL_E	Investissement de portefeuille	0,0	0,0	0,0
3.1.	321000	C_GG_AL_E	Prises de participations liées à une réduction de la dette	0,0	0,0	0,0
4.	340000	N_GG_AL_E	Autres investissements	0,0	0,0	0,0
4.1.	341100	N_AL_AL_E	Tirages sur les nouveaux emprunts effectués par les autorités ou par d'autres secteurs au nom des autorités	0,0	0,0	0,0
4.2.	341200	N_AL_AL_E	Rééchelonnement de dettes existantes	0,0	0,0	0,0
4.0.1	341000	N_CB_AL_E	Banque centrale	0,0	0,0	0,0
4.0.1.1	341100	N_CB_AL_E	Tirages sur les nouveaux emprunts effectués par les autorités ou par d'autres secteurs au nom des autorités	0,0	0,0	0,0

Poste	Code Economique	Critères complémentaires	Libellé poste	Crédit	Débit	Solde
4.0.1.2	341200	N_CB_AL_E	Rééchelonnement de dettes existantes	0,0	0,0	0,0
4.0.2.	341000	N_MA_AL_E	Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
4.0.2.1	341100	N_MA_AL_E	Tirages sur les nouveaux emprunts effectués par les autorités ou par d'autres secteurs au nom des autorités	0,0	0,0	0,0
4.0.2.2	341200	N_MA_AL_E	Rééchelonnement de dettes existantes	0,0	0,0	0,0
4.0.3.	341000	N_DT_AL_E	Etablissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
4.0.3.1	341100	N_DT_AL_E	Tirages sur les nouveaux emprunts effectués par les autorités ou par d'autres secteurs au nom des autorités	0,0	0,0	0,0
4.0.3.2	341200	N_DT_AL_E	Rééchelonnement de dettes existantes	0,0	0,0	0,0
4.0.4.	341000	N_GG_AL_E	Administration publique	0,0	0,0	0,0
4.0.4.1	341100	N_GG_AL_E	Tirages sur les nouveaux emprunts effectués par les autorités ou par d'autres secteurs au nom des autorités	0,0	0,0	0,0
4.0.4.2	341200	N_GG_AL_E	Rééchelonnement de dettes existantes	0,0	0,0	0,0
4.0.5.	341000	N_OS_AL_E	Autres secteurs	0,0	0,0	0,0
4.0.5.1	341100	N_OS_AL_E	Tirages sur les nouveaux emprunts effectués par les autorités ou par d'autres secteurs au nom des autorités	0,0	0,0	0,0
4.0.5.2	341200	N_OS_AL_E	Rééchelonnement de dettes existantes	0,0	0,0	0,0
5.	343000	N_GG_AL_E	Arriérés	0,0	0,0	0,0
5.1.	343000	N_GG_AL_E	Accumulation d'arriérés	0,0	0,0	0,0
5.1.1	343000	N_GG_AL_E	Principal sur la dette à court terme	0,0	0,0	0,0
5.1.2	343000	N_GG_AL_E	Principal sur la dette à long terme	0,0	0,0	0,0
5.1.3	343000	N_GG_AL_E	Intérêts initiaux	0,0	0,0	0,0
5.1.4	343000	N_GG_AL_E	Intérêts de pénalisation	0,0	0,0	0,0
5.2.	343000	N_GG_AL_E	Remboursement d'arriérées	0,0	0,0	0,0
5.2.1	343000	N_GG_AL_E	Principal	0,0	0,0	0,0
5.2.2	343000	N_GG_AL_E	Intérêts	0,0	0,0	0,0
5.3.	343000	N_GG_AL_E	Rééchelonnement d'arriérés	0,0	0,0	0,0
5.3.1	343000	N_GG_AL_E	Principal	0,0	0,0	0,0
5.3.2	343000	N_GG_AL_E	Intérêts	0,0	0,0	0,0
5.4.	343000	N_GG_AL_E	Annulation d'arriérés	0,0	0,0	0,0
5.4.1.	343000	N_GG_AL_E	Principal	0,0	0,0	0,0
5.4.2.	343000	N_GG_AL_E	Intérêts	0,0	0,0	0,0

PEG : PEGR - Position Extérieure Globale Résumée

Nature : Balance Avec Ajustement

Fréquence : Annuelle

Année : 2013

Page: Position extérieure globale résumée

Code économique	Critères complémentaires	Libellé	AVOIR-Stocks début de période	AVOIR-autres flux	AVOIR-Stocks fin de période	AVOIR-flux net	ENGAGEMENT-Stocks début de période	ENGAGEMENT-Autres flux	ENGAGEMENT-Stocks fin de période	ENGAGEMENT-flux net
300000	4_N_AL_AL	Compte financier	2 516 072,0	34 957,0	3 014 426,8	463 397,7	6 547 235,0	35 956,7	7 352 019,2	782 525,5
310000	4_N_AL_AL	Investissement direct	184 626,2	0,0	204 418,2	19 792,0	1 244 362,7	1 000,0	1 310 908,3	79 243,6
311000	4_N_AL_AL	Titres de participation et parts de fonds de placement	194 977,5	0,0	225 805,5	30 828,0	1 170 557,7	1 000,0	1 211 779,3	53 919,6
311100	4_N_AL_AL	Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéfices	194 977,5	0,0	219 136,5	24 159,0	1 168 113,0	1 000,0	1 318 343,1	149 230,1
311110	4_N_AL_AL	Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	185 796,5	0,0	209 596,5	23 800,0	1 159 601,0	1 000,0	1 308 142,1	147 541,1
311120	4_N_AL_AL	Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (in	3 587,0	0,0	4 219,0	632,0	1 795,0	0,0	2 109,0	314,0
311130	4_N_AL_AL	Entre entreprises sœurs	5 594,0	0,0	5 321,0	-273,0	6 717,0	0,0	8 092,0	1 375,0
312000	4_N_AL_AL	Instruments de dette	-10 351,4	0,0	-21 387,4	-11 036,0	73 805,0	0,0	99 129,0	25 324,0
312100	4_N_AL_AL	Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investisse	-20 410,1	0,0	-31 446,1	-11 036,0	73 111,4	0,0	98 508,0	25 396,6
312200	4_N_AL_AL	Créances des entreprises d'investissement direct sur un investis	100,0	0,0	100,0	0,0	-570,0	0,0	-570,0	0,0
312300	4_N_AL_AL	Entre entreprises sœurs	9 958,7	0,0	9 958,7	0,0	1 263,6	0,0	1 191,0	-72,6
320000	4_N_AL_AL	Investissements de portefeuille	217 127,4	27 879,0	378 295,4	133 289,0	893 755,2	20 840,0	1 205 459,2	290 864,0
321000	4_N_AL_AL	Titres de participation et parts de fonds de placement	6 469,4	0,0	8 003,4	1 534,0	29 936,2	0,0	35 426,2	5 490,0
321000	4_N_CB_AL	Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Code économique	Critères complémentaires	Libellé	AVOIR-Stocks début de période	AVOIR-autres flux	AVOIR-Stocks fin de période	AVOIR-flux net	ENGAGEMENT-Stocks début de période	ENGAGEMENT-Autres flux	ENGAGEMENT-Stocks fin de période	ENGAGEMENT-flux net
321000	4_N_GG_AL	Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
321000	4_N_DT_AL	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	3 194,0	0,0	3 244,0	50,0	5 519,0	0,0	4 619,0	-900,0
321000	4_N_OS_AL	Autres secteurs	3 275,4	0,0	4 759,4	1 484,0	24 417,2	0,0	30 807,2	6 390,0
321000	4_N_FC_AL	Autres sociétés financières	3 190,0	0,0	3 190,0	0,0	6 546,5	0,0	6 546,5	0,0
321000	4_N_NC_AL	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	85,4	0,0	1 569,4	1 484,0	17 870,7	0,0	24 260,7	6 390,0
322000	4_N_AL_AL	Titres de créance	210 658,0	27 879,0	370 292,0	131 755,0	863 819,0	20 840,0	1 170 033,0	285 374,0
322000	4_N_CB_AL	Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
322000	4_N_CB_ST	A court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
322000	4_N_CB_LT	A long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
322000	4_N_MA_AL	Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
322000	4_N_MA_ST	A court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
322000	4_N_MA_LT	A long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
322000	4_N_DT_AL	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	185 868,0	27 879,0	336 564,0	122 817,0	42 676,0	0,0	67 043,0	24 367,0
322000	4_N_DT_ST	A court terme	-5 242,0	0,0	58 774,0	64 016,0	46 275,0	0,0	36 260,0	-10 015,0
322000	4_N_DT_LT	A long terme	191 110,0	27 879,0	277 790,0	58 801,0	-3 599,0	0,0	30 783,0	34 382,0
322000	4_N_GG_AL	Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	687 643,0	20 840,0	971 396,0	262 913,0
322000	4_N_GG_ST	A court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	158 146,0	0,0	96 131,0	-62 015,0
322000	4_N_GG_LT	A long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	529 497,0	20 840,0	875 265,0	324 928,0

Code économique	Critères complémentaires	Libellé	AVOIR-Stocks début de période	AVOIR-autres flux	AVOIR-Stocks fin de période	AVOIR-flux net	ENGAGEMENT-Stocks début de période	ENGAGEMENT-Autres flux	ENGAGEMENT-Stocks fin de période	ENGAGEMENT-flux net
322000	4_N_OS_AL	Autres secteurs	24 790,0	0,0	33 728,0	8 938,0	133 500,0	0,0	131 594,0	-1 906,0
322000	4_N_OS_ST	A court terme	33 351,0	0,0	38 199,0	4 848,0	14 933,0	0,0	22 668,0	7 735,0
322000	4_N_OS_LT	A long terme	-8 561,0	0,0	-4 471,0	4 090,0	118 567,0	0,0	108 926,0	-9 641,0
322000	4_N_FC_AL	Autres sociétés financières	-28 480,0	0,0	-26 510,0	1 970,0	2 224,0	0,0	2 122,0	-102,0
322000	4_N_FC_ST	A court terme	18,0	0,0	940,0	922,0	1 812,0	0,0	1 581,0	-231,0
322000	4_N_FC_LT	A long terme	-28 498,0	0,0	-27 450,0	1 048,0	412,0	0,0	541,0	129,0
322000	4_N_NC_AL	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	53 270,0	0,0	60 238,0	6 968,0	131 276,0	0,0	129 472,0	-1 804,0
322000	4_N_NC_ST	A court terme	33 333,0	0,0	37 259,0	3 926,0	13 121,0	0,0	21 087,0	7 966,0
322000	4_N_NC_LT	A long terme	19 937,0	0,0	22 979,0	3 042,0	118 155,0	0,0	108 385,0	-9 770,0
330000	4_N_AL_AL	Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
330000	4_N_CB_AL	Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
330000	4_N_MA_AL	Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
330000	4_N_DT_AL	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
330000	4_N_GG_AL	Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
330000	4_N_OS_AL	Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
330000	4_N_FC_AL	Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
330000	4_N_NC_AL	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
340000	4_N_AL_AL	Autres investissements	1 046 482,5	0,0	1 322 198,2	275 715,7	4 409 117,1	14 116,7	4 835 651,7	412 417,9

Code économique	Critères complémentaires	Libellé	AVOIR-Stocks début de période	AVOIR-autres flux	AVOIR-Stocks fin de période	AVOIR-flux net	ENGAGEMENT-Stocks début de période	ENGAGEMENT-Autres flux	ENGAGEMENT-Stocks fin de période	ENGAGEMENT-flux net
341000	4_N_AL_AL	Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000	4_N_AL_AL	Numéraires et dépôts	249 652,2	0,0	263 242,2	13 590,1	416 061,6	0,0	495 357,1	79 295,5
342000	4_N_CB_AL	Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	27 496,6	0,0	24 414,1	-3 082,5
342000	4_N_CB_ST	A court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	27 496,6	0,0	24 414,1	-3 082,5
342000	4_N_CB_LT	A long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000	4_N_MA_AL	Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000	4_N_MA_ST	A court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000	4_N_MA_LT	A long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000	4_N_DT_AL	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	192 930,4	0,0	194 057,2	1 126,8	388 565,0	0,0	470 943,0	82 378,0
34200z	4_N_DT_AL	Dont: positions interbancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000	4_N_DT_ST	A court terme	192 930,4	0,0	194 057,2	1 126,8	388 565,0	0,0	470 943,0	82 378,0
342000	4_N_DT_LT	A long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000	4_N_GG_AL	Administrations publiques	14 027,8	0,0	9 527,0	-4 500,7	0,0	0,0	0,0	0,0
342000	4_N_GG_ST	A court terme	14 027,8	0,0	9 527,0	-4 500,7	0,0	0,0	0,0	0,0
342000	4_N_GG_LT	A long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000	4_N_OS_AL	Autres secteurs	42 694,0	0,0	59 658,0	16 964,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000	4_N_OS_ST	A court terme	10 114,0	0,0	17 134,0	7 020,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000	4_N_OS_LT	A long terme	32 580,0	0,0	42 524,0	9 944,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Code économique	Critères complémentaires	Libellé	AVOIR-Stocks début de période	AVOIR-autres flux	AVOIR-Stocks fin de période	AVOIR-flux net	ENGAGEMENT-Stocks début de période	ENGAGEMENT-Autres flux	ENGAGEMENT-Stocks fin de période	ENGAGEMENT-flux net
342000	4_N_FC_AL	Autres sociétés financières	20 394,0	0,0	36 304,0	15 910,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000	4_N_FC_ST	A court terme	8 072,0	0,0	14 460,0	6 388,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000	4_N_FC_LT	A long terme	12 322,0	0,0	21 844,0	9 522,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000	4_N_NC_AL	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	22 300,0	0,0	23 354,0	1 054,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000	4_N_NC_ST	A court terme	2 042,0	0,0	2 674,0	632,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000	4_N_NC_LT	A long terme	20 258,0	0,0	20 680,0	422,0	0,0	0,0	0,0	0,0
343000	4_N_AL_AL	Prêts	94 827,0	0,0	163 422,0	68 595,0	2 678 443,7	6 399,7	3 009 990,2	325 146,8
343000	4_N_CB_AL	Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	95 838,0	6 399,7	94 002,2	-8 235,5
34300z	4_N_CB_AL	Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0	0,0	94 781,0	5 870,7	92 182,2	-8 469,5
343000	4_N_CB_ST	Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	-11 714,0	0,0	-11 714,0	0,0
343000	4_N_CB_LT	Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	12 771,0	529,0	13 534,0	234,0
343000	4_N_MA_AL	Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
34300z	4_N_MA_AL	Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
343000	4_N_MA_ST	Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
343000	4_N_MA_LT	Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
343000	4_N_DT_AL	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	86 749,0	0,0	137 504,0	50 755,0	140 379,0	0,0	98 488,0	-41 891,0
343000	4_N_DT_ST	A court terme	49 673,0	0,0	95 846,0	46 173,0	584,0	0,0	584,0	0,0
343000	4_N_DT_LT	A long terme	37 076,0	0,0	41 658,0	4 582,0	139 795,0	0,0	97 904,0	-41 891,0

Code économique	Critères complémentaires	Libellé	AVOIR-Stocks début de période	AVOIR-autres flux	AVOIR-Stocks fin de période	AVOIR-flux net	ENGAGEMENT-Stocks début de période	ENGAGEMENT-Autres flux	ENGAGEMENT-Stocks fin de période	ENGAGEMENT-flux net
343000	4_N_GG_AL	Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	1 935 030,7	0,0	2 304 086,5	369 055,8
34300z	4_N_GG_AL	Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
343000	4_N_GG_ST	Autres à court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
343000	4_N_GG_LT	Autres à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	1 935 030,7	0,0	2 304 086,5	369 055,8
343000	4_N_OS_AL	Autres secteurs	8 078,0	0,0	25 918,0	17 840,0	507 196,0	0,0	513 413,5	6 217,5
343000	4_N_OS_ST	A court terme	42 783,0	0,0	51 031,0	8 248,0	76 502,0	0,0	75 002,0	-1 500,0
343000	4_N_OS_LT	A long terme	-34 705,0	0,0	-25 113,0	9 592,0	430 694,0	0,0	438 411,5	7 717,5
343000	4_N_FC_AL	Autres sociétés financières	-39 488,0	0,0	-35 258,0	4 230,0	1 438,0	0,0	23,0	-1 415,0
343000	4_N_FC_ST	A court terme	12,0	0,0	12,0	0,0	-684,0	0,0	-684,0	0,0
343000	4_N_FC_LT	A long terme	-39 500,0	0,0	-35 270,0	4 230,0	2 122,0	0,0	707,0	-1 415,0
343000	4_N_NC_AL	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	47 566,0	0,0	61 176,0	13 610,0	505 758,0	0,0	513 390,5	7 632,5
343000	4_N_NC_ST	A court terme	42 771,0	0,0	51 019,0	8 248,0	77 186,0	0,0	75 686,0	-1 500,0
343000	4_N_NC_LT	A long terme	4 795,0	0,0	10 157,0	5 362,0	428 572,0	0,0	437 704,5	9 132,5
344000	4_N_AL_AL	Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	603,0	0,0	603,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
344000	4_N_CB_AL	Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
344000	4_N_MA_AL	Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
344000	4_N_DT_AL	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
344000	4_N_GG_AL	Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Code économique	Critères complémentaires	Libellé	AVOIR-Stocks début de période	AVOIR-autres flux	AVOIR-Stocks fin de période	AVOIR-flux net	ENGAGEMENT-Stocks début de période	ENGAGEMENT-Autres flux	ENGAGEMENT-Stocks fin de période	ENGAGEMENT-flux net
344000	4_N_OS_AL	Autres secteurs	603,0	0,0	603,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
344000	4_N_FC_AL	Autres sociétés financières	603,0	0,0	603,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
344000	4_N_NC_AL	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
345000	4_N_AL_AL	Crédits commerciaux et avances	551 941,3	0,0	728 088,0	176 146,7	947 119,0	0,0	1 027 420,4	80 301,4
345000	4_N_CB_AL	Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
345000	4_N_CB_ST	A court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
345000	4_N_CB_LT	A long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
345000	4_N_MA_AL	Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
345000	4_N_MA_ST	A court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
345000	4_N_MA_LT	A long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
345000	4_N_DT_AL	Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
345000	4_N_DT_ST	A court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
345000	4_N_DT_LT	A long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
345000	4_N_GG_AL	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
345000	4_N_GG_ST	A court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
345000	4_N_GG_LT	A long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
345000	4_N_OS_AL	Autres secteurs	551 941,3	0,0	728 088,0	176 146,7	947 119,0	0,0	1 027 420,4	80 301,4
345000	4_N_OS_ST	A court terme	227 409,3	0,0	234 280,0	6 870,7	245 910,5	0,0	272 424,7	26 514,2

Code économique	Critères complémentaires	Libellé	AVOIR-Stocks début de période	AVOIR-autres flux	AVOIR-Stocks fin de période	AVOIR-flux net	ENGAGEMENT-Stocks début de période	ENGAGEMENT-Autres flux	ENGAGEMENT-Stocks fin de période	ENGAGEMENT-flux net
345000	4_N_OS_LT	A long terme	324 532,0	0,0	493 808,0	169 276,0	701 208,5	0,0	754 995,7	53 787,2
345000	4_N_FC_AL	Autres sociétés financières	1 281,0	0,0	2 766,0	1 485,0	0,0	0,0	758,0	758,0
345000	4_N_FC_ST	A court terme	49,0	0,0	49,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
345000	4_N_FC_LT	A long terme	1 232,0	0,0	2 717,0	1 485,0	0,0	0,0	758,0	758,0
345000	4_N_NC_AL	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	550 660,3	0,0	725 322,0	174 661,7	947 119,0	0,0	1 026 662,4	79 543,4
345000	4_N_NC_ST	A court terme	227 360,3	0,0	234 231,0	6 870,7	245 910,5	0,0	272 424,7	26 514,2
345000	4_N_NC_LT	A long terme	323 300,0	0,0	491 091,0	167 791,0	701 208,5	0,0	754 237,7	53 029,2
346000	4_N_AL_AL	Autres comptes à recevoir/ à payer	149 459,0	0,0	166 843,0	17 384,0	254 037,6	0,0	181 711,8	-72 325,8
346000	4_N_CB_AL	Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	67 848,6	0,0	7 032,9	-60 815,7
346000	4_N_CB_ST	A court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	67 848,6	0,0	7 032,9	-60 815,7
346000	4_N_CB_LT	A long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
346000	4_N_MA_AL	Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
346000	4_N_MA_ST	A court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
346000	4_N_MA_LT	A long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
346000	4_N_DT_AL	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	11 195,0	0,0	10 818,0	-377,0	815,0	0,0	44,0	-771,0
346000	4_N_DT_ST	A court terme	11 195,0	0,0	10 818,0	-377,0	815,0	0,0	44,0	-771,0
346000	4_N_DT_LT	A long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
346000	4_N_GG_AL	Administrations publiques	1 051,0	0,0	1 051,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Code économique	Critères complémentaires	Libellé	AVOIR-Stocks début de période	AVOIR-autres flux	AVOIR-Stocks fin de période	AVOIR-flux net	ENGAGEMENT-Stocks début de période	ENGAGEMENT-Autres flux	ENGAGEMENT-Stocks fin de période	ENGAGEMENT-flux net
346000	4_N_GG_ST	A court terme	1 051,0	0,0	1 051,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
346000	4_N_GG_LT	A long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
346000	4_N_OS_AL	Autres secteurs	137 213,0	0,0	154 974,0	17 761,0	185 374,0	0,0	174 634,9	-10 739,1
346000	4_N_OS_ST	A court terme	51 045,0	0,0	59 695,0	8 650,0	72 583,0	0,0	63 360,9	-9 222,1
346000	4_N_OS_LT	A long terme	86 168,0	0,0	95 279,0	9 111,0	112 791,0	0,0	111 274,0	-1 517,0
346000	4_N_FC_AL	Autres sociétés financières	671,0	0,0	1 458,0	787,0	19,0	0,0	77,9	58,9
346000	4_N_FC_ST	A court terme	-85,0	0,0	113,0	198,0	0,0	0,0	10,9	10,9
346000	4_N_FC_LT	A long terme	756,0	0,0	1 345,0	589,0	19,0	0,0	67,0	48,0
346000	4_N_NC_AL	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	136 542,0	0,0	153 516,0	16 974,0	185 355,0	0,0	174 557,0	-10 798,0
346000	4_N_NC_ST	A court terme	51 130,0	0,0	59 582,0	8 452,0	72 583,0	0,0	63 350,0	-9 233,0
346000	4_N_NC_LT	A long terme	85 412,0	0,0	93 934,0	8 522,0	112 772,0	0,0	111 207,0	-1 565,0
347000	4_N_AL_AL	Droits de tirage spéciaux	0,0	0,0	0,0	0,0	113 455,2	7 717,0	121 172,2	0,0
350000	4_N_AL_AL	Avoirs de réserve	1 067 836,0	7 078,0	1 109 515,0	34 601,0	0,0	0,0	0,0	0,0
351000	4_N_AL_AL	Or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
351100	4_N_AL_AL	Or métal	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
351200	4_N_AL_AL	Comptes en or non affectés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
352000	4_N_AL_AL	Droits de tirage spéciaux	95 395,3	6 487,4	101 864,9	-17,8	0,0	0,0	0,0	0,0
353000	4_N_AL_AL	Position de réserve au FMI	-2 512,6	590,6	9 273,8	11 195,8	0,0	0,0	0,0	0,0

Code économique	Critères complémentaires	Libellé	AVOIR-Stocks début de période	AVOIR-autres flux	AVOIR-Stocks fin de période	AVOIR-flux net	ENGAGEMENT-Stocks début de période	ENGAGEMENT-Autres flux	ENGAGEMENT-Stocks fin de période	ENGAGEMENT-flux net
354000	4_N_AL_AL_	Autres avoirs de réserve	974 953,3	0,0	998 376,3	23 423,0	0,0	0,0	0,0	0,0
354100	4_N_AL_AL_	Monnaie fiduciaire et dépôts	974 953,3	0,0	998 376,3	23 423,0	0,0	0,0	0,0	0,0
354110	4_N_AL_AL_	Créances sur les autorités monétaires	2 126,5	0,0	1 303,0	-823,5	0,0	0,0	0,0	0,0
354120	4_N_AL_AL_	Créances sur d'autres entités	972 826,8	0,0	997 073,3	24 246,5	0,0	0,0	0,0	0,0
354200	4_N_AL_AL_	Titres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
354210	4_N_AL_AL_	Titres de créance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
354210	4_N_AL_ST_	A court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
354210	4_N_AL_LT_	A long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
354220	4_N_AL_AL_	Titres de participation et parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
354300	4_N_AL_AL_	Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
354400	4_N_AL_AL_	Autres créances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int